possibles

VOLUME 22 ● NUMÉRO 1 ● HIVER 1998

PER
P-385
BNQ

Générations : des liens à réinventer



GÉNÉRATIONS : DES LIENS À RÉINVENTER

possibles
VOLUME 22 • Numéro 1 • HIVER 1998

possibles

B.P. 114, Succ. Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2S4, 529-1316

Comité de rédaction

Jean-Marc Fontan, Gabriel Gagnon, Patrice LeBlanc, Jacqueline Mathieu, †Gaston Miron, Jean Paquin, †Marcel Rioux, Raymonde Savard, Amine Tehami, André Thibault.

Collaborateurs(trices)

Rose-Marie Arbour, Yvan Comeau, Francine Couture, Marcel Fournier, Lise Gauvin, Roland Giguère, Jacques T. Godbout, Suzanne Jacob, Suzanne Martin, Marcel Sévigny.

Révision des textes et secrétariat

Micheline Dussault

Responsable du numéro

André Thibault

La revue Possibles est membre de la SODEP (courriel : sodep@sympatico.ca Internet : http://www3.sympatico.ca/sodep) et ses articles sont répertoriés dans Repère. Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés. *Possibles* est subventionnée par le Conseil des arts et des lettres du Québec et le Conseil des Arts du Canada.

Ce numéro : 8 $. La revue ne perçoit pas la TPS.

Conception graphique et maquette de la couverture : Nicole Morisset

Typographie et mise en page : Gestion Pré-impression PC

Impression : AGMV Marquis inc.

Distribution : Diffusion Dimedia inc.

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec : D775 027

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada : ISSN : 0703-7139

© 1998 Revue *Possibles*, Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial 5

ESSAIS ET ANALYSES

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle
MICHEL PARAZELLI 25

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance
JOHANNE CHARBONNEAU 43

Quelques opinions personnelles sur le féminisme
GENEVIÈVE GUINDON 56

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles
RENÉE B.-DANDURAND 63

Une question de culture justement : le cas des communautés culturelles
AMINE TEHAMI 74

Nouvelles complicités, nouvelles responsabilités
SOLANGE LEFEBVRE 83

Le temps d'une génération
RAYMONDE SAVARD 95

Baisers volés
PIERRE MILOT 109

Utopies pour le XXI^e siècle
MADELEINE GAGNON 111

IMAGE

L'une et l'autre
CLAIRE BEAULIEU 125

POÉSIE ET FICTION

De Babel à Varsovie
GEORGES AMSELLEM 129

Mémoire
LOUISE COUTURE 134

Il faut des mots
MICHEL BÉLAND 139

Un matin l'autre
STÉPHAN KOVACS 148

DOCUMENT

Le mouvement pour la paix au Québec
JEAN-GUY VAILLANCOURT 159

Éditorial

Fantoches ou sujets autonomes?

Nous ne sommes pas les robots qu'Orwell et Huxley prédisaient que nous deviendrions. Les technocrates, classe dominante assurément, ne sont pas parvenus (ont-ils vraiment essayé?) à programmer sciemment les moindres détails de notre existence de travailleurs, de consommateurs et de citoyens, contrairement à ce qu'anticipaient de brillants analystes des années 60. Pourtant, il est troublant de constater à quel point plusieurs de nos comportements et de nos échanges avec autrui sont prévisibles. De même qu'il y a des crimes sans victime, on semble en présence ici d'un crime sans auteur. Nous serions dépossédés *de facto* d'une part de notre autonomie sans que personne en profite ni l'ait planifié.

Les fondateurs de la sociologie moderne ont eu le nez plus fin que les auteurs de romans d'anticipation ou les essayistes de la contre-culture. Durkheim et Weber, sous des angles différents, ont vu se complexifier et se ramifier l'organisation sociale ; ils ont décelé à quel point il en résultait une spécialisation pointilleuse des rôles et des conduites considérées appropriées selon la position sociale de chacun. Illustrant la formule que « le tout est autre chose que

la somme de ses parties », ce type de démarche structurelle met en évidence une dynamique impersonnelle de spécialisation des conduites, dont la seule observation des interactions quotidiennes ne laisserait soupçonner ni la nature ni l'ampleur.

Cela se traduit par l'établissement de certaines cloisons entre les catégories sociales, dont les générations. Si une commande informatique pouvait sélectionner dans nos carnets d'adresses les personnes avec qui nous avons le plus de contacts effectifs, le groupe élu se caractériserait souvent par une agaçante homogénéité des groupes d'âge. On entend parfois des propos tels que « des jeunes, je ne connais pas ça » ou encore « depuis la mort de ma mère, je n'ai jamais l'occasion de parler avec une personne âgée ». L'organisation du travail, les profils types de cheminements de carrière, la répartition de la richesse (sic), la mobilité géographique, la spécialisation des habitats, la succession rapide des étapes historiques et des modes culturelles qui les accompagnent, tout cela différencie de façon souvent catégorique les types d'expériences et d'influences auxquels on est exposé, sans choix et sans effort, du seul fait d'être « là » à tel moment de sa vie. Si on n'y prend garde, si on se contente de suivre la pente qui s'offre d'elle-même, on risque, malgré une indubitable impression de liberté, de ressembler à des fantoches dont les goûts et les manières d'agir se déduiraient de l'examen de leur profil sociodémographique.

Et pourquoi pas ? objectait un courant du behaviorisme américain, Frédéric Skinner en tête. Pourquoi courir après une lubie appelée liberté si on est davantage heureux, parce que mieux adapté, quand on ne s'embarrasse pas d'une telle préoccupation ? De fait, les collectionneurs de paradoxes se sont abondamment moqués du concept d'autonomie obligatoire. S'il n'est guère crédible d'imposer des valeurs humanistes à partir de simples arguments philosophiques ou moraux, rien ne nous empêche

néanmoins de tenter un bilan du coût humain de ces socialisations divergentes et des cloisonnements qui en découlent.

On songe aux Québécois dont la vie professionnelle a pris son élan dans les années triomphantes de la Révolution tranquille et qui s'étaient ajustés à la perfection aux tâches bureaucratiques émergentes, aux cheminements de carrière continus, à la permanence, à la protection sociale « mur à mur »[1]... et qui se précipitent maintenant, éberlués et en rangs serrés, vers une sortie de carrière qu'ils imaginaient plus tardive.

Mais pensons plutôt pour le moment à plusieurs de leurs enfants qui n'ont eu d'autre perspective que de s'habituer à la précarité et au court terme. Leur bagage existentiel accessible s'en trouve limité en plus de charrier un train de privations éprouvant. Que l'on s'attarde à cet exemple ou qu'on en choisisse d'autres, on en vient toujours à constater des lacunes dans les ressources sociales trop étroitement caractéristiques d'une génération donnée ou de quelque groupe que ce soit. Cela serait un inconvénient tolérable si à une assez large échelle, les occasions d'échanges et de coopération favorisaient une complémentarité de compétences donnant lieu à un fréquent partage d'information et de services. Or, en dehors des familles ayant sauvegardé une proximité suffisante, les générations sont souvent séparées les unes des autres par la *ghettoïsation* culturelle de leurs réseaux respectifs ; au surplus, l'apprentissage professionnel par compagnonnage demeure plus rare dans la réalité que dans les

1/ Le chroniqueur linguistique de *La Presse* condamne cette expression comme un anglicisme. Je constate que dans l'histoire des langues, les nouvelles expressions imagées ont souvent été reproduites mot à mot d'une langue à l'autre et sont restées dans chacune comme d'authentiques acquisitions (exemple : « jeter le bébé avec l'eau du bain », que j'ai retrouvé aussi bien en italien qu'en anglais et en français). Je refuse d'être anglophobe au point de décréter a priori toute métaphore comme illégitime chaque fois que nos encombrants voisins en ont eu l'idée en premier.

documents d'intention issus des sommets économiques alors que l'accroissement de la charge de travail des enseignants réduit les possibilités de complicité interpersonnelle dans la relation pédagogique.

Or, il n'est pas inexorable que les pressions provenant des structures sociales nous transforment en automates. Elles n'aboutissent à une telle extrémité que lorsqu'elles opèrent à notre insu. L'idée d'*intervention sociale*, nonobstant le fait qu'on abuse souvent du mot et de ses dérivés, suggère précisément que des actions conscientes et volontaires peuvent enrayer la mécanique de ces supposés déterminismes.

Heureux l'être humain qui, forcé par les événements ou guidé par sa propre réflexion, se rend compte de la rigidité des modèles qui se sont installés en douce dans sa vie, entreprend de critiquer l'étroitesse des perspectives où ces modèles l'ont enfermé et reprend possession de son jugement critique en vue d'élargir sa marge de choix dans de nombreux domaines de l'existence. Heureux le groupe social qui cesse d'entretenir comme dogme, comme condition d'appartenance, des symboles de différenciation qui lui assignent une identité collective trop étriquée. Heureuse la sociologie qui voit reculer l'humiliante valeur prédictive des relations statistiques établies par les milieux scientifiques entre les caractéristiques des gens et les actions qu'ils posent ; puisse-t-il n'en subsister que des lapalissades (par exemple, que la maternité favorise le sentiment maternel et que les gens plus instruits lisent davantage..., ce qui n'est même pas certain !)... après tout, l'étude des mouvements sociaux démoralise moins que celle des déterminismes.

Il est déprimant de constater que la plupart des exclusions sont attribuables non à des attitudes volontaires de discrimination et de rejet mais à un handicap social, la difficulté de transgresser les

barrières que dressent entre les groupes humains les automatismes acquis qu'on prend pour des nécessités et que l'on arbore même avec fierté comme des caractères identitaires. « Nous, les gens de mon âge, on n'est pas comme eux ». Holà ! Comme si on avait jamais fait le tour de tout ce qu'on est et qu'on n'est pas... surtout collectivement !

La société moderne écope des effets pervers de son hyperdéveloppement organisationnel. Qui ne se féliciterait du fait que la mise en marché peut offrir des produits et services très spécifiques en fonction de tous les « créneaux » imaginables ? C'est seulement par un regard critique postérieur qu'on se rend compte que chaque groupe risque de s'enfermer alors face à son miroir[2] et que l'autoplagiat répétitif tend à réduire progressivement les polyvalences potentielles. Il est quand même gênant que plus de la moitié de l'assistance à de nombreux spectacles de danse contemporaine soit composée de danseurs et de chorégraphes, et je n'ose me lancer dans l'étude comparée de l'âge moyen des lecteurs de Jacques Godbout et de Louis Hamelin ! Pourtant, le même foisonnement de ressources de cette époque qui est la nôtre offre plus de possibilités que jamais de sortir explorer le vaste monde et de s'émanciper de la tyrannie des modèles qui deviennent réducteurs et bêtifiants si on les laisse nous définir en exclusivité.

La critique des déterminismes sociaux risque évidemment de dévier vers des stratégies asociales, le refus de toute appartenance et de toute influence, option tragique et impossible. On n'a pas vraiment le choix de prendre place ou non à bord de la barque qui nous échoit : l'autre terme de l'alternative

2/ Y a-t-il dans votre entourage un intellectuel ou un militant qui se doutait de l'importance du lien affectif unissant les foules à la princesse Diana ? Pour ma part, je suis tombé des nues... et ça ne me console guère de me dire que les lecteurs de *Paris Match* ne soupçonnent pas non plus mon admiration pour la pensée de Castoriadis.

est la noyade. La question est de savoir si on s'adapte passivement à *une* position de rameur arbitrairement assignée ou si on se donne des pauses pour comprendre ce qui se passe dans le reste du bâtiment et à quoi servent ses propres gestes — si les postes sont inamovibles et les méthodes décidées à tout jamais — si l'équipage constitue une communauté foisonnant d'interconnexions ou une juxtaposition de corps de métiers unilingues parlant les uns le kiswahili et les autres le lapon. Vu les inévitables tempêtes auxquelles nous expose la navigation en haute mer, je me sens davantage rassuré par la présence de marins imparfaits mais autonomes et ouverts que par celle de fantoches programmés à la perfection.

Quelques paradoxes de l'insertion sociale actuelle des jeunes

— Tu ne peux pas faire partie de l'équipe parce que tu es trop jeune et trop petit !
— C'est de la discrimination !

Peanuts

Les groupes d'âge de moins de trente ans sont particulièrement vulnérables présentement aux processus de ségrégation structurelle qui contingentent arbitrairement l'éventail des expériences et cheminements disponibles, en fonction de facteurs aussi aveugles et peu fonctionnels que l'année de la naissance. Des perceptions sociales caricaturales se construisent pour tenter de donner du sens à ce qui en a si peu. Les scénarios de survie et d'actualisation qu'élaborent les acteurs réels tentent de composer avec ces limites ; le répertoire en est forcément réducteur.

Il exista, il n'y a pas si longtemps, un stéréotype romanesque de la marginalité. Combien de quadragénaires ou de jeunes quinquagénaires se prirent

jadis pour un Bobby McGee accompagnant Janis Joplin dans ses périples, pendant que leurs frères aînés se prenaient pour Jack Kerouac ! Ces modèles de marginalité étaient triomphalistes. La jeunesse était le nombril du monde. Au terme du procès expéditif fait aux générations qui l'avaient précédée, elle décrétait qu'il fallait repartir à zéro. La culture et les règles sociales étaient à réinventer.

Un diagnostic qui circule présentement stipule que cette réinvention n'aurait produit que du chaos. Entre nous, ce verdict catastrophiste n'a rien à envier sur le plan de la rigueur et des nuances aux fanfaronnades révolutionnaires ou contre-culturelles qui l'ont précédé ! Toujours est-il que cette grille se propose comme filtre colorant la représentation de divers groupes sociaux, dont évidemment les jeunes. La sélection du dernier Festival des films du monde faisait ressortir « le thème de l'heure qu'est la chute des repères au sein de la jeunesse »[3]. Des phénomènes comme les taux de suicide, les gangs violents, le tabagisme et les relations sexuelles non protégées se voient conférer une représentativité privilégiée — voisinant par ailleurs avec la « marée humaine » de jeunes catholiques acclamant Jean-Paul II à Paris et les prouesses intellectuelles de quelques savants en herbe.

Et si cette prétendue chute des repères était simplement un alibi camouflant le malaise d'une société qui manque de mécanismes d'insertion à proposer à une proportion inhabituelle de membres de la génération montante ? Les exigences d'autonomie et de compétence tant sociale que professionnelle requises pour occuper une place convenable s'élèvent dramatiquement — les places elles-mêmes sont restreintes —, la famille encore sous le choc de mutations toutes fraîches, l'école conviée de but en blanc à une flexibilité qui bouscule ses traditions, les

3/ Odile Tremblay, présentation du film *La Vie de Jésus, Le Devoir*, 25 août 1997.

employeurs pris entre les bouleversements de l'organisation du travail et ceux de la technologie savent mal préparer et accueillir la génération montante. Les conséquences sur les jeunes ainsi que leurs réactions sont très diversifiées : certains parmi ceux-ci se prélassent dans ce nouvel environnement comme des dauphins dans les piscines de Marine Land, d'autres se débattent à la recherche d'une bouée de sauvetage ; les plus nombreux composent avec un ensemble disparate de réussites et de difficultés.

De nombreux jeunes vivent des émois amoureux et des investissements scolaires semblables à ce qu'ont expérimenté leurs prédécesseurs ; ceux-là aspirent à aimer la même personne toute leur vie nonobstant les prévisions des statisticiens, se promettent de chérir leurs (deux) enfants et se disent parfois contrariés de ce que seuls les condoms et le décrochage semblent intéresser les médias quand on daigne s'intéresser à leur groupe d'âge. Ils participent aux expo-sciences. Vous y reconnaîtrez plusieurs de vos enfants ou de vos étudiants.

Sur eux, peu de données collectives à l'exception de statistiques insignifiantes. Il y a un an ou deux, j'ai consulté, dans le catalogue informatisé de l'Université du Québec, les entrées de la dernière décennie à la combinaison de mots-clés « jeunes » et « Québec » ; environ soixante pour cent des quelque deux cents titres obtenus portaient sur des thèmes considérés comme des « problèmes sociaux » confiés aux réseaux de la Justice et des Affaires sociales. Les plus croustillants de ces problèmes font s'assembler comme des vautours les entreprises d'information et de divertissement. Un jeune délinquant se suicide-t-il dans l'attente de sa comparution ? On peut s'attendre à des reportages détaillés, balançant entre l'apitoiement et l'indignation ; la « question du jour » de quelque journal ou chaîne de télévision ressemblera à : « Croyez-vous qu'avec une éducation plus vigilante, on aurait pu prévenir le suicide

du jeune Chose ? » ; et ce sera la course entre les maisons d'édition et de production audiovisuelle pour pousser au derrière quelques tâcherons de l'écriture en vue de mettre les premiers sur le marché, avant leurs concurrents, une transposition fictive de ce fait divers, jouant à la reproduction vériste. Pourquoi charge-t-on à ce point, à coups de généralisations et de simplifications grossières, l'image sociale d'une génération ? Ces procédés sont trop bien connus de ceux qui ont étudié la formation des stéréotypes : de tels portraits surgissent inévitablement quand des groupes se fabriquent une identité en montant symboliquement en épingle tout ce qui a pour mission de les distinguer des *autres* (les « deux solitudes », ça ne nous rappelle pas quelque chose ?). Les clichés attribuant aux jeunes diverses formes de *déviance*[4] portent la signature d'un monde adulte soucieux de sa normalité au point de s'en attribuer le monopole.

Nous avons eu la chance d'avoir dans ce numéro les contributions de deux chercheurs dont des études récentes permettent de démystifier la représentation de catégories de jeunes affectées par des étiquettes déformantes. Que n'a-t-on dit sur ces « dysfonctionnels », ces « inadaptatés », véritables extraterrestres à figure humaine, que sont censés être les jeunes de la rue et les mères adolescentes ?

Les premiers, grâce à l'analyse empathique de Michel Parazelli, ouvrent notre section thématique. L'auteur cerne lucidement certaines formes de normalité dominante en train de se mettre en place et de générer des exclusions. Elles touchent le réaménagement urbain et le *cocooning*, deux facettes complémentaires d'une réorganisation de l'espace et des modes de vie. Sur le premier terrain, nous fait observer Parazelli, « les jeunes de la rue se sont vu

4/ Il y a un siècle et demi, une métaphore analogue faisait qualifier de *traviata* (détournée de sa route) un type de jeune femme qu'aujourd'hui, la plupart des lecteurs de cette revue ne seraient plus portés à exclure de leur réseau social ou familial.

imputer depuis quelques années tous les attributs du bouc émissaire prêt au sacrifice social voué à l'ordre gestionnaire des centres-villes en mutation » ; ces nouveaux lieux publics ont comme pendant des espaces d'intimité privilégiés : « le culte actuel de l'individualisme renforce les intérêts valorisant la vie privée comme espace de liberté des individus, en reléguant dans la marge les autres qui n'ont pas accès à cet espace ». On comprend que Toronto n'était pas prête à accueillir une vague d'immigrés tziganes en provenance de la République tchèque ! Pour l'auteur, la vie de la rue s'inscrit parmi « les réponses que les individus et les groupes sociaux bricolent pour recomposer et stabiliser le sens de leur existence afin de se construire comme sujets humains ». On aurait donc tort de prendre pour une *absence de but dans l'existence* ce qui relève plutôt de l'expérimentation maladroite et du tâtonnement devant l'incertitude du trajet à suivre pour parvenir à s'actualiser et à trouver sa place dans la société.

Johanne Charbonneau, pour sa part, ne se satisfait pas non plus des jugements courants qui imputent uniquement à l'insouciance et à l'irresponsabilité le fait que les mères adolescentes « choisissent de plus en plus systématiquement de garder et d'élever leur enfant ». Anticipations peu réalistes, optimisme exagéré, sûrement ! Mais la chercheure a aussi repéré chez les personnes interviewées des projets logiques et pragmatiques, dont deux particulièrement fréquents. Le premier vise à assainir la dynamique familiale : « La naissance est aussi perçue comme un événement susceptible d'apaiser la relation conflictuelle avec les parents, avec la mère en particulier. L'acquisition du statut de mère constitue en soi un moyen, pour certaines jeunes femmes, de modifier le rapport avec leur propre mère, d'être reconnue comme une égale ». Vient ensuite la recherche de promotion sociale : « L'acquisition de ce statut c'est, dans un climat d'échec scolaire et de dévalorisation de soi, une occasion unique de faire reconnaître une compétence sociale, celle des soins

aux enfants, qui se serait d'ailleurs déjà exprimée dans des expériences de garde d'enfants ». Or, sur ces terrains précis du rapprochement familial ou de la compétence affective[5], la réussite est souvent raisonnable, du moins au début. Cela n'accomplit simplement aucun miracle, n'opère pas de mutation substantielle dans une dynamique familiale endommagée, aggrave souvent la marginalisation scolaire, professionnelle et économique, accroissant la dépendance vis-à-vis de la famille, puis de l'État, alors que le projet devait favoriser l'autonomisation. Les réussites multidimensionnelles à long terme sont donc minoritaires. Pour un bilan qui soit juste, il faut comparer le sort de ces jeunes femmes non pas à celui d'*autres* contemporaines mieux intégrées, mais à ce que *les mêmes* jeunes femmes seraient devenues sans cette maternité. Et entendre « l'appel à la reconnaissance et à l'appartenance, familiales et sociales » que constitue ce geste largement utopique.

Le texte suivant nous amène à un autre pôle du même paradoxe, celui où se produit une intégration entre les groupes d'âge là où on ne l'attend pas. S'il est un terrain où on présume un clivage entre les générations, c'est bien celui de la militance dans les mouvements sociaux. On est prêt à reconnaître chez un grand nombre de jeunes femmes une attitude d'indépendance et de liberté. Mais Geneviève Guindon nous explique qu'elle-même a franchi une étape additionnelle grâce à une initiation qui lui est venue de la seconde épouse de son père : « Cette dernière, grande militante sociale, m'a fait voir et comprendre comment les pensées et principes auxquels j'adhérais faisaient partie d'un grand mouvement social ». Il n'a fallu que quelques années pour que des savoirs et savoir-faire militants se mettent

5/ Évidemment, lorsqu'une de ces jeunes femmes laisse un bébé sans surveillance pour aller se *shooter* dans l'appartement d'en face, cela permet de fabriquer des reportages beaucoup plus excitants... ! Ne voulant surtout pas brimer l'imagination de quiconque, peut-être pourrait-on suggérer à certains journalistes d'envisager plutôt une carrière de romanciers.

en place : « Je possédais déjà les notions d'inégalité sociale, de discrimination basée sur le sexe, de double tâche de travail, de sexisme dans le langage, etc. ». La jeune femme devait par la suite apporter sa propre pierre à l'édifice, nuancer certaines positions, remplacer les objurgations par une démarche plus pédagogique, inviter le mouvement à plus d'autocritique et préconiser la diversité individuelle des engagements. Comme parcours personnel, cela reflète presque un dosage optimal entre la transmission intergénérationnelle et la poussée additionnelle propre à une génération nouvelle. À l'échelle collective, cette femme vit l'écart entre les générations en étant souvent la seule jeune dans un groupe féministe et la seule féministe avouée dans un groupe de jeunes. Au delà du malaise subjectif qui en résulte, on peut s'inquiéter de la capacité du mouvement de prendre en compte les nouveaux contextes et nouveaux problèmes aussi bien que du résultat des efforts de femmes jeunes qui mènent leurs luttes sans bénéficier d'un soutien collectif. Faut-il forcément céder à la mode présomptueuse voulant qu'une vie réussie soit toujours celle où on réussit à s'en sortir tout seul ?

Leurs voisins, leurs collègues et... surtout leur famille

Un grand nombre de gens maintiennent de décisives solidarités quotidiennes nous apprennent des recherches fouillées, convergentes, menées dans plusieurs pays industrialisés. La plupart ont été conduites par des femmes, peut-être mieux entraînées que les hommes à observer et à comprendre les phénomènes de la vie de tous les jours et à en mesurer l'importance. La sphère de l'informel, de l'interpersonnel, de l'affectif, de l'entraide semble être celle qui résiste le mieux à la poussée individualiste et aux processus de ségrégation. Dans un panorama qui synthétise de façon éloquente les principales de ces études, Renée B.-Dandurand nous fait

voir que « les réseaux personnels de nos contemporains comprennent (...), outre les parents reconnus, des amis, des voisins, des collègues de travail, d'association, de loisirs, etc. ». Contrairement à la perception fréquente qui estime les humains d'aujourd'hui condamnés à l'isolement socio-affectif, la sphère de l'intimité tendrait plutôt à s'étendre : « Les idéologies de l'amour et de la liberté de choix en matière de liens sociaux autorisent l'élargissement du réseau personnel de chacun bien au-delà du domaine de la parenté ». Cette dernière n'en demeure pas moins un axe dominant, mais nourri désormais de moments privilégiés plutôt que d'un partage continu de la routine domestique (favorisait-elle tellement l'intimité ?) : « Ces pratiques de sociabilité prennent de nos jours la forme de rencontres qui se font généralement autour des fêtes et des anniversaires et, de façon moins régulée, de relations ou de rapprochements pour partager des activités domestiques ou des loisirs, pour passer ensemble des vacances, pour magasiner, discuter, ou tout simplement pour demeurer "en lien" ou "se donner des nouvelles" ». Dandurand conclut en soulignant une spécificité qui rejoint nos préoccupations présentes : « Dans une société qui fragmente de plus en plus la vie quotidienne, ségréguant davantage les individus selon les âges de la vie, il demeure peu de lieux, telle la parentèle, qui alimentent les liens entre les générations ». Ce jugement semble illustrer que là où ce sont les humains eux-mêmes et non les règles organisationnelles qui contrôlent les liens sociaux, le rapport entre les générations semble demeurer plus vivant.

Mais qu'advient-il lorsqu'à la traversée des décennies le parcours de la famille ajoute celle de la mer et que le choc des cultures vient amplifier celui des époques ? Quand les mœurs étrangères de la société d'accueil font leur apparition au sein même de la famille en la personne de ses propres enfants ? Amine Tehami enseigne à de nombreux adolescents immigrés de première et de seconde génération, en

plus d'être lui-même issu de parents nés en Afrique du Nord. Limitant son analyse aux sources de conflits, il constate que la connivence intergénérationnelle est alors exposée à de nombreux risques de tension. Là où se heurtent l'appel à la mémoire et l'attrait du rationalisme moderne, sans le soutien traditionnel de la famille étendue, quand les savoir-faire qu'on s'était toujours transmis deviennent inadéquats devant un marché postindustriel marqué par la précarité et l'instabilité et que le mariage mixte impose sa forte probabilité statistique, on ne peut présumer du *modus vivendi* qu'adoptera chaque famille mais on sait que certaines discontinuités souvent profondes seront inévitables.

Nouveaux liens et nouvelles fractures

On est astreint, quelle qu'en soit l'origine culturelle, à parler de *nouveaux rapports*. De même qu'Ariane Émond nous a livré *Les ponts d'Ariane*, on aurait le goût d'intituler *les ponts de Solange* l'article de Solange Lefebvre. Il attire en particulier notre attention sur le fait que la coïncidence entre l'allongement de la vie, le maintien de la solidarité familiale et le désengagement de l'État redonne des rôles cruciaux, avec parfois des risques de surcharge, aux aînés, surtout les femmes approchant les soixante ans. Cette lecture nuance celles des années soixante-dix, qui analysaient uniquement en termes de marginalisation les dernières décennies de la vie : « Dans une société matérialiste qui ne connaît que des producteurs et des consommateurs, écrivait alors un observateur représentatif, comment pourraient être reconnus comme personnes ceux qui ne produisent plus et n'ont guère les moyens d'acquérir ? »[6]. Il reste que présentement, à part la revalorisation actuelle de l'apport des aînés à la famille, « la société ne leur réserve (...) pas de rôles

6/ Albert Samuel, « Troisième âge, tiers monde de la vie », *Chronique sociale de France* , 83, 1/2, janvier-février 1975, p. 5.

déterminants ». Même pas « la transmission de la mémoire d'une entreprise ou d'une institution publique », au moment où « les institutions d'éducation et de santé se vident de milliers de travailleurs expérimentés ». Il y aurait pourtant une réceptivité chez les jeunes adultes « absorbés par l'enjeu d'une intégration semée d'embûches, dans la vie sociale et professionnelle », souvent perdants dans la répartition collective du travail et de la richesse. Cette répartition est et sera aggravée par les écarts économiques entre les familles : « Plusieurs chercheurs estiment que le véritable clivage se creusera entre les héritiers et les non-héritiers ». Si l'auteure entrevoit des pistes encourageantes, elle ne dissimule pas l'importance du défi : « Il s'agit bel et bien de refaire des liens qui ne vont pas partout de soi ».

« Plusieurs aspects très positifs, observe pour sa part Raymonde Savard, sont reliés à l'entrée massive de jeunes dans des lieux marqués par l'amertume et le défaitisme ». Mais elle conteste que « le vent de rajeunissement et d'imagination apporté par une génération nouvellement formée » exige « la perte brutale de l'expérience acquise ». Par ailleurs, certains buts affirmés de cette rapide relève de la garde sont escamotés dans les faits : grattant un peu les données globales, notre collègue constate que plusieurs nouveaux retraités affectés aux services directs à la population ne seront pas remplacés et qu'aux sommets de l'appareil bureaucratique, les départs se font plus rares. Cependant, les effets pervers étant parfois positifs, les « jeunes vieux » portent certains espoirs, dont celui d'une revitalisation des réseaux informels : ils « nous apprendront peut-être qu'il n'y a pas que le travail salarié et organisé qui puisse donner du sens à la vie ». L'auteure nous invite à « une longue et patiente construction à commencer maintenant », partagée entre la crainte que ce nouveau bassin de bénévoles ou de sous-traitants à bas salaires accentue une déresponsabilisation de l'État — et la conscience que la bureaucratisation généralisée des services a entraîné son lot de gâchis.

C'est sur ce dernier terrain que se situe le bref témoignage de Pierre Milot. La standardisation du soutien affectif en institution y est présentée comme une sinistre parodie. Comment *répondre à la tendresse* commandée par « un protocole comportant dix phases à respecter pour chaque séance de dix minutes » ? S'il y a sans conteste des fonctions que l'État accomplit mieux que n'importe qui et qu'il faut préserver, le lien aussi bien affectif que culturel entre les générations relève avec non moins d'évidence de la dynamique quotidienne des personnes et des groupes partout où les humains vivent en société. À l'État, on pourrait sans doute confier en premier lieu une diversification des générations... politiques !

Ce bloc thématique se termine sur le texte de la communication que Madeleine Gagnon avait présentée à notre colloque de vingtième anniversaire, à la suite de la parution du numéro *Travailler autrement, vivre mieux ?* Quelque chose, selon l'écrivaine, offre un terrain de solidarité possible aux diverses générations, et ce sont les « bouleversements proprement angoissants qui touchent l'organisation mondiale du travail ». Témoignant elle-même d'une vive sensibilité aux angoisses et découragements que vivent les jeunes adultes, à commencer par ses enfants et leurs amis, surtout lorsqu'elle se fait dire « nous, on n'a pas la même force démographique que vous aviez dans ta génération », elle invite les gens de tout âge, du moins ceux qui n'ont pas été bouffés par « la bêtise généralisée », à rêver ensemble aux conditions qui permettront de refaire les liens sociaux.

Somme toute, les textes réunis dans ce numéro justifient tout autant l'espoir que la crainte, pour peu que notre société refuse d'être le jouet inerte de la conjonction fortuite des décisions disparates des divers acteurs sociaux. On a trop vite statué qu'en cette fin de siècle, l'économique avait pris la relève du social ; comme toutes les formules brillantes et sommaires, celle-ci est d'un simplisme grotesque.

Fantoches ou sujets autonomes ?

L'économie n'est pas intelligente, pas plus que la démographie et les rituels politiques. Les humains le sont et ont le pouvoir de rendre intelligibles les contraintes d'une réalité opaque et indifférente. Entre partenaires possibles, comme le sont les générations, peuvent s'établir soit des connexions mécaniques, soit des rencontres vivantes : ainsi s'établit la différence entre des fantoches et des sujets autonomes.

André Thibault
pour le comité de rédaction

ESSAIS ET ANALYSES

MICHEL PARAZELLI

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle

Le parcours des jeunes de la rue[1], balisé par la crise de socialisation que certains appellent crise de transmission, de civilisation, de générations ou d'autorité[2], ne s'inscrit pas pour autant dans un *no man's land* géosocial. Il serait hasardeux de confondre la crise elle-même avec les réponses que les individus et les groupes sociaux bricolent pour recomposer et stabiliser le sens de leur existence afin de se construire comme sujets humains. En effet, les pratiques sociales inopinées souvent présentées comme l'expression d'une crise prise au sens de rupture d'équilibre

1/ La majorité des jeunes de la rue ont de 14 à 25 ans. Il sont en rupture quasi totale avec le monde institutionnel et ont acquis un fort sentiment d'appartenance au « milieu de la rue ». La mendicité, la prostitution, la drogue, le petit trafic font partie du système de débrouille, mais tous les jeunes de la rue ne s'adonnent pas à ces activités de façon homogène. Les jeunes de la rue se distinguent entre eux par des univers culturels hétérogènes. Citons, par exemple, les punks, les rockers, les *peace and love* et les jeunes homosexuels du milieu gai.

2/ G. Mendel, « Mutations symboliques, nouvelles réalités sociales, crise des institutions, pistes de travail », *Une génération sans nom (ni oui)*, Actes du colloque international sur les jeunes de la rue et leur avenir dans la société (24-25-26 avril 1992 à Montréal), Montréal, PIAMP, 1994, p. 27-32.

pourraient être, dans la plupart des cas, le résultat d'un choix ou d'une réaction en partie inconsciente face à cette rupture et ainsi participer à une mutation des formes d'expression des pratiques de socialisation. Contrairement au point de vue moral habituel considérant les pratiques urbaines des jeunes de la rue comme un défaut de contrôle intériorisé (indiscipline) ou un phénomène de dérégulation normative (délinquance, itinérance, déviance, anomie, etc.), j'ai observé que ces pratiques constituent des tentatives de socialisation, mais dont l'expression socioculturelle est marginalisée par les institutions sociales, d'où le recours au concept de « socialisation marginalisée ».[3] Plutôt que de n'y voir qu'un phénomène de déligitimation de l'ordre social, pourquoi ne pas envisager le sens des pratiques des jeunes de la rue comme la quête d'une normativité de remplacement pouvant jouer le rôle de garant socio-symbolique de l'action ? Ainsi conçue, la socialisation marginalisée représenterait un effort d'insertion sociale par la marge bref, une façon paradoxale de revendiquer une place sociale qui peut être perçue si l'observateur prend la peine d'écouter ces jeunes, d'échanger avec eux sur leur parcours d'origine et de reconnaître l'importance de l'échange symbolique dans la constitution du sujet. Dans un contexte de recherche, ce dialogue avec une trentaine de jeunes de la rue m'a permis de penser que le sens qui donne forme à leurs pratiques de socialisation marginalisée est fondé sur le mythe de l'autonomie naturelle. Ce mythe évoque l'idée que les jeunes peuvent se débrouiller seuls entre eux et se construire socialement sans l'aide d'adultes et en dehors des institutions de socialisation. Leur existence subjective débuterait dès qu'ils décident de fuir les adultes, leur famille, le centre d'accueil ou la famille d'accueil par la fugue notamment :

3/ Le contenu de cet article est tiré des résultats de ma thèse de doctorat en études urbaines, *Pratiques de « socialisation marginalisée » et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal (1985-1995)*, Montréal, UQAM, 1997.

> La fugue n'est pas seulement rupture intempestive du cadre familial, mais aussi recherche d'un lieu, d'un lieu mythique — on peut penser au roman de Kafka intitulé *L'Amérique* —, d'un non-lieu où il serait possible, selon la formule de D. W. Winnicott, de se sentir réel par-delà son statut social (l'adresse des parents).[4]

Avant d'élaborer davantage sur le sujet, cette façon de comprendre le sens du parcours social des jeunes de la rue nécessite un détour théorique du côté de certains fondements anthropologiques et institutionnels de la socialisation humaine.

La fonction du mythe : donner un sens à la vie sociale

Irréductible à la seule réalité biologique ou à un ensemble de compétences comportementales, l'institution familiale relèverait d'une instance sociosymbolique participant à la production de sujets humains. Les travaux de Legendre ont déjà montré jusqu'à quel point le processus de subjectivation est lié à l'ordre symbolique de la parenté fondé lui-même sur une fiction sociale de la généalogie, c'est-à-dire sur un récit s'inspirant des mythes fondateurs (ex. : la fable d'Œdipe). Conférant un pouvoir de vérité à une tierce autorité, un au-delà symbolique (la Nation, l'État, le Socius, etc.), les références mythologiques seraient à l'origine des montages institutionnels (dont la famille) et transmis de génération en génération par une reproduction à laquelle les textes juridiques participent :

> Un mythe est un arrangement de discours, grâce auquel les enjeux de reproduction, qui sont des enjeux de différenciation par la généalogie, c'est-à-dire des enjeux de pouvoir, viennent au langage [...] L'institution suppose le mythe, et

4/ J.-J. Rassial, *L'Adolescent et le psychanalyste*, Paris, Éditions Rivages, 1990, p. 62.

il n'est pas de mythe qui ne se rapporte en définitive à l'enjeu parental.[5]

Cette médiation par un tiers mythique agirait comme un dispositif anthropologique essentiel à l'établissement de points de repère socioculturels non équivoques s'actualisant par des normes sociales. On comprend ainsi que l'identité est inséparable de l'altérité dans le processus d'institutionnalisation du sujet. Le montage triangulaire (le mythe du Tiers absolu, le sujet et l'autre) court-circuite les contradictions potentielles découlant d'un conflit de normes entre des sujets qui se confondraient avec l'Autorité mythique[6]. Ce point de vue nous indique comment se crée la subjectivité humaine à travers la différenciation socio-symbolique des individus et des générations sans laquelle la socialisation humaine (la frontière entre soi et l'autre) et la transmission de la vie en société seraient impossibles car elles baigneraient dans la confusion la plus totale étant donné qu'aucun frein ne serait imposé aux désirs de toute-puissance des individus. Est-il important de souligner que la différenciation des générations constitue la condition essentielle pour construire le lien de filiation qui permet de donner un sens à l'histoire personnelle et sociale de chaque individu (capacité de lier le passé, le présent et le futur) ? C'est ce fonds de mémoire qui garantit au sujet un sentiment de certitude sur le plan des identifications et qui lui assigne une place dans l'ordre généalogique. Cette possibilité de s'inscrire dans le temps permet de se projeter dans la durée. La saisie du présent et l'anticipation d'un futur ne peuvent devenir possibles que par la construction d'un passé, c'est-à-dire par le capital de sens que nous héritons à propos de nos origines respectives et que nous nous réapproprions et modifions afin d'organiser notre monde

5/ P. Legendre, *L'Inestimable Objet de la transmission. Étude sur le principe généalogique en Occident*, Paris, Fayard, 1985, p. 132, 136.

6/ P. Legendre, *L'Empire de la vérité. Introduction aux espaces dogmatiques industriels*, Paris, Fayard, 1989.

intérieur de façon à ce que notre histoire soit aussi notre œuvre :

> Mais pour important que soit ce travail, pour enfoui, oublié, refoulé qu'en soit le point de départ, c'est bien parce qu'il a existé et parce qu'il continue à marquer par une voie de lui méconnue ses scénarios et sa dramaturgie psychique qu'il peut les reconnaître comme son œuvre et non comme une pièce écrite par un auteur qui lui impose et son rôle et ses reparties.[7]

Les possibles de l'improbable

En ce qui regarde les jeunes de la rue, il faut savoir que ce capital de sens est pour le moins précaire et fragmentaire. La plupart proviennent d'une famille au sein de laquelle la transmission de la normativité fut soit partielle, précaire ou sans contrepartie compensatoire. À la suite de trente entretiens en profondeur avec ces jeunes, j'ai pu reconnaître cinq formes de relations parentales ayant partie liée avec cette transmission incomplète : relations parentales incohérentes, d'abandon, de domination, de superficialité et de détachement. C'est pourquoi les jeunes de la rue, n'ayant eu accès qu'à une socialisation partielle, cherchent, à l'adolescence, à compléter cette socialisation qui fut violente pour plusieurs, symboliquement et physiquement. Si l'enjeu de cette quête est d'abord le détachement de l'autorité parentale (lorsque c'est possible), les adolescents ayant choisi de façon contrainte de vivre de la rue tentent de réédifier eux-mêmes leur cadre de socialisation, mais à partir de cet héritage parental fait d'incohérence, d'abandon et de rejet. Ce fonds de mémoire leur permet de s'investir dans une quête de liberté et d'autonomie, notamment par

7/ P. Aulagnier, « Se construire un passé », dans Le Narcissisme à l'adolescence. Colloque de Monaco, *Journal de la psychanalyse de l'enfant*, Paris, Éditions du Centurion, 1989, p. 194.

la fugue qui joue parfois un rôle initiatique. Étant donné que ce phénomène social suscite souvent des controverses sur le plan moral, rappelons que la vie de rue n'est ni bonne ni mauvaise en soi, elle dépend d'abord du sens et du pouvoir que les jeunes lui confèrent dans leur quête d'identification sociale et d'appropriation d'actes sociaux. En ce sens, certains jeunes réussissent à traverser cette étape de leur vie en ayant appris énormément sur eux-mêmes et la société ; cette épreuve, tel un rite de passage individuel, leur donne le sentiment de fabriquer du sens et de se remettre au monde. Mais d'autres auront d'énormes difficultés ou n'en sortiront tout simplement pas, en s'enfermant dans l'illusion toxicomaniaque par exemple. En effet, même si le milieu qu'est la rue peut constituer un espace de socialisation marginalisée, il reste que l'imaginaire de l'autonomie naturelle comporte aussi ses dérives, comme l'enfermement narcissique inhérent au désir d'autoengendrement de soi par l'intériorisation d'une substance (venant du monde extérieur) donnant l'illusion d'une relation à l'autre : « À une relation vivante se substitue une néo-relation où c'est le produit matériel (la drogue, la nourriture...), voire le comportement lui-même qui tient lieu de partenaire de la relation ».[8] Précisons que ce désir d'autoengendrement n'est pas propre aux jeunes de la rue et qu'il habite de plus en plus d'adolescents en raison de l'inanité du mythe traditionnel de la transmission intergénérationnelle qui est renforcée par la prolongation de la période de l'adolescence dans un contexte de dualisation socioéconomique. Dans un article sur les effets de la déstructuration du rite initiatique traditionnel chez les adolescents, Richard avance que cette situation précaire tend à court-circuiter le passage possible des adolescents dans la vie adulte par le mythe de l'absence de mythes :

8/ P. Jeammet, « L'adolescence est-elle un risque ? », dans A. Tursz, Y. Souteyrand et R. Salmi (dir.), *Adolescence et risque*, Paris, Syros, 1993, p. 45.

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle

> L'idéal d'autoengendrement voudrait se substituer à la traditionnelle succession des anciens et des héritiers. Tout se passe comme si le mythe traditionnel de transmission intergénérationnelle, mis en crise, attaqué, nié, menait encore et à nouveau vers le sens, mais désormais sur le mode de l'inconclusion en une sorte de « transition sans fin », comme dit P. Ricœur, où « d'imminente la fin est devenue immanente ». [...] De ce point de vue, les expériences limites [conduites à risque] à l'adolescence fournissent des éléments susceptibles d'être organisés en nouveaux récits mythiques : le changement s'accélère, l'autorité des acquis de la tradition s'effrite, et l'on ne croit plus guère au progrès ; oubli du passé et pas de futur, mots d'ordre d'une modernité se croyant « post-moderne », mythe sans distance ni extériorité, mais *mythe tout de même*.[9]

Mais il est important de saisir qu'au fondement de cette dérive, c'est la sauvegarde narcissique qui est paradoxalement visée par ce type de relation à l'objet. En effet, ce que l'on appelle sans discernement le comportement à risque chez les adolescents est « moins un acte de rupture qu'une forme extrême de relation ».[10] Dans son livre, *La Sociologie du risque*, Le Breton exprime bien cet enjeu vital en traitant des héroïnomanes dont certains jeunes de la rue font partie.

> L'héroïne est le balancier qui autorise la poursuite de la vie, la dose infime de mort qui permet de triompher de la mort réelle dans un jeu ordalique où il s'agit d'arracher journellement une certitude d'être légitimement au monde. Ce rapport ambigu au produit qui donne simultanément vie et menace de mort étaye paradoxalement une existence sur le fil du rasoir.[11]

9/ F. Richard, « Destins des rituels d'initiation et psychopathologie des adolescents », dans *Adolescence : Projet d'adulte*, n° 26, Paris, Bayard Éditions, 1995, p. 166.

10/ *Idem*, p. 163.

11/ D. Le Breton, *La Sociologie du risque*, Paris, PUF, 1995, p. 103.

Au-delà des différentes issues, tous les jeunes de la rue que j'ai rencontrés ont exprimé des désirs communs teintés de valeurs ambivalentes qui dominaient leur vie de rue et qui alimentaient ce mythe de l'autonomie naturelle : liberté/captivité, indépendance/dépendance et affirmation de soi/négation de soi. Notons que chacun de ces désirs ambivalents était davantage exprimé selon le type de relations parentales que ces jeunes avaient déjà vécues. Les jeunes ayant eu des relations parentales incohérentes insistaient sur le complexe liberté/captivité déterminant l'enjeu consistant à donner un sens historique à leur existence marginalisée en recomposant une famille fictive, par exemple, et en développant un goût prononcé pour l'aventure et le risque. Les jeunes ayant été abandonnés par leurs parents construisaient davantage leur discours autour des pôles indépendance/dépendance ; leur principal souci était de prendre en charge leur survie, meubler leur solitude et se faire reconnaître (désirer). Finalement, les jeunes ayant vécu des relations parentales de domination, de superficialité et de détachement étaient plutôt préoccupés par l'affirmation de soi/négation de soi compte tenu de l'importance pour eux de fuir l'autorité des adultes afin d'être hors de la société sans déchoir (recherche d'authenticité).

Les prégnances attractives des lieux de transmission

Par delà les apparences de désœuvrement ou de passivité, les jeunes de la rue ont développé cet imaginaire de l'autonomie naturelle dans le milieu de la rue entendu comme le lieu des activités underground, illicites et contre-culturelles. Le milieu de la rue incarnerait l'autorité mythique nécessaire à la différenciation des individus et à l'assignation des places. Tout au long de leur insertion progressive dans le milieu de la rue, les jeunes obéissent tant bien que mal aux diverses normes et règles très

présentes dans cet univers qui n'a rien d'un espace informel pour évoquer un lieu commun. C'est donc au sein de ce milieu que les jeunes cherchent des lieux potentialisant des espaces où il est possible de se construire en tant que sujets sociaux.[12] Plus précisément, la dynamique de ces pratiques identitaires procède d'une association symbolique entre la quête subjective de ces jeunes et les lieux qui spatialisent le mieux l'expression esthétique de cette quête. En ce qui concerne Montréal, cette ville leur a offert des lieux d'identification s'accordant à leur imaginaire social. À titre d'exemple, entre 1985 et 1995, certains lieux tels que le bar les Foufounes électriques et les « Blocs » (espace vacant à proximité du bar les Foufounes électriques et nommé ainsi par les jeunes)[13] ainsi que le square Saint-Louis (parc public occupé par le mouvement contre-culturel des années 60) ont constitué des lieux identitaires majeurs pour plusieurs jeunes de la rue. Ces lieux ont spatialisé une mythologie commune se rattachant à leur histoire de marginalité en leur offrant la possibilité d'occuper l'espace de façon créative sans qu'ils se sentent trop menacés dans leur liberté d'action. Cette mythologie correspondrait à une forme d'« autonomie naturelle » : un imaginaire pré-historique ou post-historique, l'archétype du survivant et/ou de l'aventurier. Par exemple, cet imaginaire cadre assez bien avec celui de la culture punk où la destruction du monde actuel est un préalable à sa reconstruction anarchique. D'ailleurs, pour les punks, certaines

---

12/ Afin de pouvoir déterminer le potentiel identitaire des lieux fréquentés par les jeunes de la rue, j'ai eu recours aux trois conditions essentielles de ce que le psychanalyste et pédiatre Winnicott, dans *Jeu et réalité* (1975), appelle l'espace potentiel ou l'espace transitionnel rendant possible la construction de soi : 1. la réciprocité des relations ; 2. la confiance et la fiabilité ; 3. un potentiel d'indétermination des règles du jeu (incitant à la créativité et à l'appropriation collective de règles du jeu).

13/ Notons que ce lieu est connu des jeunes par tout le Québec comme étant un lieu légendaire d'appartenance pour les jeunes qui veulent acquérir une autonomie face aux institutions au moyen de la vie de rue.

prégnances (significations symboliques spatialisées)[14] parmi les plus attrayantes sont réalisées par des lieux présentant une déconstruction anarchique (couleurs bigarrées, objets insolites, etc.). Mais de façon générale, compte tenu de la méfiance des jeunes de la rue pour toute forme d'autorité, les lieux les plus communément attirants sont ceux qui, sur les plans esthétique et affectif, spatialisent ces significations articulées autour des seules valeurs identitaires que ces jeunes connaissent, c'est-à-dire des valeurs de transgression, d'abandon et de rejet. Bref, des valeurs correspondant à leur attribution identitaire d'origine. La reconnaissance spatiale de ces valeurs (par la saisie affective des prégnances) servirait de point de repères topologiques, permettant ainsi aux jeunes de la rue de se rassembler et de s'identifier individuellement et collectivement à certains lieux d'appartenance plutôt qu'à d'autres. À Montréal, ces lieux correspondent bel et bien à la partie est de la rue Sainte-Catherine, secteur de l'ancien « red-light ». Au-delà des apparences nous donnant l'impression d'une mobilité égarée dans un *no man's land*, la mobilité des jeunes de la rue relève bel et bien d'une organisation géographique, plus précisément topologique, conférant ainsi un sens identitaire aux jeunes de la rue. C'est pourquoi il est nécessaire de s'interroger davantage sur les conséquences sociales d'une éviction aveugle de ces jeunes par des autorités qui n'y verraient que flânage et foyer de délinquance. J'attire l'attention sur le fait qu'un lieu vacant tel que les Blocs ne représentait pas simplement un banal contenant physique pouvant efficacement être occupé par les jeunes de la rue. Malgré sa position socio-spatiale précaire, ce lieu a joué un rôle fondateur dans la transmission intergénérationnelle des jeunes de la rue. Les Blocs ont pris toute leur importance socio-symbolique en tant que lieu de rassemblement historique qui

14/ Voir René Thom, « Saillance et prégnance » *in L'Inconscient et la science*, René Kaës et Didier Anzieu, dir., Paris, Dunod, 1991, p. 64-82.

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle

« rayonnait » sur un ensemble de lieux périphériques d'occupation. En effet, les Blocs ont cristallisé l'imaginaire social de ces jeunes autour d'une sociabilité familialiste, d'une esthétique de l'abandon, de la révolte et à travers un récit narratif de filiation avec les générations marginalisées précédentes. Pour illustrer mes propos, écoutons Pam et Zoé (noms fictifs de deux jeunes filles de la rue en fugue) qui m'ont parlé des Blocs comme d'une « place marginale » spatialisant une « tradition » ou une « coutume » de la vie de rue en évoquant la présence de souvenirs et de sentiments de révolte. Ceci témoigne de l'existence d'une historicité des jeunes punks de la rue ayant nécessairement établi des liens de réciprocité.

> C'est comme le gros point de rencontre pour tout le monde. Tout le monde tourne autour des Blocs. Dans le fond, toutes les places où l'on se tient, c'est tout près des Blocs. C'est comme toute ma famille qui est là. Comme mon chez moi les Blocs dans le fond. [...] C'est juste que pour la plupart des jeunes qui sont dans la rue et qui se tiennent aux Blocs, c'est plus parce qu'ils retrouvent une famille avec le monde qui est aux Blocs. Aux Blocs, c'est une vieille tradition là. Les Blocs c'est marginal, c'est tout coloré et c'est une place marginale. [...] Le monde allait tous aux Blocs à cause que tout le monde se tenait aux Foufounes électriques. Quand ils sortaient, ils allaient s'écraser sur les Blocs mais ce n'était pas comme maintenant pour quêter, c'était juste le monde qui allait dans le parc des Foufs [parc des habitations Jeanne-Mance situé en arrière des Blocs, tout près des Foufounes électriques]. [...] C'est sûr, il y a plein de souvenirs là-bas. Puis je suis sûre que d'autres jeunes en ont plus que moi. [...] C'est une place, les Blocs, où il y a plein de sentiments. Ce qui revient le plus souvent comme sentiment, c'est la révolte. (Pam, 16 ans)

> Comme les Blocs, c'est comme une coutume. Par exemple, certaines personnes ont leur bar,

> mais nous autres, ce sont nos Blocs. C'est notre place. Ça fait bien des années que c'est notre place, c'est là qu'on se tient. [...] il y a eu plein de souvenirs là-bas. C'est en plein sur la rue Sainte-Catherine, on peut s'asseoir. (Zoé, 17 ans)[15]

D'autres lieux ont joué ce rôle de transmission intergénérationnelle de la vie de rue en lien non pas seulement avec les générations antérieures de jeunes de la rue, mais avec des générations antérieures aux jeunes de la rue. Par exemple, un des lieux les plus importants qu'Iris nous a dit fréquenter, les tams-tams du Mont-Royal, était attirant non seulement pour un certain type d'ambiance mais aussi parce que ses parents « trippaient » là avant. Ce lieu revêt pour lui un caractère de légende transmise par sa mère.

> Les tams-tams, c'était ma place, j'aimais être là, j'aimais vraiment être là, je trouve ça cool là : l'ambiance de fête et parce que c'est relax pareil, puis l'ambiance est comme pacifique. C'est *peace* là, j'aime ça. C'est ça que j'aime. [...] Je ne le sais pas, je ne le sais plus ce qui m'attirait là. C'est un peu plus dur à décrire. C'est un petit peu la légende aussi. Mes parents se tenaient là, mes parents trippaient là. Les tams-tams, bien oui mes parents se tenaient là. Ah oui, ma mère me parlait des tams-tams. (Iris, 17 ans)[16]

Dans le même sens, le processus d'identification sociale de Gésabelle avec un lieu symboliquement valorisé par ses parents lorsqu'ils étaient eux-mêmes jeunes lui a permis de s'inscrire dans une histoire de filiation, dans une autre génération, lui attribuant ainsi une place sociale spécifique :

15/ Citations extraites de l'analyse empirique contenue dans ma thèse de doctorat, *op. cit.*, p. 226-229.

16/ *Idem*, p. 229.

> Tout le monde que je connaissais se tenait là, aux Blocs et au Carré [square Saint-Louis]. Peut-être aussi, quand j'étais très jeune, je me rappelle avoir souvent entendu mon père et mes oncles raconter leurs gros trips des années 70 au Carré. Ça m'attirait, c'était inconscient, j'étais tout le temps portée à m'en aller vers là. Même encore, quand je sors des fois, je pars de chez nous — je reste quand même assez loin — et sans m'en rendre compte, c'est tout le temps vers le centre-ville que je m'en vais. Pourtant ce n'est pas la seule place pour sortir mais c'est tout le temps là que je m'en vais. C'est comme une obsession. (Gésabelle, 19 ans)[17]

De la dispersion des lieux de socialisation...

Mais ces lieux d'appartenance fréquentés par les jeunes de la rue se sont trouvés menacés par toutes sortes de mesures de contrôle, de surveillance, de répression, etc., ayant eu pour effet combiné de chasser ces jeunes de leurs lieux de socialisation. Prenons l'exemple des Blocs et de la place d'Youville, à Québec. En 1996, un stationnement, avec un abri rudimentaire (pour le gardien), vint occuper le petit terrain vacant, les Blocs, dorénavant déserté par les jeunes de la rue. Ces derniers se sont rassemblés au square Berri étant donné l'éviction policière du square Saint-Louis en 1994 et l'absence temporaire d'activités programmées en ce lieu (spectacles, kiosques, etc.). On peut retrouver une situation semblable à la place d'Youville[18] où les opérations de revitalisation ont provoqué une modification des significations symboliques liées aux fonctions urbaines et commerciales, significations ne diffusant plus les prégnances d'origine (ex. : reconversion du théâtre Capitole, remplacement du café Van Houtte par un

17/ *Idem*, p. 368.

18/ J. Damasse, « Place d'Youville : le problème du partage d'un espace central », dans *Le Soleil* (Québec), le 3 juin 1997.

café multimédia.) La venue de ces nouveaux acteurs, plus éloignés sur le plan socio-symbolique de la vie marginale des jeunes de la rue, a eu pour effet d'augmenter leur sentiment d'insécurité ainsi que le nombre de plaintes des citoyens sans que le nombre d'infractions et de crimes n'augmente pour autant.

C'est ainsi que depuis le début des opérations de revitalisation urbaine en 1994, autant à Montréal qu'à Québec, les jeunes de la rue ont été considérés par certains comme des « nuisances publiques » qu'il fallait réprimer (certains disaient « nettoyer »). Diversement qualifiés de « faune urbaine », d'« indésirables », de « graine de canaille », de « jeunes désœuvrés », de « vauriens » et de « malfaiteurs », les jeunes de la rue se sont vu imputer depuis quelques années tous les attributs du bouc émissaire prêt au sacrifice social voué à l'ordre gestionnaire des centres-villes en mutation.[19] Dans un contexte de compétitivité internationale entre les grandes agglomérations urbaines, la peur de la montée de l'insécurité sociale, de la misère économique, du désordre politique, bref, de la décadence urbaine contribue à nourrir un processus de marginalisation de jeunes dont le parcours est déjà marqué par la marginalisation institutionnelle. L'occupation socio-spatiale de certains lieux par les jeunes de la rue fréquentant l'est du centre-ville de Montréal depuis une dizaine d'années a été perçue par plusieurs, dont les autorités municipales, des commerçants, des gestionnaires institutionnels et des citoyens, comme un encombrement socio-symbolique. La situation conflictuelle s'est d'ailleurs exacerbée en 1996 entre les jeunes de la place Émilie-Gamelin (ex-square Berri) et les policiers.[20] Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, les autorités municipales avec l'aide de la police de quartier (de proximité)

19/ Ce thème a fait l'objet de plusieurs articles de journaux, surtout *La Presse*, entre 1994 et 1996.

20/ En 1996, l'administration municipale a modifié la réglementation de cette place publique pour en faire un parc, privant ainsi les jeunes de la rue de l'accès à ce lieu pendant la nuit.

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle

et d'une nouvelle brigade anti-émeute ont forcé l'évacuation des jeunes de la rue de ce lieu de rassemblement.[21] Loin de considérer les pratiques urbaines de ces jeunes comme un processus de recomposition identitaire les protégeant des formes de désubjectivation comme l'itinérance, la majorité des intervenants que j'ai interviewés ont adopté un discours économique teinté d'écologisme lié aux nécessités adaptatives de la revitalisation (ex. : le projet du Faubourg Saint-Laurent). Il faut comprendre que ce discours économique valorisant le développement d'activités et de décors projetant des apparences de prospérité tend à s'opposer aux prégnances de décadence urbaine que certains acteurs décodent quant à l'esthétique des populations marginales du secteur que les jeunes de la rue diffusent par leur simple présence.

...à l'enfermement public des jeunes de la rue

Parfois associé à cet enjeu urbain de la mutation économique, un autre enjeu vient affecter le potentiel de socialisation marginalisée des jeunes de la rue autant à Québec qu'à Montréal. Il s'agit de la position symbolique de l'institution municipale qui, par le biais de la force policière, tend à se réduire à l'autoritarisme face aux phénomènes de débordement (ex. : émeutes, altercations, etc.) qui n'impliquent pas seulement des jeunes de la rue mais d'autres catégories de jeunes souvent issus d'autres municipalités. Participant à la confusion, les médias et les responsables municipaux ont tendance à niveler la responsabilité et la signification sociale des gestes posés en se rabattant sur les jeunes sur qui ils peuvent avoir une prise gestionnaire (ceux qui restent étant souvent des jeunes de la rue) pour assurer le contrôle social et rassurer la population

21/ R. Charest et J. Gagné, « Le nettoyage du parc Berri », dans *Relations*, janvier-février 1997, n° 627, p. 11-14.

avoisinante (demandes d'identification plus fréquentes, distribution « zélée » d'amendes, surveillance policière accrue, etc.).

Plutôt que de contribuer à la compréhension du sens que les jeunes donnent à leur attachement à certains lieux urbains, l'institution municipale confond l'autorité avec l'autoritarisme. En plus de faire respecter les règlements municipaux, une Autorité municipale reconnaîtrait les efforts de socialisation des jeunes de la rue et tenterait d'établir un pont avec ces jeunes en marge de la société. Si les jeunes de la rue n'ont pas plus de droits et de responsabilités que les autres citoyens, pourquoi devraient-ils en avoir moins ? Ne représentent-ils qu'un problème de gestion sociale de la sécurité urbaine ? En laissant à la force policière la responsabilité de trouver des solutions, les responsables municipaux ne font que remettre en scène, aux yeux de ces jeunes, l'image d'une autorité réduite au seul rapport de force imposant des interdits sans contrepartie compensatoire symboliquement signifiante. Reproduisant la relation familiale ou institutionnelle que ces jeunes ont fuie, cette position politique provoque ce que Mendel[22] appelle une régression familialiste qui ne peut que susciter la révolte ou la soumission. Or, la société n'est pas une famille, et l'instance municipale n'a pas à jouer le rôle du « père de famille non défaillant que ces jeunes auraient dû avoir » ! pour reprendre l'expression souvent entendue à ce sujet. Il est pour le moins inquiétant qu'une tendance de la recherche anthropologique[23] valorise encore cet archaïque archétype du Père autoritaire en proposant essentiellement à la Ville de Québec de raffermir son autorité sur les jeunes sans distinction par l'intensification

22/ G. Mendel, *La Société n'est pas une famille*, Paris, Éditions La Découverte, 1992.

23/ M.-C. Gauvreau, S. Bouchard et J.-N. Tremblay, *Émeutes de la place d'Youville, Québec 1996*. Rapport de recherche présenté au ministre de la Sécurité publique et à la Ville de Québec, Saint-Augustin-de-Desmaures, Centre d'étude sur les métiers, 1997.

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle

des mesures de répression et de surveillance policière. Évoquant le laisser-aller des responsables municipaux et la complaisance de certains intervenants envers les jeunes, les auteurs du rapport en viennent à manifester une nostalgie de l'ordre social d'une autre époque qui malheureusement n'est d'aucune utilité pour la compréhension du débat actuel. Dans un contexte de désarroi et d'incompréhension, la tentation autoritaire demeure une voie de sortie simple et rassurante pour certains mais ne fait, à mon point de vue, que jeter de l'huile sur un feu déjà bien alimenté. Si on emprunte cette voie, c'est un risque de désaffiliation par l'enfermement public qui guette les jeunes de la rue, étant donné notre incapacité collective d'assurer pour chacun l'ordre symbolique de la citoyenneté démocratique. Ne perdons pas de vue que le culte actuel de l'individualisme renforce les intérêts valorisant la vie privée comme espace de liberté des individus, en reléguant dans la marge les autres qui n'ont pas accès à cet espace. Se sentant menacés par la nouvelle génération revendiquant une place, la recherche de sécurité des adultes pousse les uns dans une guerre aux jeunes et les autres dans une position de retranchement protecteur.

L'acte de reconnaissance sociale : une alternative symbolisante

Dans une société démocratique, l'institution municipale pourrait innover dans son propre rapport à l'autorité. Comme nous le signale Mendel,

> la socialisation autoritaire qui existait autrefois n'est plus possible. Il faut inventer ou reprendre des formes de socialisation qui existaient déjà de manière à pallier le déclin des formes traditionnelles d'identification et de socialisation.[24]

24/ G. Mendel, *Actes du colloque*, 1992, *op. cit.*, p. 31.

En tant qu'autorité sociale, l'instance municipale pourrait considérer les jeunes de la rue comme des citoyens en reconnaissant d'abord leur effort de socialisation (marginalisée) afin de conférer un sens collectif à leurs pratiques que Le Breton[25] appellerait une « forme moderne de rite de passage individuel ». Cet acte de reconnaissance sociale, essentiel dans la structure du rite à la suite de l'épreuve, pourrait prendre la forme d'une offre de négociation entre un ou des groupes de jeunes de la rue et des responsables politiques municipaux. Ce dialogue aurait pour objectif d'échanger, de groupe à groupe, sur le type de participation que ces jeunes souhaitent développer dans la vie urbaine en tant que citoyens revendiquant une place socio-spatiale. Cette position aurait le mérite de manifester du respect pour ces jeunes en leur proposant une passerelle institutionnelle non menaçante tout en faisant respecter la loi. Par exemple, depuis l'été chaud de 1996, une expérience semblable s'est déroulée à Montréal avec un groupe de jeunes de la rue (projet l'X) qui ont négocié avec les autorités municipales et provinciales pour acquérir un lieu où ils pouvaient s'adonner à des activités définies par eux-mêmes et qui deviendrait un lieu de ressources appartenant aux jeunes de la rue. Ce précédent peut être signifiant à condition que les responsables municipaux perçoivent le rôle de la Ville comme un moteur de l'expérience de citoyenneté et qu'ils ne refusent pas de négocier avec d'autres jeunes de la rue dont le problème d'accès à l'espace public demeure entier. La solidarité intergénérationnelle en dépend.

25/ *Op. cit.*, p. 107.

JOHANNE CHARBONNEAU

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

Au Québec, environ 4000 naissances de bébés nés de mères adolescentes dont enregistrées chaque année. Si ce pourcentage est relativement stable depuis plus d'une décennie, le fait que ces mères choisissent de plus en plus systématiquement de garder et d'élever leur enfant est un élément relativement nouveau qui conduit à interroger à la fois le sens de ce geste et ses conséquences pour ces jeunes mères, pour leurs parents, mais aussi pour la société québécoise dans son ensemble.

Une enquête[1] réalisée en Montérégie, au cours de l'année 1996, conduite auprès de trente-deux

1/ Cette enquête a été réalisée grâce à l'octroi d'une bourse de chercheur-boursier du CQRS (1995-1998) et d'une subvention d'aide à la formulation d'un projet de recherche (CQRS 1996-1997). Les trente-deux participantes ont été recrutées avec l'aide des CLSC et de certains organismes communautaires des territoires d'Acton Vale, Cowansville-Bedford, Longueuil–Saint-Hubert. Les entrevues ont été conduites à l'aide d'un guide rétrospectif. Des questionnaires sur le réseau social et les caractéristiques socio-économiques des participantes ont aussi été remplis. Le matériel est encore en traitement. Un rapport plus complet est prévu pour le début de 1998.

femmes dans la vingtaine ayant eu un (premier) enfant à l'adolescence, a permis de retracer la dynamique de leur cheminement personnel et familial depuis leur enfance. À partir des résultats de cette enquête, nous proposons ici une lecture de la question de la maternité adolescente centrée sur l'analyse du rapport intergénérationnel, parents/enfants, mais aussi société/jeunes. L'axe autonomie/dépendance servira de point de référence transversal au cours de l'analyse. Une présentation succincte de l'histoire des jeunes femmes rencontrées introduira notre propos.

Être mère adolescente : pourquoi, comment

Les difficultés affectives et de nombreuses perturbations, en général, ont marqué l'enfance de plusieurs des jeunes femmes rencontrées en enquête. Le cheminement le plus répandu est certes celui d'une rupture conjugale des parents, d'une cohabitation pas toujours choisie avec la mère, de l'arrivée d'un ou de plusieurs conjoints successifs avec qui il faut apprendre à partager un nouvel espace domestique : un enchaînement d'événements qui se réalise dans un contexte de déménagements fréquents et, ainsi, de rupture de liens amicaux et d'apprivoisement de nouveaux lieux scolaires. D'autres jeunes femmes ont un cheminement plus traditionnel et moins de perturbations ; d'autres, à l'opposé ont traversé des épreuves extrêmes : maltraitance, abandon, succession de familles d'accueil. En bref, lorsqu'il s'agit de décrire le contexte relationnel des premières années de vie, les conflits interpersonnels, intergénérationnels en fait, sont très souvent présents, même dans les familles où les événements perturbants sont moins fréquents. La dynamique conflictuelle de l'enfance a tendance à se traduire par un manque affectif important. Lorsqu'il se combine avec des problèmes scolaires, comme cela a été le cas pour plusieurs des jeunes femmes de l'enquête,

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

cela produit un contexte fortement propice à la maternité adolescente.

Avant la maternité proprement dite, il y a d'abord eu la conception de l'enfant. Celle-ci s'est le plus souvent produite dans un climat d'insouciance qu'on peut dire propre à l'adolescence ; que ce soit par l'absence d'utilisation de moyens contraceptifs ou la spontanéité des relations sexuelles. Une distinction essentielle doit donc être faite entre le moment de la conception de l'enfant et celui de la prise de décision pour ce qui est de garder l'enfant. C'est à ce dernier moment que naît l'impression de pouvoir tout à coup combler ce manque affectif latent mais toujours présent. La relation avec l'enfant à naître est perçue essentiellement comme une occasion de donner et de recevoir de l'affection.

> Moi je voulais un enfant, c'était ma vie, passer ma vie avec mon enfant. Puis je vais lui donner tout, puis elle va me donner tout l'amour qu'elle a. Je voyais ça bien beau. Je voyais, c'est le fun, c'est le fun, mais j'ai peut-être pas vu tous les côtés. (Virginie)

L'insouciance permettra d'oublier qu'un enfant, c'est aussi un engagement matériel et financier à long terme. L'insouciance, mais aussi la confiance que les parents seront là pour aider, malgré les conflits. Plus encore, si l'enfant est considéré comme une source d'échange affectif, la naissance est aussi perçue comme un événement susceptible d'apaiser la relation conflictuelle avec les parents, avec la mère en particulier. L'acquisition du statut de mère constitue en soi un moyen, pour certaines jeunes femmes, de modifier le rapport avec leur propre mère, d'être reconnue comme une égale. Pour d'autres, l'acquisition de ce statut c'est, dans un climat d'échec scolaire et de dévalorisation de soi, une occasion unique de faire reconnaître une compétence sociale, celle des soins aux enfants, qui se serait d'ailleurs déjà exprimée dans ces expériences de garde d'enfants, fréquentes chez les adolescentes. Avoir un

enfant, c'est cela : échanger de l'affection, donner les soins quotidiens. Pour le reste... la providence s'en chargera.

Après la naissance

Au moment de la naissance de leur enfant, les jeunes femmes rencontrées en entrevue avaient entre quatorze et dix-neuf ans. Lors de l'enquête, elles sont dans la vingtaine en majorité ; six ont cependant entre 30 et 34 ans. Depuis la naissance de leur enfant, vingt-six sur trente-deux ont eu un ou plusieurs autres enfants (jusqu'à sept) ; la moitié avec le même conjoint, la moitié avec un autre (ou d'autres) conjoint(s). Sur le total, vingt jeunes femmes connaîtront un ou des épisodes de monoparentalité. Le profil scolaire et professionnel des jeunes femmes de notre enquête est semblable à celui décrit dans d'autres recherches sur le sujet. L'abandon scolaire, le faible niveau de scolarité et de qualification professionnelle, un fort taux de dépendance à l'aide sociale, des conditions de vie très modestes sont des caractéristiques qui décrivent assez justement la situation de la plupart de ces jeunes femmes. Ces conditions font aussi en sorte qu'elles résident généralement dans des zones défavorisées ; en ville, plusieurs se retrouvent dans des secteurs de résidence à logements multiples de piètre qualité. Et elles déménagent très souvent.

Ce profil ne correspond pas nécessairement à la réalité de toutes les mères adolescentes rencontrées. Certaines s'en sortiront mieux que d'autres, en finissant leurs études et trouvant un travail bien rémunéré et en ayant une vie familiale stable. Ce cheminement semble toutefois plus exceptionnel. À l'inverse, d'autres verront leur enfant placé et connaîtront des années aussi (sinon plus) perturbées que celles de leur enfance, avec des ruptures conjugales successives, une consommation de drogue et d'alcool, une marginalité sociale marquée.

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

En fait, après la naissance de l'enfant, bien que la plupart des mères considèrent qu'elles ont réussi à développer une relation d'échange affectif conforme à leurs attentes et qu'elles ont su effectivement démontrer leurs compétences à l'égard des soins quotidiens à l'enfant, l'insuffisance de leurs ressources, tant matérielles que financières, et de possibilités réelles d'améliorer leurs conditions de vie à moyen ou à long terme devient un déterminant clé de leur trajectoire dans les années qui suivent la naissance. La providence était-elle vraiment au rendez-vous ?

Relations intergénérationnelles et maternité adolescente

Les représentants les plus immédiats de cette providence, ce sont évidemment, pour ces adolescentes, leurs propres parents, en particulier leur mère. Comment évoluent les relations intergénérationnelles à travers l'expérience de la maternité adolescente ? Ces relations se définissent par des échanges à la fois matériels et symboliques. Entre les parents et les enfants, l'échange se traduit surtout par de la transmission des premiers vers les derniers. Le passage à l'âge adulte doit théoriquement permettre aux plus jeunes de modifier ce rapport en réduisant la dépendance des enfants par l'accès à une plus grande autonomie personnelle et en créant des occasions propices soit à l'expression d'une certaine réciprocité dans les échanges entre parents et enfants, soit du moins à celle d'une reconnaissance par rapport à ce qui a été reçu dans l'enfance : avoir des enfants à son tour ou faire fructifier les années d'études en accédant à un emploi en sont les expressions les plus courantes.

Comme on le voit, l'évolution des relations intergénérationnelles au sein de la famille, au moment du passage à l'âge adulte, est directement liée à la possibilité pour les jeunes de s'insérer socialement, d'acquérir un statut social reconnu : celui de

travailleur, celui de parent — de dernier faisant traditionnellement suite à la mise en couple. Ces moments s'accompagnent aussi généralement d'un autre événement : celui du départ de chez les parents et de l'installation résidentielle. La transmission symbolique se voit reconnaître, quant à elle, à travers la similitude des valeurs, des modes de vie entre les générations.

Comment cela s'est-il passé pour les jeunes femmes de notre enquête ? Il faut d'abord se resituer dans la période de leur enfance et du début de leur adolescence. Comme il a été mentionné plus tôt, les relations familiales ont été souvent conflictuelles dans l'enfance pour les jeunes mères interviewées. Cela constitue à priori une limite importante à la transmission intergénérationnelle. Les valeurs et le mode de vie étaient le plus souvent au centre des conflits. L'adolescente cherchera à se distancer des modèles parentaux, par exemple en donnant à l'enfant à naître l'affection qu'elle n'a pas reçue de ses parents. La rupture intergénérationnelle est plus valorisée que la continuité dans plusieurs de ces familles.

> Mes parents, on ne peut pas dire que c'était vraiment des parents parce qu'ils ne nous ont jamais donné de l'amour, de l'affection. C'est tout le temps de l'argent, de l'argent, va-t-en. J'ai voulu faire ma famille : donner de l'amour, en recevoir. (Julie)

Il faut cependant apporter des nuances à cet aspect de la rupture intergénérationnelle. Par exemple, dans certains milieux, la grossesse adolescente est elle-même un élément qui se transmet d'une génération à l'autre. Ailleurs, là où l'arrivée de l'enfant est directement perçue comme un événement susceptible de favoriser un rapprochement avec les parents, il y a aussi recherche d'une continuité. C'est la même chose quand la jeune femme voit la naissance comme une occasion d'acquérir un statut de mère équivalent à celui de sa propre mère et de le

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

faire reconnaître par celle-ci. Il y a là aussi recherche d'un rapprochement. Celui-ci est-il atteint ?

L'enquête révèle que dans les familles où les conflits familiaux étaient fréquents dans l'enfance et au début de l'adolescence, une sorte de « lune de miel » peut être observée durant la grossesse, mais surtout dans les premiers mois qui suivent la naissance de l'enfant. L'annonce de la grossesse et celle du choix de garder l'enfant conduisent à un rapprochement entre la jeune femme et ses parents, en particulier avec sa mère. Il n'est pas rare d'ailleurs que ce soit la mère de l'adolescente qui exerce le plus de pression pour que sa fille garde l'enfant. L'offre d'aide de la mère (meubles, relevailles, vêtements, logement, garde) deviendra d'ailleurs un élément décisif dans le processus de décision. La naissance d'un enfant sera donc un événement susceptible de provoquer un rapprochement intergénérationnel et propice à l'expression de la solidarité entre les parents et les enfants.

> À partir du moment où j'étais enceinte, ça a comme changé les rapports entre ma mère et moi. C'est comme si elle me respectait, ou je ne sais pas. Elle s'est dit probablement qu'elle me donnerait du support... Les rapports ont été plus faciles. (Audrey)

Mais la maternité adolescente est un événement paradoxal. D'une part, elle donne immédiatement accès à un statut social adulte, celui de parent. C'est aussi ce qui peut laisser croire à la jeune femme qu'elle devient enfin l'égale de sa mère.

D'autre part, parce que la maternité adolescente surgit indépendamment d'un projet de vie professionnel (le sien et/ou celui du père de l'enfant à naître) et que, de plus, elle provoque fréquemment l'arrêt du cheminement scolaire de l'adolescente et l'éloignement probable du milieu du travail pour une période qui tend à s'allonger au fur et à mesure que d'autres enfants s'ajoutent à la famille, la

maternité constitue un frein direct dans le processus de passage à une vie adulte autonome.

Pour les jeunes femmes de notre enquête, cela s'est le plus souvent traduit par une dépendance matérielle prolongée à l'égard des parents, dépendance qui se vit d'ailleurs de plus en plus difficilement avec le temps. Là où les tensions intergénérationnelles étaient vives dans l'enfance, elles resurgiront avec force, risquant de provoquer alors une rupture des relations. Au sein de la famille, il n'est pas rare que la mère de l'adolescente en vienne à s'approprier la responsabilité du nouvel enfant. Que ce soit parce que l'adolescente est retournée à l'école et que c'est sa mère qui prend soin de l'enfant pendant son absence ou encore parce que la mère a, en général, tendance à prendre trop d'initiatives devant une adolescente sans expérience qui ne réussit pas à imposer son point de vue. Ajoutons que cela est plus susceptible de se produire lorsque la jeune mère a choisi de demeurer chez ses parents plutôt que de s'installer dans un logement indépendant ; un choix qui n'en est souvent pas vraiment un, considérant l'absence de ressources personnelles de la jeune femme.

> Ma mère, elle prenait beaucoup de place, tu comprends. Elle prenait comme la place, elle, je ne m'en rendais pas compte, petit peu par petit peu par petit peu, moi ça ne me dérangeait pas, tu sais, c'est normal, c'est ma mère. Elle le prenait trop pour son bébé à elle. Après ça j'ai été obligée de lui dire de prendre ses distances un peu. Maintenant, c'est bon, parce que là elle a un chum, alors elle me laisse plus tranquille. Maintenant c'est moins pire, parce qu'elle a compris que c'était pas son enfant. (Marie)

L'aide proposée par les parents, qui a souvent été un élément clé dans la décision de garder l'enfant, devient rapidement un fardeau pour l'adolescente qui cherche à reprendre le cheminement interrompu d'un passage à l'autonomie.

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

L'acquisition du statut de mère ne lui a peut-être pas si automatiquement donné accès à un statut adulte. L'adolescente n'est certainement pas la seule fautive dans ce malentendu. Ses parents et la société dans laquelle elle évolue ont aussi leur part de responsabilité.

Famille et relations affectives

Les historiens de la famille s'accordent généralement à constater l'importance centrale du rôle socio-affectif de la famille moderne. Les fonctions d'entretien et d'entraide, bien que toujours présentes concrètement, paraissent avoir perdu de leur importance, comparativement à une époque où la famille était souvent considérée comme une unité de production économique où chacun, parents et enfants, avait ses responsabilités. La prédominance de la vision de la famille comme espace d'affection explique par ailleurs le fait que les adolescentes enceintes ont beaucoup de réticences à accepter de confier leur enfant à l'adoption. Il y a trente ans, des jeunes femmes dans la même situation matérielle et financière auraient été amenées, de gré ou de force par leur famille, à faire adopter leur enfant ou encore à se marier avec le père de l'enfant afin qu'il prenne ses responsabilités et fasse vivre sa famille. Cette situation n'existe plus de nos jours. La décision de garder l'enfant appartient à la jeune femme, seule, et les aspects matériels et financiers sont perçus comme accessoires dans cette décision. Par le refus de l'adoption, qu'ont fortement exprimé les jeunes femmes de notre enquête, même plusieurs années après l'événement, s'exprime cette idée que la relation à l'enfant sera purement affective et qu'elles considèrent toutes posséder les qualifications nécessaires pour aimer l'enfant à naître. Leur suggérer l'adoption, c'est suggérer qu'elles ne posséderaient pas ces qualités. En offrant de se charger des aspects matériels de l'aventure, les parents expriment certes une solidarité à laquelle on est en droit de s'attendre entre générations. Mais, en même

temps, ils contribuent aussi à renforcer l'idée que l'adolescente n'a plus qu'à se charger de l'aspect affectif de la relation. C'est une situation qui ne pourra pas durer.

Autonomie et État-providence

Mais même là où il n'y a pas eu d'offre d'aide des parents, que le conflit ait été trop important ou tout simplement parce qu'il n'y avait plus de parents pour offrir une aide, la vision de la relation entre l'adolescente et son enfant n'est pas très différente : l'aspect affectif et celui des soins quotidiens prédomineront toujours. Dans ces situations, c'est l'État qui est directement considéré comme la providence, conception qu'on retrouve aussi fréquemment chez les adolescentes qui ont pu compter sur leur famille. Comme on l'a dit plus tôt, la naissance d'un enfant fait directement passer l'adolescente à un statut adulte. En conséquence, si elle en fait la demande, elle pourra recevoir des prestations de sécurité du revenu. Ici encore, les fonctions de la famille semblent dissociées : l'État se charge de l'aspect financier, la jeune mère de l'aspect affectif.

La plupart des mères rencontrées dans notre enquête survivaient grâce à l'octroi de prestations de la Sécurité du revenu (aide sociale). Ces femmes, maintenant dans la vingtaine et la trentaine n'avaient, pour la plupart, jamais connu le marché du travail, sauf pour de courtes périodes d'emploi non qualifié. L'arrivée d'un ou de plusieurs autres enfants en a fait des mères à plein temps. Mais contrairement à ce qu'on pouvait observer il y a quelques décennies, ces mères ne comptent pas sur un époux « pourvoyeur » de la famille.

Dans les histoires qui nous ont été racontées en entrevue, le père de l'enfant à naître a rarement eu son mot à dire dans la décision de garder l'enfant : il lui a rarement été demandé aussi de prendre ses responsabilités et de faire vivre sa famille. Dans la

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

plupart des cas d'ailleurs, là où il y a un conjoint, la famille entière vit grâce aux prestations d'aide sociale.

En fait, pour plusieurs des jeunes femmes rencontrées en entrevue, l'enfant à naître est le leur ; la décision de le garder leur appartient en propre. Elles souhaitent aussi pouvoir en prendre soin à plein temps à la maison jusqu'à son entrée à l'école. Cette vision assez traditionnelle du rôle de la mère a parfois été héritée de la génération précédente, mais ce n'est pas toujours le cas. Elle semble plutôt liée à cette volonté de disposer du temps nécessaire pour vivre pleinement cette relation affective manquée et tant attendue. En ce sens, elle se vivrait au contraire en réaction par rapport à la génération précédente.

Paradoxalement, les jeunes mères ont en même temps bien assimilé le discours autonomiste des féministes : elles refusent de dépendre du revenu du conjoint. Cette perception de la « mère au foyer autonome », lorsqu'elle se combine avec la vision purement affective du lien parent/enfant, fait reporter sur la famille d'origine et sur l'État la responsabilité de faire vivre la famille. Et quand, après quelques mois de cohabitation avec les parents, resurgira la nécessité de franchir le passage à une vie adulte autonome, au milieu des conflits avec la mère autour de l'appropriation de l'enfant, l'État seul sera invité à prendre le relais.

La maternité comme appel de lien et de reconnaissance

Il est relativement facile de faire une lecture de l'expérience de la maternité adolescente et son analyse en termes intergénérationnels, comme une suite d'événements irréfléchis propre à l'insouciance adolescente, mais guère plus rationnelle du côté des parents, de visions à court terme obnubilées par une

perception idéalisée du rapport à l'enfant, sauveur d'une histoire d'affection manquée, de réflexes d'entraide familiale qui se muent en effets pervers de dépendance sociale. Quand on observe le cheminement passé, quelques années après la naissance de l'enfant — parfois du premier de plusieurs enfants — il n'est pas aisé de percevoir la lueur qui indiquera le bout du chemin difficile que poursuivent ces jeunes femmes. Et il est aussi très facile de reconnaître, dans l'existence qu'elles ont offerte à leurs enfants, les signes annonciateurs — et fréquemment « annoncés » par les chercheurs dans le domaine psychosocial — de problèmes futurs de comportement et d'insertion sociale.

Un autre regard peut cependant être posé sur la maternité adolescente : celui de l'appel à la reconnaissance et à l'appartenance, familiale et sociale ; celui de l'appel à la continuité, au milieu des conflits.

L'arrivée d'un enfant est un événement mobilisateur dans toute famille. Cette mobilisation est facile à observer à travers l'abondance des cadeaux qui proviennent même de membres de la parenté qu'on n'a pas vus depuis des années. Si la parenté se sent interpellée, c'est aussi parce que l'événement constitue en soi une relance de la suite des générations. L'enfant, c'est souvent le cadeau à la famille offert comme retour pour sa propre naissance. Ici on a plutôt eu l'impression que l'arrivée de l'enfant prenait sens comme cadeau que la jeune femme s'offrait en remplacement de ce qu'elle n'avait pas reçu. Pourtant, dans les entrevues, çà et là, pointent aussi cette volonté de recréer le lien manqué, ce souhait que l'enfant sera ce lien qui conduira à la réconciliation avec la génération précédente. C'est bien sûr une lecture idéalisée que les adolescentes font de la situation, bien que la dynamique à court terme leur donne souvent raison par ailleurs.

Plus largement, il ne faut pas oublier non plus que la grossesse accidentelle surgit fréquemment

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissance

dans un contexte d'échec familial et scolaire. Le choix de garder l'enfant à naître peut aussi être lu comme une volonté d'engagement à long terme et comme un appel à la reconnaissance sociale. Être parent est un statut valorisant et valorisé socialement. Les jeunes femmes de notre enquête ont été fières du chemin accompli avec leur enfant et elles ont été blessées par le regard réprobateur que des gens dans leur entourage leur ont jeté quand elles portaient cet enfant à un âge bien précoce. Au moment où elles sont tombées enceintes, l'estime qu'elles avaient d'elles-mêmes était souvent très faible. Les difficultés scolaires anticipaient leurs difficultés futures d'insertion sur le marché du travail. L'enfant leur a donné une vocation, être mère. Dans notre société qui rend de plus en plus difficile l'insertion sociale des jeunes, ces adolescentes ont trouvé leur chemin. Pour la plupart, elles en sont fières. Nombreuses sont celles qui ont eu d'autres enfants par la suite.

Évidemment, cette lecture ne doit pas nous faire oublier qu'elles vivent avec leur famille dans des conditions très difficiles, pour la plupart. Dans notre société qui a tendance à assimiler en succession rapide des valeurs parfois inconciliables, il est certain que l'expérience de la maternité adolescente met précisément en évidence les contradictions inhérentes à l'évolution rapide des idées et des mœurs des dernières décennies. Quand la dépendance à l'aide sociale est perçue comme un moyen de s'émanciper de ses parents, quand la valorisation extrême de l'autonomie constitue un obstacle à la fois à la responsabilisation des adolescents à l'égard des conséquences de leur comportement insouciant et à l'expression de l'entraide familiale, il est probable que le résultat en sera un isolement social marqué : un isolement dont il sera difficile de s'extraire avec les années, un isolement qui appelle la marginalité, et dont risquent de souffrir de jeunes enfants, même avec toute l'affection que peut leur offrir leur mère.

GENEVIÈVE GUINDON

Quelques opinions personnelles sur le féminisme

Il y a quelques années, j'ai entrepris un mémoire de maîtrise sur les opinions et perceptions de jeunes femmes à l'égard du féminisme[1]. Dans le cadre de cette recherche, j'ai interrogé quatorze étudiantes universitaires, d'âges variant entre 20 et 25 ans, et leur ai demandé de s'exprimer sur le sujet. J'ai ensuite analysé leurs dires en fonction d'une grille qualitative et thématique. L'expérience a été pour moi fascinante parce qu'elle m'a permis, entre autres choses, de mieux comprendre comment des femmes, du même groupe d'âge que le mien, percevaient le féminisme. J'en suis venue à la conclusion que même si, à prime abord et pour des raisons tout à fait compréhensibles, plusieurs jeunes femmes hésitent à se dire féministes, elles sont en accord avec certains éléments du féminisme et y adhèrent quotidiennement.

Après avoir observé le lien existant entre les jeunes femmes et le féminisme avec les yeux d'une sociologue, l'idée d'écrire sur ce sujet de façon subjective me semblait particulièrement intéressante.

1/ *Les opinions et perceptions de jeunes femmes à l'égard du féminisme*, Département de sociologie, Université de Montréal, 1996.

Quelques opinions personnelles sur le féminisme

Depuis le temps que je m'associe au mouvement, j'ai à plusieurs reprises interrogé les raisons pour lesquelles le féminisme était si important pour moi, mais j'ai rarement eu l'occasion d'exposer mes positions à son égard. Le ton et le contenu de ce texte se veulent donc très personnels. Celui-ci présentera principalement l'évolution de mon histoire de jeune femme et de féministe ; suivront quelques réflexions quant aux rapports entre les générations au sein du mouvement féministe.

Je m'intéresse au féminisme depuis près de quinze ans — je connais ses origines, ses grands courants de pensées, ses leaders. Je maîtrise les concepts féministes comme d'autres peuvent savoir expliquer le fonctionnement d'un ordinateur ou des principes culinaires. Le féminisme m'offre des outils qui me permettent de comprendre les interactions et les structures sociales. Ainsi donc, l'analyse des rapports entre les femmes et les hommes constitue mon cadre de référence théorique et pratique.

Je me souviens bien de la première fois où, à quatorze ans, j'ai mis un nom sur ce qui, déjà à l'époque, constituait mon schème de valeurs. La monitrice de camp de vacances avec qui j'avais partagé ma révélation m'a répondu qu'elle était, non pas féministe mais humaniste. Dès lors, je me retrouvais dans une situation où le féminisme perdait ses lettres de noblesse au profit d'une appellation que plusieurs femmes jugeaient plus englobante (nous sommes au début des années 1980). Comprenant mal la distinction entre les deux termes, je me suis appelée *humaniste* aussi, le temps d'un été.

Malgré le fait que je me dis ouvertement féministe depuis l'adolescence, je crois avoir plongé dans la marmite du féminisme comme Obélix dans la potion magique : toute petite. Les deux femmes qui ont joué un rôle maternel auprès de moi ont toutes deux été des modèles d'autonomie et d'indépendance. Jamais l'une d'elles, ni mon père d'ailleurs, ne m'ont

placée, parce que j'étais une fille, dans un moule social préfabriqué. C'est toutefois la deuxième compagne de mon père qui m'a permis de bien articuler mon féminisme. Cette dernière, grande militante sociale, m'a fait voir et comprendre comment les pensées et principes auxquels j'adhérais faisaient partie d'un important mouvement social.

Je suis la seule des quatre enfants de la famille recomposée dont je suis l'aînée qui s'intéresse aussi sérieusement à l'étude des rapports de sexe. Mes deux sœurs sont néanmoins, comme bon nombre de jeunes femmes éduquées, très sensibles à toute forme d'injustice qui peut leur être infligée. Elles ne se disent pas féministes — et elles ont sans doute raison de ne pas le faire, car elles ne revendiquent pas publiquement de meilleures conditions de vie pour les femmes — mais plusieurs de leurs gestes et paroles sont proches parents des revendications féministes.

J'avais dix-sept ans lorsque, pour la première fois, je me suis jointe à un regroupement féministe. J'étais alors active au sein du Comité CODES (Comité hommes-femmes dans l'égalité sociale) à mon école secondaire d'Ottawa. Ce groupe, constitué d'une dizaine d'élèves, s'était donné le mandat de travailler à faire tomber certains stéréotypes sexuels par le biais d'activités de sensibilisation. Très à l'aise dans ce genre d'intervention, je possédais déjà les notions d'inégalité sociale, de discrimination basée sur le sexe, de double tâche de travail, de sexisme dans le langage, etc. Je pense avoir tenu un discours très radical compte tenu de mon environnement social qui ne l'était pas spécialement...

Parce que je souhaite changer le fondement de certaines structures sociales, je me considère une féministe radicale. Je suis radicale parce qu'il y a des choses que je n'accepte pas ; des choses qui, selon moi et d'autres féministes, devraient être socialement inadmissibles (l'infibulation, la prostitution

infantile, les films pornographiques où les actrices se font réellement assassiner, pour ne nommer que quelques exemples). Je crois sincèrement qu'il y a des façons autres que celles qui sont reconnues — plus justes, plus équitables, plus saines — de vivre en société.

Depuis mon adolescence, j'ai su nuancer mon discours. Ainsi, je tâche de rendre plus accessibles des idées qui sont complexes pour celles et ceux qui ont rarement réfléchi à la place sociale qu'occupent les femmes. Selon les circonstances et les individus à qui je m'adresse, je nuance mes propos, je renverse des stéréotypes et des préjugés, j'illustre mon discours par des exemples concrets, j'utilise l'humour, etc. Je crois ne pas être une « vendue » pour autant. Bien au contraire, par le biais d'exemples qui rejoignent leur réalité, je peux sensibiliser un plus grand nombre de gens à la pertinence du féminisme.

J'avais vingt ans en 1989, année qui marqua la conscience collective canadienne et l'histoire du mouvement des femmes. J'ai senti mes droits niés quand la Cour suprême a empêché Chantal Daigle de se faire avorter. Quelques mois plus tard, comme des milliers d'autres femmes par le Canada, j'ai fortement dénoncé l'assassinat des quatorze étudiantes de l'École Polytechnique.

Lors de mes vingt-deux ans, je me suis temporairement retirée de tout engagement social — y compris des activités féministes. Mon quotidien était toujours imprégné de valeurs féministes mais je n'ai pas fait partie de groupes ou de comités de femmes, j'ai à peine lu sur le sujet. Ce recul m'a permis de clarifier des idées ou des positions qui m'étaient plus obscures. En n'étant pas au cœur de l'action militante, j'ai pu examiner ma propre place au sein du mouvement. J'ai aussi appris à m'approprier des éléments du féminisme qui me convenaient particulièrement.

Selon moi, il est tout à fait sain de s'interroger sur les raisons d'être du mouvement féministe. Car le féminisme peut devenir une doctrine dans laquelle il est facile de se perdre (« se perdre » en tant qu'individue qui a des besoins et des désirs, mais aussi être déconcertée par la multitude de concepts, d'idées et de pratiques). Il importe alors de comprendre les diverses composantes et les sources du discours et de la pratique féministes, en plus de saisir comment elles sont et peuvent être mises en application. Il faut aussi savoir faire des distinctions personnelles entre ce qui nous convient ou pas dans le féminisme. Dans ce dernier cas, il importe de se sentir à l'aise et non « traîtresse à la cause » si on désapprouve, et même rejette, certaines idées ou actions du mouvement.

Longtemps, lors de la tenue d'activités féministes, j'ai été le « bébé de la gang ». En effet, la majorité des militantes féministes sont dans la quarantaine ou la cinquantaine. Une femme avec qui je discutais récemment des écarts d'âges au sein du mouvement me disait comment, à trente-huit ans, elle se percevait comme étant jeune... Il arrive maintenant que des femmes de quelques années mes cadettes, au début de la vingtaine, se joignent aux actions du mouvement. Malgré ce fait, je continue à me sentir membre d'un groupe dont le nombre — et la voix — sont restreints.

Par ma propension à m'intéresser aux phénomènes sociaux, il m'est facile de comprendre l'oppression systémique vécue par les femmes. Mais peu de jeunes femmes ont réfléchi quant à la place sociale qu'elles occupent. Ainsi donc, je m'étonne d'entendre d'autres jeunes dire qu'elles sont féministes. Souvent, j'ai avec elles des affinités presque immédiates... Sans ressentir le besoin de leur demander pourquoi elles se nomment de la sorte (j'en présume les raisons), je suis vivement intéressée à savoir comment elles se perçoivent au sein du mouvement. Et comme moi, plusieurs féministes de moins de trente ans s'y sentent marginales et isolées.

Aussi longtemps que les femmes subiront des injustices, il y aura des jeunes femmes intéressées au féminisme. Certaines sont également actives au sein du mouvement. Elles sont donc présentes mais peu visibles. Pourquoi donc en est-il ainsi ? Parce qu'elles n'ont pas de voix collective ? Parce qu'elles ne prennent pas la parole publiquement ? Parce qu'elles ne sont pas les principales organisatrices des mobilisations féministes ? Il est vrai que si les jeunes femmes souhaitent devenir membres à part entière du mouvement féministe, elles ont une responsabilité à prendre quant à leurs rôle et participation. Cependant, les femmes actives dans le mouvement depuis longtemps doivent aussi se préoccuper des réalités et des besoins des jeunes. Les femmes des plus jeunes générations n'ont pas les mêmes besoins, intérêts et préoccupations que celles qui sont plus âgées — il faut garder ça en tête.

Il arrive que des féministes « maternent » les jeunes, on nous appelle « p'tites filles », on parle de relève. Si je suis moins qu'elles avancée en âge, je ne suis pourtant pas une nouvelle venue dans l'action et la réflexion féministes. Plusieurs femmes engagées dans le mouvement depuis longtemps oublient que l'on peut avoir vingt-huit ans et « en savoir sur le féminisme ». Par ailleurs, le terme *relève* est synonyme de remplacement. Les jeunes femmes ne veulent pas être des remplaçantes — celles qui s'engagent souhaitent plutôt continuer à améliorer les conditions de vie des femmes, et lorsque c'est nécessaire, adapter les revendications féministes à leur réalité.

Que faire également des femmes qui, bien que plus âgées que moi, sont des nouvelles venues dans le mouvement ? Comment faire pour qu'elles s'y sentent les bienvenues ? Selon moi, il importe de se soucier des préoccupations de celles qui ne se sentent pas concernées par le discours et les actions féministes actuels. Pour les rejoindre, il faudra aborder des questions qui les touchent et les informer par le moyen d'activités qui les intéressent. Ainsi, à

moyen ou long terme, le mouvement féministe comme organisation politique et sociale subira d'importantes transformations qui lui seront sans doute bénéfiques.

J'observe chez un grand nombre de jeunes femmes une attitude d'indépendance et de liberté qui est sûrement rassurante pour quiconque s'intéresse aux conditions de vie des femmes. Je me réjouis en les voyant habillées de pantalons deux fois trop grands pour elles. Je me dis qu'accoutrées ainsi, elles ne se soumettent pas aux critères de beauté conventionnellement féminins. Mais quand je vois sur les bras d'une de ces jeunes femmes des ecchymoses qui révèlent clairement des marques de doigts, je comprends pourquoi le féminisme a toujours sa raison d'être.

RENÉE B.-DANDURAND

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles

La parenté — cette configuration intergénérationnelle d'individus liés par la consanguinité et l'alliance au-delà de la famille immédiate — a-t-elle encore une existence dans les villes contemporaines ? Si présente dans les habitats des sociétés traditionnelles, dans les travaux et les fêtes du village et du rang, de même que dans les rituels de la vie paroissiale, aux baptêmes, communions, mariages et sépultures, la parenté aurait-elle complètement disparu des sociabilités urbaines ? La sécularisation de la société, l'émergence des bureaucraties, la place croissante que prennent le marché et l'État auraient-elles contribué à anéantir ces relations entre proches au profit des rapports professionnels, associatifs et amicaux ? Pouvons-nous penser que nous allons, inexorablement, vers ce que certains appellent « l'ère du vide », la « vie solitaire » ou la « culture du narcissisme » ? Ou peut-on prétendre, au contraire, que de nos jours les liens de parenté demeurent parmi les liens les plus durables de l'existence, qu'ils constituent un espace de sécurité irremplaçable et même, pour certains, un lieu de convivialité privilégié ? Et, en particulier, un lieu quasi unique où les générations peuvent se rencontrer ? Il n'y a pas de réponse unique ou simple à ces questions.

Au tournant du siècle, les pères de la sociologie ont interprété les transformations de la famille et du cadre domestique comme allant dans le sens d'une disparition, à plus ou moins long terme, des relations de parenté. Dès 1892, Émile Durkheim soulignait une double tendance de la vie familiale des sociétés modernes : d'une part, sa « réduction à des groupes de plus en plus restreints, [jusqu'à] la famille conjugale », une orientation que, d'autre part, il considère tributaire de l'« intervention toujours croissante de l'État » auprès des populations. Dans les années 1920, Max Weber constatait « la décomposition de la société domestique » et annonçait la disparition de la famille élargie. Le discours se répète au milieu du siècle, quand Talcott Parsons soutient que, sous l'effet de l'industrialisation et de la mobilité géographique qu'elle suppose, la famille nucléaire s'est isolée de la parenté. Parallèlement à ce processus de rupture des liens de parenté, ajoutait Parsons, un processus de différenciation et de spécialisation des fonctions auparavant assumées par la parenté s'élaborait, fonctions prises en charge dorénavant par d'autres instances, bureaucratiques, vouées à la socialisation des citoyens, à la formation et à l'organisation des travailleurs ainsi qu'à leur protection sociale (écoles, firmes, syndicats, programmes de sécurité et d'assistance étatique, etc.).

Cette « chronique d'une mort annoncée », celle de la parenté, sera contredite dans un premier temps par les travaux des ethnologues de la vie urbaine. Cherchant davantage à faire ressortir les continuités plutôt que les ruptures qui marquent l'émergence et le développement des sociétés industrielles, plus habilitées par leur formation, à prendre de la distance face à leur objet et se servant d'une méthode plus axée sur l'observation de terrain que sur le questionnaire préconstruit et précodé, les ethnologues ont réussi à montrer que les liens de parenté étaient encore, en plein milieu du XX^{e} siècle, d'une vigueur étonnante dans plusieurs milieux urbains. Le modèle de parenté alors observé ne constitue pas un groupe

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles

à proprement parler mais, sans aucun doute, un cercle social actif : la proximité résidentielle des apparentés favorise des pratiques souvent nourries de sociabilité et de soutien. Par la suite, d'autres ethnologues et des sociologues continueront à montrer que la vie familiale contemporaine ne se résume pas à son unité résidentielle et centrale, la famille conjugale, mais qu'elle est aussi composée d'une parentèle ou d'un réseau de parenté. C'est d'ailleurs par ces deux éléments, famille conjugale et parentèle, que l'ethnologue Françoise Héritier définit le système familial contemporain des sociétés développées d'Occident :

> Ici la famille comptée généalogiquement, groupe de parenté bilatérale où chacun reconnaît sa parentèle, coexiste fortement avec la famille conjugale. Les limites varient mais elle comprend, au premier chef, les parents et grands-parents des époux, puis un certain nombre de collatéraux ainsi que les conjoints de ces collatéraux (frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, cousins et cousines).[1]

Les études des dernières décennies nous apprennent en outre que la parentèle présente des frontières et des modalités d'existence qui sont variables, d'un groupe social à un autre (classe, ethnie), d'un âge de la vie à un autre et même d'un individu à un autre. Ainsi on a pu observer des parentèles très actives dans les milieux ouvriers stables ainsi que dans le sous-prolétariat noir aux États-Unis. De même en serait-il des classes supérieures, encore peu étudiées, où les stratégies d'alliance et l'appartenance à une parentèle établie jouent un rôle fondamental dans le maintien et la consolidation du statut social. Mais partout en Occident (Amérique du Nord et Europe de l'Ouest), c'est dans les classes moyennes que le repli sur la famille nucléaire semble le plus fort et que les relations avec les parentèles apparaissent les moins actives. L'observation des

---

1/ *Encyclopædia Universalis*, « Famille », Paris, corpus 7, 1979.

familles de classe moyenne ne saurait donc révéler une structure familiale générale qui soit applicable à l'ensemble d'une société donnée. Pas plus que les relation ténues qu'entretiennent les adolescents avec leurs grands-parents ne sont révélatrices des relations de sociabilité qu'ils entretiennent avec les personnes apparentées à d'autres moments de leur parcours de vie.

Avec des visages différents selon les milieux sociaux et les âges de la vie, les relations de parenté font donc toujours partie de la vie familiale des Occidentaux contemporains, mais pas au même titre qu'au début ou même au milieu du siècle. Par ailleurs, certains analystes prétendent que ces relations pourraient prendre une visibilité nouvelle, depuis la décennie quatre-vingt, alors que les gouvernements des pays développés réduisent leurs prestations destinées aux soins collectifs, en particulier aux personnes âgées, malades ou handicapées. Chez les planificateurs gouvernementaux et les professionnels des appareils socio-sanitaires, ce désengagement de l'État-providence s'est accompagné d'un appel aux proches, surtout aux apparentés, qui ont été incités à prendre la relève face aux sources déclinantes de la solidarité sociale. Qu'on parle de réseau, milieu, aidant ou soutien « naturel » ou encore de « production familiale de la santé », c'est de toute évidence les personnes apparentées que ces discours sollicitent et, parmi eux, en tout premier lieu les femmes, soit les mères, les filles, les sœurs et les nièces adultes.

Une parenté préférentielle imbriquée dans le réseau personnel de chacun

Pourquoi parle-t-on d'une *parentèle* ? Les spécialistes conviennent qu'il s'agit d'un type de parenté à *caractère préférentiel*, qui prend l'individu pour centre (et non un ancêtre commun comme dans le cas du lignage) : la parentèle se compose ainsi d'un

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles

individu (ego) et de l'ensemble des personnes qu'il reconnaît comme ses parents (par filiation, alliance ou adoption). Il s'agit donc d'une structure variable et souple, qui favorise les liens les plus proches (parent-enfant, frères et sœurs) et la proximité résidentielle de ces derniers plutôt que leur corésidence. Définie comme bilatérale, la vitalité des relations est reconnue plus forte du côté maternel. Ce qui s'explique par le fait que, traditionnellement affectées à la vie domestique et au soin des proches, les femmes adultes jouent un rôle encore important dans la parentèle : en 1987, à la suite d'une enquête sur les relations de parenté dans la ville de Québec, Andrée Fortin écrivait que les femmes sont « le pivot de la famille (élargie) », les « maîtres d'œuvre » des échanges qui y prennent place.[2]

Mais dans nos sociétés, la parentèle est loin de constituer un mode d'appartenance unique. La complexité des lieux de travail et des milieux urbains, qui sollicitent de façon multiple les individus, de même que les idéologies de l'amour et de la liberté de choix en matière de liens sociaux autorisent l'élargissement du réseau personnel de chacun bien au-delà du domaine de la parenté. Les réseaux personnels de nos contemporains comprennent donc, outre les parents reconnus, des amis, des voisins, des collègues de travail, d'associations, de loisirs, etc.

Sorte de réseau elle-même, la parentèle s'imbrique ainsi de façon variable — selon les couches sociales, les âges de la vie et les individus — dans le réseau personnel : parfois les liens avec les apparentés y dominent, parfois ils y côtoient les autres liens personnels : rarement les relations de parenté y sont complètement absentes.

2/ Dans *Histoires de familles et de réseaux*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987.

On peut donc dire que la parentèle des Occidentaux contemporains est une forme familiale et intergénérationnelle qui s'est redéployée sans disparaître de nos vies.

Parentèle et relation entre générations dans la vie contemporaine

La parentèle contemporaine étant une structure beaucoup plus individuée et diffuse que le système de parenté des sociétés paysannes, elle a une présence beaucoup moins visible au niveau sociétal. Par ailleurs, devenue une composante parmi d'autres de l'identité personnelle, un élément parmi d'autres d'un réseau de sociabilité plus large, une source parmi d'autres du soutien aux unités familiales, la parentèle a dû elle-même se particulariser en quelque sorte, et se différencier des acteurs sociaux qui ont envahi les champs d'action qui étaient autrefois les siens. En somme, malgré qu'elles affichent des pratiques moins formellement régulées et bien qu'elles soient devenues des réseaux « discrets » de solidarité, les parentèles prennent encore une place indispensable dans la sécurité et le bien-être des familles et des individus contemporains.

C'est en tout premier lieu au niveau de la sociabilité et du soutien que les parentèles peuvent être qualifiées de réseau « discret » de solidarité. Nombre d'études récentes, américaines, françaises ou canadiennes, témoignent de la vitalité de tels réseaux et ce, bien que les restructurations actuelles du travail et des services sociaux et sanitaires de l'État soient en train de mettre sérieusement à l'épreuve les solidarités familiales. Si le rythme et le contenu des contacts entre apparentés varie d'une couche sociale à l'autre, ces pratiques de sociabilité prennent de nos jours la forme de rencontres qui se font généralement autour des fêtes et des anniversaires et, de façon moins régulée, de relations ou de rapprochements pour partager des activités domestiques ou

des loisirs, pour passer ensemble des vacances, pour magasiner, discuter, ou tout simplement pour demeurer « en lien » ou « se donner des nouvelles ». Quant au soutien, il demeure, pour la plupart de nos contemporains, une fonction largement admise des parentèles. Agnès Pitrou le souligne sans équivoque pour ce qui est de la France urbaine :

> La norme de l'aide intrafamiliale est universelle dans toutes les catégories sociales, même si elle prend des colorations différentes dans son contenu et sa forme, et dans le cercle familial plus ou moins large qui est concerné. Pour se soustraire à cette norme, il faut une raison grave et il s'ensuit une sorte de culpabilité plus ou moins diffuse vis-à-vis de la transgression sociale que représente cette attitude.[3]

L'étude que j'ai menée en 1989-90[4], avec la collaboration de Françoise-Romaine Ouellette, dans trois quartiers montréalais confirme ces orientations des jeunes familles face à leurs parentèles. Dans la vie quotidienne, le soutien de la parenté est surtout matériel et s'exprime le plus souvent sous forme de dépannage ou de coup de main occasionnel : garde d'un enfant, prêt d'argent, don de vêtements d'enfant, aide au déménagement. Si l'aide morale est davantage sollicitée des amis que des parents, elle est fréquemment reçue d'une sœur, surtout en milieu populaire. Quand des événements exceptionnels surviennent dans la vie d'une famille (naissances, rupture conjugale, accident ou maladie grave), les contacts se font plus fréquents et les soutiens, plus généreux. Sans que ces ressources répondent à tous leurs besoins, la plupart des jeunes familles de notre enquête pouvaient donc « compter » sur un soutien

---

3/ *Les Solidarités familiales. Vivre sans famille ?*, Toulouse, Privat, 1992.

4/ *Ordre, autonomie et solidarité. Parenté et soutien dans la vie de jeunes familles montréalaises*, Rapport de recherche, Montréal, IQRC, 1992.

de leur parentèle, en provenance surtout de leurs parents mais aussi de leur fratrie.

D'autres aspects de la parenté, qu'on observait encore au début du siècle, se maintiennent, après s'être redéployés sous une autre forme. Le rôle de la parentèle dans l'*établissement sur le marché du travail* demeure assez actif dans les couches moyennes inférieures et en milieu ouvrier. Au-delà du cercle nucléaire, une certaine *socialisation des enfants* par des membres de la parentèle apparaît parfois maintenue, mais avec des modifications : entre un enfant et ses grands-parents par exemple, on observe une relation plus libre et plus égalitaire, marquée par le compagnonnage et une plus grande autonomie des partenaires. La tendance à l'égalitarisme se manifeste aussi dans le fait que la socialisation ne s'effectue pas de façon unilinéaire, comme c'était le cas dans les sociétés dites traditionnelles : ainsi les petits-enfants sont souvent des informateurs privilégiés des grands-parents pour certains aspects de la vie contemporaine (nouveautés technologiques, par exemple). Au niveau de la *transmission de biens* dans les couches moyennes et supérieures, et en lien notamment avec l'allongement de l'espérance de vie, on observe une tendance à transformer l'héritage en donation entre vifs et en soutien à l'établissement professionnel ou conjugal. Ainsi, d'après Jean Hugues Dechaux, les Français deviennent aujourd'hui héritiers vers l'âge de 55 à 60 ans et les héritages servent à « établir les enfants des héritiers », eux-mêmes âgés de 15 à 30 ans, plutôt qu'à « consolider les héritiers eux-mêmes ».[5] On peut voir dans ces pratiques une manifestation de solidarité entre générations, les générations aînées cherchant à distribuer leurs avoirs aux cadettes, afin de les aider à s'installer dans la vie adulte.

Certaines caractéristiques de la parenté observées en milieu paysan au début du siècle semblent

5/ Dans « Des relations de parenté inédites ? », *Esprit*, n° 163, 1990.

à première vue disparues. Ainsi qu'advient-il du *contrôle social* que la parenté exerçait au village et de l'*identité sociale* qu'elle conférait aux individus ? En réalité, ces fonctions se sont aussi redéployées, non seulement dans le sens de rapports plus égalitaires entre générations mais en effectuant un repli vers le privé.

Il en est ainsi du contrôle social, qu'en contexte urbain, l'anthropologue Elizabeth Bott préfère désigner comme une « pression normative ». Dans son étude de familles londoniennes, l'anthropologue posait l'hypothèse suivante : plus ils étaient dotés d'une parentèle forte, plus les couples observés auraient eu tendance à se donner un partage ségrégué des tâches domestiques, donc un partage plus conforme aux normes conjugales de l'époque, celles des années cinquante. Une analyste de la famille américaine, Mirra Komarovski, a également soulevé l'hypothèse d'un lien, en milieu ouvrier, entre une parentèle forte et une meilleure stabilité des couples.

Parmi les instances multiples qui permettent à l'individu contemporain de se définir une *identité*, l'appartenance familiale conserve sans aucun doute une place de choix, que certains savoirs (psychanalyse, psychologie) ont contribué à rendre encore plus signifiante : on partage avec les consanguins non seulement le patronyme mais un ensemble de caractéristiques, reçues autant par le biais de l'hérédité que du milieu, des traits physiques distinctifs autant que des habitus, soit des dispositions, valeurs, attitudes et comportements particuliers. En somme, il existerait une sorte de « culture familiale » distinctive, que les parents reconnaissent entre eux.

Les pratiques familiales contemporaines révèlent qu'au-delà des consanguins connus, la reconnaissance d'identité peut parfois s'étendre aux aïeuls et même aux ancêtres, selon des formes nouvelles. Ainsi au Québec, on participe aux rencontres de

familles convoquées par les médias selon les patronymes (les Tremblay, les Gagnon, les Bouchard) ; et il arrive qu'ensemble, on fasse un voyage organisé en France, au patelin des ancêtres. Plus largement, on écoute avec ferveur des téléromans québécois qui retracent la vie de villages et de familles d'autrefois et ce, parce qu'est alors évoqué un passé qui fait écho à ses propres souvenirs familiaux. À ces formes populaires ou collectives de mémoire familiale, s'ajoute chez certains la recherche plus systématique de sa propre généalogie, loisir qui a connu une vogue certaine, ces dernières années. Parce que leurs ascendants se sont distingués dans la vie publique et qu'ils en trouvent trace dans les livres ou les journaux du passé, les milieux aisés manifestent plus souvent de l'engouement pour la mémoire familiale et en retracent l'historique sur de plus longues périodes. Par ailleurs, selon Denise Lemieux et Lucie Mercier[6], hier comme aujourd'hui, « la mémoire familiale des milieux populaires [...], plus courte mais non moins riche [...] et davantage tributaire de la tradition orale [...], s'arrête habituellement à l'évocation du grand-père, parfois de l'arrière-grand-mère ».

Si la mémoire familiale des générations passées continue de nourrir l'identité de nos contemporains, on peut dire, d'une façon plus large, que c'est à travers les relations « vivantes » de parenté que les individus continuent de trouver *des repères* pour un temps plus court, *le temps de leur propre vie*. Que ce soit à l'occasion des rites de passage de la naissance jusqu'à la mort, à l'occasion des fêtes et anniversaires, ou à travers les contacts de la vie quotidienne, c'est avec des apparentés de générations différentes qu'on peut le mieux, ou bien se rappeler ce qu'on a vécu, ou bien entrevoir ce qu'on n'a pas encore vécu : enfance, jeunesse, maternité ou paternité, souffrance, deuil, vieillesse ou mort. C'est ainsi que « la famille large, écrit Louis Roussel,

6/ Dans *Les Femmes au tournant du siècle*, Québec, IQRC, 1989.

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles

[devient] l'instance qui nous rend le plus sensible à la temporalité ».[7]

Dans une société qui fragmente de plus en plus la vie quotidienne, ségréguant davantage les individus selon les âges de la vie, il demeure peu de lieux, telle la parentèle, qui alimentent les liens entre les générations.

7/ Dans *La Famille après le mariage des enfants*, Paris, PUF, 1978.

AMINE TEHAMI

Une question de culture justement : le cas des communautés culturelles

Deux ou trois fois l'an, j'endure un épisode pénible : la rencontre parents-maîtres à l'école secondaire où j'enseigne. Les immigrants de première génération forment un contingent disproportionnellement élevé des visages que je vois défiler. L'expérience est pénible parce qu'elle me renvoie à cette partie de mon enfance dont j'ai le plus souffert (né en Afrique du Nord, j'ai émigré ici tout jeune avec des parents qui n'ont jamais tout à fait déballé leurs valises, qui n'ont jamais tout à fait émigré d'esprit). J'écoute les parents, mais ce sont les douleurs de leurs enfants que j'entends, ce sont les souffrances de ces jeunes que je revis. L'envie me brûle de rabrouer les parents, de leur jeter au visage le discours que j'étais jadis trop jeune pour formuler à ma défense, que leurs enfants sont trop effrayés de leur tenir. Par pudeur, par sens du décorum, je réprime mes envolées. Et je rentre à la maison, accablé par un sentiment de lâcheté, excédé par le poids de souvenirs pénibles.

Le texte qui suit n'est pas un exercice de catharsis. Par pudeur, il analyse sans les personnaliser les sources de conflits qui caractérisent les rapports intergénérationnels au sein des communautés dites

culturelles. Pour ce faire, il doit commencer par en discerner la nature, par en distinguer les différences d'avec les rapports qui caractérisent la société d'accueil.

La phrase qui suit a été formulée en arabe : « Mais as-tu songé aux enfants, malheureux ? Qu'est-ce que c'est que ces manières occidentales de parler : *Je* ne me sens pas bien dans le couple... *Je* n'arrive pas à m'épanouir... Comprends-moi bien, fiston : Ta petite personne ne compte pour rien ! Tu n'existes plus à partir du moment où tu te maries ; ce mariage n'existe que pour tes enfants. Alors cesse tes jérémiades et dépêche-toi de te réconcilier avec ta femme. » C'est ainsi qu'un ami se faisait récemment rabrouer au téléphone par une mère chez qui il avait eu la mauvaise inspiration d'aller chercher du réconfort transatlantique. Un tel discours, a priori, n'a rien de propre aux communautés dites culturelles. Il y a de cela une génération, ce discours était répandu au Québec ; aujourd'hui encore, il n'est pas exceptionnel de l'entendre.

Il y a une différence de taille entre les deux cas cependant. On se souvient de la distinction opérée par Margaret Mead : il y a des immigrants dans le temps (tous ceux qui sont nés et ont été élevés en Occident juste avant, et depuis, la Seconde Guerre mondiale, et qui doivent composer avec des conditions sociales radicalement différentes de celles qui existaient à la génération précédente) et les immigrants dans l'espace. Par cette logique, les membres contemporains des communautés dites culturelles seraient doublement immigrants — pour ne pas dire immigrants au carré. Une autre distinction chère à Mead permet de mieux saisir la nature pernicieuse des rapports intergénérationnels qui caractérisent ces communautés culturelles. Examinant le mode de transmission de la culture d'une génération à l'autre, elle distingue trois types de cultures :

- celles qu'elle qualifie de postfiguratives, et au sein desquelles le changement est si ténu, si imperceptible

qu'un grand-père qui tient dans ses bras un nouveau-né est incapable d'imaginer pour cet enfant un avenir qui diffère le moindrement de ses propres souvenirs ; il s'agit de sociétés dans lesquelles le passé des adultes constitue l'avenir de chaque nouvelle génération ;

- il y a ensuite les cultures que Mead qualifie de cofiguratives, au sein desquelles les jeunes adultes prennent principalement pour modèles de comportement leurs pairs contemporains (c'est typiquement ce qui se produit lorsqu'une communauté migre vers une nouvelle société avec cette nuance toutefois : ce sont les aînés qui définissent les changements acceptables et délimitent les frontières de l'irrecevable) ;

- enfin, il y a non pas *des* mais bien *une* culture pré-figurative, celle des sociétés postindustrialisées au sein desquelles ce n'est plus le grand-père qui représente l'avenir, ce n'est pas davantage le parent ni même les pairs, mais bien l'enfant lui-même !

Les cultures postfiguratives n'existent pratiquement plus, ou du moins sont limitées aux peuplades isolées rendues célèbres par les recherches de Mead. Mais il ne faut pas perdre de vue que notre bagage génétique est constitué par des millénaires de générations qui sont nées et mortes dans ce type de culture. Du reste, de nombreux immigrants contemporains se souviennent encore de parents ou de grand-parents élevés dans ce mode postfiguratif. Ces immigrants ont eux-mêmes grandi, en majorité, dans une culture cofigurative. Aujourd'hui, ils élèvent des enfants dans une culture résolument préfigurative.

Lors d'une conférence prononcée au printemps de 1969 (je n'y étais pas, je n'avais pas encore cinq ans) Margaret Mead se félicitait de vivre à une époque où il lui était possible d'observer simultanément

les trois types de cultures sur la planète. J'ose aller un cran plus loin : ces trois types de cultures coexistent sous le même toit au sein de certaines familles d'immigrants au Québec : les grands-parents (au téléphone), les parents (par leurs souvenirs) et les enfants (par leur socialisation dans une société où la seule certitude est la frénésie du changement aux débouchés imprévisibles). Un tel cocktail, un tel nid de vipères recèle d'innombrables sources de conflits. Je limiterai l'analyse à quatre d'entre elles.

La première source de conflit germe avant même que ne soit prise la décision de quitter la terre natale. Au sein des sociétés qui ne connaissent pas les maisons de retraite, il n'est pas rare qu'une famille abrite en son sein trois, parfois quatre générations. Mais il n'est pas dit que certains individus ne sont pas très renseignés sur les sociétés qui, justement, connaissent les maisons de retraite. Au contraire, ce sont précisément de tels individus qui sont des candidats mûrs pour l'émigration. Sans — nécessairement — être des sociopathes, de tels individus vivent mal la tension entre leur conception d'une famille idéale (celle que projette la société à laquelle ils rêvent d'appartenir) et la conception qui domine à l'endroit qu'il rêvent de quitter.

Tous ne quittent pas si volontiers la terre natale ; tous ne sont pas des émigrés par la pensée et le mode de vie longtemps avant même d'avoir mis le pied dans l'avion. D'autres quittent à reculons, sans se décider à couper le cordon ombilical. Ce sont les pires. Ce sont eux qui feront le plus souffrir leur progéniture. Porteurs de valeurs qu'ils conservent dans des boules à mites, ils nient la diversité qu'ils ont laissée derrière eux. Ils occultent l'occidentalisation des mœurs qui modifie leur terre natale alors même qu'ils nourrissent le projet de la quitter. Ils choisissent d'oublier les mutations de la famille laissée au bercail ; ou pire encore : ils la retiennent comme pièce à conviction dans leur dénonciation des valeurs nord-américaines, dans leur glorification des coutumes ancestrales.

Dans les deux cas — aussi bien l'émigré pressé de brûler son passeport d'origine que celui qui ne se résoud pas à déballer ses bagages —, la progéniture née (ou grandissant) en terre d'accueil finit par recevoir une conception viciée de l'individualisme. Dans le premier cas, l'enfant reçoit une conception sauvage de l'individu, une caricature du cow-boy solitaire qui n'a besoin de personne pour s'épanouir. Dans le second, l'enfant est déchiré entre les valeurs enseignées à la maison et celles que véhiculent l'école publique, les amis, le parc du coin. Dans les deux cas, l'enfant vit une dissonance entre la famille et l'environnement plus large.

La violence familiale, sur arrière-fond de droits de la personne, est un exemple probant de cette dissonance. De nombreux immigrants de première génération, habitués à « corriger » les écarts de conduite de leurs enfants, sont horrifiés le jour où leur bambin brandit ses droits humains et menace de décrocher le téléphone pour les dénoncer. « Tu as des droits ? On t'apprend à l'école que tu as des droits ? Viens ici que je te montre quels droits tu as sous mon toit. » Dans le vocabulaire de Mead, il y a ici une collision frontale entre une culture à tendance postfigurative (où le parent apprend de ses parents qu'il est naturel de battre ses enfants) et une culture résolument préfigurative (où l'enfant, à coups de sources psychologiques et/ou légales, enseigne au parent les méfaits de la violence parentale).

Si la valeur centrale de l'individu (et de ses droits fondamentaux) est la première source de conflit examinée ici, la seconde est à chercher dans la relation quelque peu schizophrénique qu'entretiennent de nombreux immigrants avec la rationalité occidentale. Une parenthèse s'impose ici à propos de l'opinion condescendante — pour le dire poliment — qui prévaut à l'égard du système scolaire québécois dans l'esprit de ces immigrants (surtout ceux qui viennent du Vieux Continent ou du Moyen-Orient). Les reproches usuels ? Le manque de discipline et

d'autorité (lire : de soumission des élèves) ; l'accent mis sur la créativité au détriment de la rigueur (lire : au détriment du respect obséquieux des aînés). Ces reproches (pour valides qu'ils soient moyennant plusieurs nuances) se transmettent à leurs enfants sous formes de valeurs indéracinables. Résultat observable sur le comportement en classe : s'il est indéniable que de tels élèves s'avèrent particulièrement reposants du point de vue disciplinaire, il est tout aussi indéniable, et fort déplorable, que leur sens critique soit à ce point sous-développé. Mes observations à l'université confirment ce constat : les étudiants étrangers (ou récemment immigrés) sont admirablement outillés sur le plan de la rigueur mais deviennent rarement des chercheurs imaginatifs. Donc des chercheurs, point.

Pourtant, les parents de ces élèves n'ont de cesse de vanter les mérites de la carrière scientifique, joyau de la tradition rationaliste occidentale. Or, s'il est un préalable à la méthode scientifique, c'est bien le sens critique. Le doute, on le sait bien, est l'antichambre de la vérité. Le problème est précisément là : lorsque le sens critique est convenablement inculqué, lorsque le réflexe du doute est indécrottablement assimilé, c'est souvent aux dépens du respect de l'autorité. Une saine dose d'indiscipline est le prix à payer pour une éducation proprement scientifique. Seulement voilà, une telle attitude est totalement incompatible avec une culture postfigurative ; du reste, elle accommode fort peu une culture cofigurative.

Ce conflit est exacerbé lorsque la cellule familiale est plus religieuse que la société d'accueil. Je ne dis pas plus spirituelle, mais plus religieuse. Considérons le cas de l'Islam, qui se présente comme la clôture de la tradition religieuse qui remonte à Abraham. Le Coran se voit en effet comme l'ultime révélation divine, un message qui vient rectifier les distorsions infligées aux messages précédents (p. ex. l'Ancien et le Nouveau Testaments). Muhammad pour sa part

se présente comme le vingt-huitième, et *dernier*, messager du même Dieu. Pour cette raison, l'Islam contient des prescriptions, et des proscriptions, sur la totalité des activités humaines. Pour cette raison, tous les musulmans depuis la mort du Prophète (au mois de juin 632) ont dû composer avec ce dilemme : d'une part l'immobilisme d'une révélation figée dans un Livre sacré, une révélation censée répondre à toutes les questions d'ici au jour du Jugement dernier ; de l'autre, la vitesse des changements sociaux provoqués par le cours de l'histoire, surtout depuis les dernières décennies.

Les tensions afférentes à ces changements sont exacerbées lorsqu'une famille émigre au sein d'une culture préfigurative. Il est en effet inconcevable de donner la parole (donc l'autorité) à un enfant lorsque la foi qui anime les parents constitue l'essence même d'une tradition postfigurative. Or, pour volumineuse qu'elle soit (outre les 6000 versets coraniques, la tradition sunnite a aussi recours à la compilation des gestes et paroles authentifiés du Prophète), cette tradition religieuse donc, de l'aveu même de ses plus pieux pratiquants, ne contient pas de réponses toutes prêtes, surtout pas aux interrogations soulevées par le choc du contact avec la terre d'accueil. Et il est inutile de téléphoner aux parents, ou de se tourner vers les aînés dans les mosquées de Montréal : le désaccord (donc le désarroi) y est total.

En clair et en bref, la seconde source de conflit découle de ce que de trop nombreux parents veulent le beurre (la tradition rationaliste occidentale), l'argent du beurre (le respect de l'autorité) et le sourire du marchand de beurre (moi) sans payer la taxe de vente (l'indiscipline qui résulte d'un esprit critique). La troisième source de conflit touche justement à ces questions d'argent et d'échanges économiques. Dans une culture cofigurative, deux caractéristiques économiques dominent : l'autorité parentale (surtout celle du père) est souvent achetée à coups de menaces de déshériter les enfants ; quant

à la succession intergénérationnelle, elle repose sur l'attente que Junior, une fois sa crise résorbée, finira par marcher dans les traces laissées par le père.

La terre d'accueil est un marché postindustriel marqué par la précarité et l'instabilité. Dans ce contexte, le père n'a rien à transmettre à Junior sinon des conseils périmés, voire contre-productifs. Sous la pression parentale, de nombreux étudiants quittent l'université surscolarisés, ou du moins disproportionnellement scolarisés par rapport au volet « expérience de terrain ». D'autres, privés de contacts du fait de l'isolement de leur réseau familial, sont incapables de concurrencer les « autochtones » dans la recherche d'un emploi. Il s'ensuit des accusations de racisme pas toujours fondées et, ultimement, d'un repli sur soi. La ghettoïsation se renforce au détriment de la paix sociale.

Une fois l'insertion professionnelle arrachée, tant bien que mal, se pose alors la plus lancinante des problématiques : celle du mariage mixte. Cette quatrième source de conflit est la plus grave dans la mesure où le mariage mixte vient sinon tuer la transmission intergénérationnelle, du moins lui assener une dilution certaine, donc une mort à terme. Le problème est bien connu au sein de la communauté juive : au grand dam des aînés, on estime qu'en Amérique un juif sur deux se marie hors de sa communauté religieuse. Au sein de communautés moins bien organisées, les chiffres sont sans doute plus élevés dans la mesure où les occasions de rencontre d'une âme compatriote sont plutôt rares.

Incapables de se résoudre à un mariage mixte, mais incapables aussi de rencontrer un conjoint immigrant lui-même, certains se rabattent sur une alternative qui tourne souvent à l'échec : retourner au pays natal pour ramener un conjoint (le plus souvent une épouse) rencontrée le temps d'une réunion familiale orchestrée par les aînés, dans la plus pure tradition ancestrale. Cette voie mène souvent

à l'échec pour des raisons qu'il est facile de soupçonner : les intentions de l'épouse étaient de se servir de l'union pour fuir sa terre natale, ou le contraire : l'épouse vit mal l'éloignement d'une cellule familiale envahissante mais familière, ou plus simplement : les époux se découvrent finalement peu d'affinités, surtout pas dans le niveau d'acclimatation à la terre d'accueil.

Les relations intergénérationnelles sont viciées au sein des communautés culturelles. Les conflits commencent avant même de prendre l'avion. Ils se poursuivent à la maison, qui se veut trop souvent un rempart contre « l'avilissement » de l'Occident. Ils continuent à l'école, dont l'enfant entend dire qu'elle est si faible qu'il lui faut sacrifier ses fins de semaines dans une école d'appoint, une autre forteresse façonnée à l'image des institutions laissées derrière soi. Les conflits se poursuivent par une insertion professionnelle souvent pénible. Ils ne se terminent pas le lendemain du voyage de noces, qui commence par une décision en apparence banale, mais dont on ne soupçonne pas l'énergie qu'elle finit par drainer : comment nommer le bébé ?

Les couples les plus finauds découvrent un nom qui recevra l'approbation de grand-mère mais qui ne sera pas trop difficile à prononcer ni trop lourd à porter. Les plus sages finiront de déballer leurs bagages et trancheront le satané cordon. *« Michelle, ma belle, sont des mots... »*

SOLANGE LEFEBVRE

Nouvelles complicités, nouvelles responsabilités

Je travaille depuis plus de sept ans sur un sujet populaire : les rapports de générations. « Populaire » vient du latin *populus* (peuple), et désigne ce « qui appartient au peuple ». Que le thème des générations soit « populaire » signifie qu'il est abondamment discuté, par tous et toutes, qu'il a la faveur du grand nombre. Les revues et journaux le savent : ils y consacrent à peu près une page couverture par année, rivalisant d'inventivité pour formuler la nouvelle étiquette générationnelle qui fera date. Exemples récents, la page titre du journal *Les Affaires*, présentant le groupe des jeunes adultes comme « La génération paradoxale » ; ou bien le *Time* du 7 juin et ses « *Great X* »...

Mais pourquoi ? Pourquoi une telle flambée de références aux générations depuis une dizaine d'années ? Lors d'un colloque sur l'identité moderne au Québec, l'anthropologue Bernard Arcand faisait remarquer que les questions de sexe et d'âge occupent une large part des échanges des Québécois, tant au quotidien que dans les médias. Signe que ces invariants universels de la vie sociale résistent à toutes les « modernités » : dans toutes les cultures et à toutes les époques il est question de

parenté. Mais signe aussi d'un rétrécissement « post-moderne » de la socialité, c'est-à-dire qu'on se rabattrait présentement sur les éléments les plus simples de la vie sociale : « Les dénominateurs communs se raréfient vers l'élémentaire. »[1] Mikhaël Elbaz commente ainsi les propos de son collègue : « Nous ne sommes pas en effet, une surhumanité qui s'instituerait sans différenciation subjective, escamotant les transmissions qui font ce que nous sommes, sans que nous ayons choisi de l'être ou qui ferait l'impasse sur la justice entre les genres et les générations ».[2]

On doit reconnaître cette permanence des rapports de générations. Et il est vrai que leur popularité actuelle peut indiquer la fragilisation des autres liens sociaux, par exemple les alliances. La filiation, notent les anthropologues, s'avère présentement le lien familial le plus durable : on peut parler de son ex-conjoint, bien difficilement de son « ex-enfant ».

Il faut distinguer entre le facteur d'âge et de génération. Avoir l'âge de 16 ans situe d'abord à l'intérieur d'une étape de la vie adolescente. Cela concerne par exemple le domaine psycho-social intéressé à l'étude des cycles de vie. Mais avoir 16 ans en 1968 marque en plus l'appartenance à la génération de la révolution culturelle. Cela intéresse plutôt la sociologie qui conçoit une génération comme des gens du même groupe d'âge (cohorte), ayant une mémoire historique commune.

Cette dernière référence sociologique aux générations situe d'abord dans le temps et dans l'histoire. On parlera par exemple de la « génération de la crise », « de l'après-guerre ». Dans l'Antiquité, le vocabulaire des générations constituait même une

1/ Bernard Arcand, « L'ennemi dans la réécriture de la modernité au Québec », dans Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest (dir.), *Les Frontières de l'identité. Modernité et postmodernisme au Québec*, PUL/L'Harmattan, Sainte-Foy/Paris, 1996, p. 293.

2/ *Ibid.*, p. 237.

mesure du temps. Or, à cet égard aussi l'horizon s'est rétréci. Dès le début du siècle, Maurice Halbwachs s'inquiétait de l'effondrement des cadres de la mémoire collective. L'imaginaire de continuité qui animait les sociétés dites traditionnelles a cédé la place, dans la modernité, à un imaginaire du changement. Non pas qu'il n'y ait plus de mémoire, mais elle ne va plus de soi. La question des générations peut se présenter, avec d'autres lieux tels que les commémorations et les musées par exemple, comme un relais « élémentaire » de la mémoire collective défaillante. Elle inscrit les êtres dans la temporalité raccourcie et dépourvue de points de repères fixes dans nos sociétés surmodernes.

Étroitement lié à celui du temps, l'enjeu de la transmission se trouve au centre des rapports de générations. Au sein des sociétés traditionnelles hiérarchiques, la transmission allait de soi, se faisant d'une génération à l'autre, et sur cet horizon de continuité dont il vient d'être question. La cohésion sociale était assurée par la synergie entre la famille, l'école et la religion. Dans les sociétés modernes, cette synergie n'existe plus, les rapports de générations se sont profondément modifiés. Pour ces raisons structurelles et bien d'autres (aussi idéologiques), nos sociétés modernes font face à une crise des transmissions : transmission de la vie, de la culture, de la langue et des patrimoines. Bien des gens ne savent plus trop « quoi » et « comment » transmettre. Ici aussi se trouve une autre raison d'évoquer les rapports de générations avec intensité, ils demeurent un lieu capital de cette transmission devenue incertaine.

À la fois lien social plus sûr et plus stable, repère temporel et jalon de transmission, la question générationnelle fait donc couler beaucoup d'encre. Et enfin, il est un autre enjeu qui la rend si populaire : les défis que pose l'après des Trente glorieuses occidentales. L'après de cette prospérité relative que furent les années d'après-guerre jusqu'à la crise du

pétrole et les récessions du tournant des années 1980 et 1990. L'après, tel qu'il est perçu selon qu'on a vingt ans, quarante ans, cinquante-cinq ans, soixante-quinze ans. Et cet après soulève la délicate question qu'évoquait plus haut Elbaz, celle de la justice entre les générations. Comment penser désormais la répartition entre la richesse collective et le travail ?

Dans ce qui suit, je resserre ces vastes problématiques autour d'enjeux concernant deux groupes d'âge : les retraités et les jeunes adultes. Non seulement mes brèves réflexions s'alimentent-elles de sept années de recherche, mais aussi d'un projet particulier que je dirige depuis le mois de février 1997 : « Le pont entre les générations ». Il réunit quelques jeunes universitaires et militants étudiants, et leurs aînés provenant de milieux diversifiés. J'y reviendrai en dernière partie.

La longue filiation, les nouvelles responsabilités

À l'intérieur de la famille, la relation intergénérationnelle s'avère présentement le lien le plus durable, surtout avec l'extraordinaire allongement de la vie que nous connaissons. Le plus durable mais aussi le plus mouvant, dans la mesure où de nouvelles phases apparaissent dans le cycle de vie, de nouveaux liens et de nouvelles responsabilités. Cela a des répercussions hors de la famille, dans les milieux de travail par exemple. Je voudrais illustrer ces transformations par deux exemples : les retraités et les jeunes adultes.

Les familles comptent à présent souvent quatre et même cinq générations. Un nouveau-né sur quatre peut se blottir dans les bras d'un arrière-grand-

parent, et presque tous connaissent un grand-parent. Après plusieurs décennies d'une réflexion très centrée sur les rapports entre parents et enfants, on découvre peu à peu les rôles des grands-parents, déterminants dans la famille, et aussi dans la société. Ils constituent souvent même le pôle le plus stable de la famille, suppléant au manque de temps des parents seuls ou en couple. Lorsque ceux-ci divorcent, c'est souvent chez grand-maman ou grand-papa que les petits-enfants jetteront l'ancre. Les aïeuls peuvent assurer des transmissions culturelles et sociales vitales : valeurs, expérience de vie, mémoire narrative, questions spirituelles.[3]

Au Canada et ailleurs en Occident, dans les années 1970, l'image d'une misère matérielle de la vieillesse dominait. Depuis, le taux de pauvreté a considérablement baissé, bien qu'il persiste chez certains, en particulier les femmes seules et les couples qui n'ont pu mettre de l'argent de côté. L'image actuelle dominante de la vieillesse est celle d'une misère morale : solitude, abandon, maladie, détresse. Mais un nouveau courant se dessine, qui met de l'avant les responsabilités et aptitudes sociales des aînés, leurs contributions possibles à la société, dans la famille et au-delà. Dans notre quatrième rapport de recherche, *La Part des aînés* (1994), nous avons fait valoir l'hypothèse suivante : « L'autonomisation des aînés passe par la valorisation de leurs apports précieux pour tous. »

3/ Mais la longévité comporte d'autres conséquences. Par exemple, on note dans les pays occidentaux que les femmes de 50-60 ans, formant la génération « pivot », cumulent à présent davantage de responsabilités familiales : elles doivent souvent prendre soin à la fois d'un parent âgé, de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Ces femmes forment la quasi-totalité du contingent d'« aidants naturels » dont on parle de plus en plus dans les politiques sociales et de santé. On ne saurait trop insister sur le drame qui peut affecter ces femmes, l'importance de continuer d'assurer une synergie véritable entre État et famille dans le domaine des soins de santé.

Il faut dire que la phase qui succède à l'âge adulte actif, dite traditionnellement « vieillesse », se subdivise désormais en plusieurs étapes : celle de la retraite anticipée (50 à 60 ans), celle du 3e âge (60-75 ans) et celle du grand âge ou 4e âge (75-80 ans et plus. Or, jusqu'à 75-80 ans, la majeure partie des gens sont en bonne santé. La société ne leur réserve pourtant pas de rôles déterminants : « L'exploration de nouvelles terres de la longévité ne fait que commencer », a écrit bellement mon collègue (et aîné), Jacques Grand'Maison.

Par exemple, depuis plusieurs mois, notre société québécoise dont les institutions d'éducation et de santé se vident de milliers de travailleurs expérimentés, s'interroge sur les nouvelles possibilités de transmission des savoirs et savoir-faire en milieux de travail. On ne saurait trop insister sur l'importance d'assurer la transmission de la mémoire d'une entreprise ou d'une institution publique. Il s'agit aussi de réfléchir sur les contributions possibles des retraités pour former les jeunes en milieux de travail. Je reviendrai brièvement sur ces pistes en dernière partie. Jetons maintenant un regard sur les jeunes adultes.

Une autre conséquence de l'allongement de la vie et de la complexification de ses cycles se trouve dans la distinction plus récente entre adolescence et jeunesse. On commence à peine la recherche sur cette phase qui se loge entre l'adolescence et l'âge adulte. Celui-ci demeure caractérisé par le travail et le projet de couple-famille. Or, plusieurs n'atteignent ces objectifs que de plus en plus tard, du fait d'une prolongation de la période de scolarité et de l'instabilité de la vie affective.

Depuis une dizaine d'années, les jeunes adultes font beaucoup parler d'eux, en tant que génération

historique. Douglas Coupland, jeune Canadien anglais au début de la vingtaine, a plus ou moins ouvert le bal des essais à ce sujet, lorsqu'il a publié son roman-culte, *La Génération X*, celle qui préfère demeurer cachée tout en ironisant sur les gaffes de ses successeurs, dans une quête de tendresse erratique et éperdue. Tout discours sur une génération ou l'autre comporte toujours une large part de construction. Il s'agit en quelque sorte d'un bilan du passé et d'une anticipation de l'avenir. En 1985, Gérard Mauger observait qu'une tendance prophétique traversait la plupart des discours sur la jeunesse : « Ils annoncent presque toujours ce que sera demain ou plutôt ce qu'ils souhaitent pour demain. »[4]

À ce titre, les jeunes adultes portent en eux, en quelque sorte, les angoisses à l'égard de l'avenir. Ils grandissent dans le climat de l'après des Trente glorieuses. Leurs parents se sont émancipés sur les plans culturel et religieux. Ils sont quant à eux plutôt absorbés par l'enjeu d'une intégration semée d'embûches, dans la vie sociale et professionnelle. Leurs œuvres artistiques expriment souvent le désarroi, l'errance, la douleur, le suicide réel ou symbolique. Un récent numéro de la revue *Esprit*, portant sur eux, les désignait comme « Les orphelins des Trente Glorieuses ». Ils porteraient le deuil de la prospérité des années d'après-guerre, de l'optimisme qui anticipait tous les progrès, tous les accomplissements. Ils tombent de haut : « Vous êtes passés de l'austérité à la prospérité, disaient des jeunes adultes en entrevue. Nous, c'est le contraire, c'est cent fois plus difficile. »

Bien sûr, on trouve parmi eux des jeunes très bien intégrés à la société, avec travail rémunéré et famille. D'autres présentent des trajectoires plus tâtonnantes,

4/ G. Mauger, « La catégorie de jeunesse », in A. Percheron (dir.), *Les Jeunes et les autres*, t.1, CRIV, 1985 ; cité par Claudine Attias-Donfut, *Sociologie des générations*, Paris, PUF, 1986, p. 174.

cumulant projets d'études et de travail, et remettant souvent à plus tard le projet familial. Ceux-là savent bien que nous entrons dans une ère où la polyvalence sera une clé maîtresse d'intégration. Les jeunes peu scolarisés, encore trop nombreux, risquent cependant très gros : l'exclusion, la marginalisation.

Édifier un pont entre les générations

Il est très délicat de poser la question de l'équité entre les générations. Au Canada, les discussions à ce sujet ont d'abord concerné la difficile insertion des jeunes de moins de 30 ans dans le monde du travail. Ce problème s'est posé lors de la récession de 1982-83, alors que paraissaient des statistiques alarmantes sur le taux de chômage des jeunes Canadiens, sans précédent depuis la crise des années trente : 15-19 ans (28,1 %), 20-24 ans (20,6 %). Depuis, en termes statistiques, le chômage frappe toujours davantage les jeunes travailleurs, et la pauvreté affecte par conséquent davantage les jeunes habitant seuls ou les jeunes familles. Dans plusieurs milieux de travail, la proportion de jeunes a considérablement baissé. Dans la fonction publique par exemple, les moins de 30 ans représentaient 21 % des effectifs en 1985, ils ne sont à présent que 6 %. Les mises à la retraite actuelles permettent d'espérer le renouvellement des effectifs dans certains secteurs, mais de façon limitée (et surtout dans le secteur de l'éducation). Or, on commence à peine à se préoccuper des effets pervers du déséquilibre des âges dans les institutions publiques et entreprises privées.

Aînés et adultes s'inquiètent pour leurs enfants et leurs petits-enfants. Mais cette générosité familiale s'inscrit plus difficilement dans la sphère publique, pour diverses raisons. Combien de mécanismes subtils d'autoprotection se mettent en place, dès qu'il s'agit de réviser les règles du jeu établies lors de la prospérité. Participant au groupe réunissant seniors

et jeunes adultes, que j'évoquais plus haut, François Rebello a soulevé la question des iniquités générationnelles dans les conditions de travail. Il désignait trois pratiques inéquitables : (1) le gel d'embauche plutôt qu'une réduction des salaires et avantages ; (2) l'abaissement des salaires des travailleurs en début de carrière tandis que celui des plus anciens est maintenu et même augmenté ; (3) la création d'une nouvelle échelle salariale moins généreuse pour les futurs travailleurs.

On pourrait discuter longtemps des conditions dans lesquelles de tels règlements se font, c'est parfois le « moindre mal ». Mais on ne peut minimiser l'impact symbolique de ces pratiques sur les futurs jeunes travailleurs. Dans le cadre du récent Sommet socio-économique, le rapport du groupe de travail sur l'entreprise et l'emploi fait le constat suivant :

> Au cours des prochaines années, on ne peut s'attendre à ce que la croissance économique seule soit suffisante pour absorber l'augmentation de la main-d'œuvre et diminuer en même temps le niveau élevé du chômage de façon significative. La recherche de nouvelles solutions doit également inclure les voies du partage et de la solidarité.[5]

Dans les années à venir, ce partage et cette solidarité devront tenir compte non seulement du facteur des classes sociales et des sexes, mais aussi des âges. On peut dresser un tableau un peu grossier de la logique qui est en train de s'instaurer : beaucoup de jeunes de moins de trente ans vivotent longtemps dans la précarité, ce qui peut compromettre éventuellement un projet familial ; les adultes qui travaillent sont surchargés de responsabilités ;

5/ Chantier de l'économie et de l'emploi. Groupe de travail sur l'entreprise et l'emploi. « Rapport de l'atelier portant sur le partage de l'emploi, les programmes de premier emploi et sur les stages en milieu de travail », septembre 1996 (ronéo), p. 5.

les retraités, de plus en plus jeunes, se trouvent prématurément mis au rancart.

Une autre problématique sensible devient l'objet d'études importantes : la fiscalité et les conséquences de l'endettement. Au mois de février 1996, le C.D. Howe Institute publiait un commentaire très critique à l'égard des choix collectifs de la société canadienne : durant les 20 dernières années, l'augmentation spectaculaire de la dette (75 %) montre sans contredit qu'il s'est produit une redistribution de la richesse collective de la « génération X » vers la génération plus âgée, la plus fortunée du XX^{e} siècle. Ce qui revient à dire que par leur niveau de vie actuel, les générations aînées grugent d'ores et déjà dans le capital des jeunes et des générations futures. Plusieurs analyses des rapports entre la fiscalité canadienne et le facteur de l'âge montrent que, de manière générale, les quarante ans et moins sont nettement défavorisés sur le plan fiscal, et le seront toute leur vie durant. Par exemple, on prévoit qu'un jeune adulte de la vingtaine accusera un déficit vis-à-vis l'État, donnant plus en taxes et impôts que les services et transferts reçus durant sa vie. Une personne présentement dans la soixantaine aura reçu beaucoup plus que ce qu'elle aura payé elle-même.

Il ne s'agit pas ici de masquer les injustices entre les classes sociales et les sexes. Plusieurs chercheurs estiment que le véritable clivage se creusera entre les héritiers et les non-héritiers. D'ici une vingtaine d'années, on anticipe que d'énormes sommes d'argent seront léguées aux descendants. Il semble d'ailleurs que l'aide familiale fasse déjà une différence entre une intégration plus ou moins harmonieuse des jeunes adultes. Pourtant, comme je viens de l'indiquer, un déficit plus lourd affecte globalement les jeunes : pauvreté, chômage, fardeau fiscal.

Ces problèmes pourraient être la source de conflits éventuels entre les groupes d'âge. Mais l'allongement de la vie peut aussi favoriser des complicités

plus profondes entre les générations, dans la famille et au-delà. Le dernier point aborde cette perspective.

Nouvelles perspectives de transmission intergénérationnelle[6]

Le projet auquel je participe depuis quelques mois a réuni des jeunes et des seniors autour de ces enjeux d'iniquités, mais aussi autour des défis de transmission. Bon nombre de jeunes adultes souhaitent profiter de la longue expérience des seniors dans les milieux de travail, avant qu'ils ne se retirent définitivement, connaître cette relation privilégiée dite de « mentorat ».[7] Il n'est certes pas donné à tous de vivre cette qualité de relation. Il existe plusieurs autres types de formation intergénérationnelle qui impliquent une relation plus ou moins approfondie entre le formateur et l'apprenti (stagiaire). Plusieurs termes existent pour désigner cette relation : compagnonnage, tutorat, jumelage, parrainage, etc. S'il nous semble important de promouvoir la relation proprement mentorale, c'est pour réintroduire la dimension de transmission intergénérationnelle en milieu de travail dans toute sa richesse.

Il ne saurait être question de revenir à une simple transmission-reproduction, mais plutôt d'instaurer des stratégies institutionnelles de coéducation entre les générations. David Foot, démographe et auteur du best-seller *Entre le boom et l'écho*, que nous avons consulté, estime ceci : « La combinaison gagnante se trouve dans le jumelage d'un travailleur d'environ 52 ans, ayant une bonne expérience du milieu, et d'un jeune diplômé de 29 ans. Un tel jumelage est extraordinairement performant et peut relever tous les défis. » Dans certains milieux, on

---

6/ Cette partie s'inspire des travaux de Pierre Charland, étudiant à la maîtrise en théologie et auxiliaire de recherche pour le projet « Le pont entre les générations ».

7/ Voir Renée Houde, *Des Mentors pour la relève*, Montréal, Méridien, 1995.

trouve déjà de telles expériences. Mais les réflexions continuent, notamment sur les perspectives de retraite progressive, de partage du temps de travail, qui permettent de tels échanges.

L'expression « pont entre les générations » est significative. Il s'agit bel et bien de refaire des liens qui ne vont pas partout de soi. Les sociétés traditionnelles séparaient les sexes et réunissaient les générations. Dans les sociétés modernes, c'est l'inverse. Les divers groupes d'âge se trouvent souvent séparés : garderies, écoles, maisons de retraite. Élémentaires et naturels, certes, les rapports de générations le sont, surtout dans l'ordre de la parenté. Mais il s'agit aussi d'un lien qui a une portée sociopolitique et économique complexe, et dont les modalités se transforment à vue d'œil.

* * *

La question des générations s'avère donc fondamentale. Plusieurs problèmes que connaissent présentement nos sociétés ont une réfraction générationnelle : dette collective, travail et chômage, recompositions de la famille, vieillissement, dénatalité, crise de la transmission, etc. Cela en fait une question cruciale pour la recherche, en même temps que vitale pour tous et toutes. Tout au long de notre recherche, nous avons été inspirés par l'approche de Eric Erikson sur les âges de la vie. Selon lui, le mûrissement s'accompagnerait d'un regard toujours plus tourné vers les générations montantes, leur bien-être et leur éducation. Au sommet de la vie, un aîné devrait pouvoir dire : « Je suis ce qui me survit. » Face aux choix collectifs exigeants que nous devons faire présentement, nous pourrions être tentés de jouer le présent contre l'avenir, pour préserver des acquis. Il me semble que les rapports de générations se présentent comme un des lieux test de notre hauteur éthique, citoyenne et sociale.

RAYMONDE SAVARD

Le temps d'une génération

Le contexte sociopolitique qui est le nôtre se prête à maintes réflexions et questionnements, notamment sur les rapports entre générations, présents et à prévoir, entraînés par les nombreux bouleversements dans le domaine des services sociosanitaires surtout. Dans un trop court laps de temps, nous avons eu à vivre un virage ambulatoire précipité, suivi de compressions budgétaires incessantes dans les services directs aux personnes, puis maintenant, des mises à la retraite massives d'employés qui ne seront pas remplacés. De la naissance à la vieillesse, en passant par les âges intermédiaires de la vie, que deviendront les précieux liens sociaux créés par le développement de l'État-providence au cours des trente dernières années ? Sur quels services pourrons-nous encore compter pour nous et pour nos proches quand cessera le tohu-bohu actuel ?

Du commencement d'une vie...

Une jeune femme sort de l'hôpital Sainte-Justine quarante-huit heures après son accouchement. Le bébé et la mère sont en bonne santé, tout s'est déroulé normalement, alors le retour dans

l'appartement du Plateau Mont-Royal ne pose pas de problèmes... Pas de problèmes pour les fonctionnaires du ministère de la Santé qui ont quelque part décidé que quarante-huit heures était bien suffisant pour retourner chez soi après un accouchement. Devant de telles aberrations, je me demande toujours combien de femmes, et combien de femmes ayant eu des enfants, faisaient partie du comité définissant ce type de normes ? Ne voyant que les aspects techniques des choses, éloignés comme c'est souvent le cas des réalités quotidiennes, on a dû supposer qu'en raison des soins sophistiqués dont nous bénéficions maintenant, et de la technologie de pointe, le court délai de deux jours suffisait amplement. Montréal n'est-elle pas l'une des villes au monde où la médecine périnatale serait des plus fiable ?

Certes, durant ces deux journées, on a donné à la jeune mère et à son conjoint des cours intensifs, voire compulsifs, sur la façon de donner le bain, de changer le bébé, l'enrouler, le coucher, prévenir les rougeurs, les gerçures, etc. On s'est enquis de l'aide disponible une fois à la maison, assurant les parents des visites à domicile d'une infirmière, du moins les premiers jours, laquelle vérifierait si le bébé tète bien, s'il est changé régulièrement, a repris son poids, ne se déshydrate pas. On a aussi remis au couple une liste de numéros de téléphone, des adresses de CLSC, de cliniques médicales avoisinantes accessibles, a-t-on dit, 24 heures sur 24 si le bébé manifestait quelque signe imprévu de détresse. Mais l'organisation de l'hôpital et des soins se soucie bien peu de la nécessité de récupération physique de la maman elle-même, de ses besoins de repos et de calme après l'effort physique considérable que son organisme vient de fournir. Elle peut toujours appeler directement sa gynécologue avec laquelle elle a développé une relation de confiance. Mais c'est un rapport personnel créé tout au long du suivi de la grossesse et de l'accouchement.

Or, même une technologie et des soins de pointe ne peuvent accélérer les processus physiologiques vitaux, la nature ayant ses propres rythmes. Tout au plus peuvent-ils les soutenir dans leur déroulement. Les besoins de soins et de prise en charge, du moins pour quelques jours, afin de refaire ses forces et surtout de faire connaissance paisiblement avec le nouveau-né ont bien peu de poids dans le calcul des « jours/soins » alloués. Pourtant les heures, les jours qui suivent l'arrivée au monde d'un enfant, même s'il est désiré, aimé avant même d'être là, ne sont-ils pas des moments stratégiques pour le développement de la relation ultérieure mère/enfant et père/enfant ? Tout comme pour la relation de couple, soumise elle aussi à de nouveaux défis tant sur le plan organisationnel que sur le plan relationnel et socioaffectif. Trop d'exemples tirés de l'histoire, mais malheureusement aussi de l'actualité récente, ne nous montrent-ils pas que la qualité de ces relations ne doit jamais être tenue pour acquise ? Qu'elles ont besoin pour s'épanouir de conditions matérielles et psychosociales adéquates minimales ?

...à la fin d'une vie

Un vieil homme termine la sienne, qui fut active et prospère, dans une section d'un hôpital régional pour malades chroniques, le seul endroit dans sa localité où une personne nécessitant « x heures/soins » par jour peut être hébergée. Récemment sa compagne de longue date est décédée et ses enfants, petits-enfants ont vainement tenté de le ramener plus près d'eux. Mais il a souhaité demeurer dans son lieu natal auquel des racines profondes, tissées par 91 années de vie, le rattachent. Ce vœu a été respecté. Enfants, petits-enfants se déplaceront pour venir le voir. Mais ce ne seront que des visites, dans leur caractère même sans continuité, espacées, éphémères. Une nièce, un neveu, d'anciens voisins, des gens qui passent viennent le saluer à l'occasion. L'aumônier vient lui parler quotidiennement de ses

« fins dernières » à lui qui appréhende la mort, pourtant à l'horizon. Mais cette morale de résignation s'avère peu propice à soulager ses angoisses. Des bénévoles viennent aussi lui tenir compagnie à l'occasion. S'il fut au cœur de réseaux riches et denses de liens et d'activités, le voilà désormais irrémédiablement en dehors de la vie qui passe, des enfants qui naissent, qui grandissent, des problèmes, soucis, projets, défis des uns et des autres.

Il en est de même pour celles et ceux qui, sur cet étage d'hôpital, ont eu jadis la charge de familles nombreuses dans des conditions morales et matérielles si contraignantes. Elles sont là, ils sont là, en nombre croissant, alignés dans ce corridor, en attente que prenne fin leur existence, ce qui peut être assez long compte tenu de la performance des technologies médicales et des produits pharmaceutiques. Il existe toute une batterie de calmants pour qui s'agite ou rouspète trop, des leviers pour soulever les plus lourds, des sangles pour les maintenir fixés dans leur fauteuil ou leur lit des heures durant, parce qu'il se trouve que le personnel affecté aux soins directs aux personnes est de plus en plus restreint. Pour les mêmes raisons, on sert à ces personnes une nourriture en purée, bien peu appétissante, afin qu'ils ne s'étouffent pas. À les voir ainsi vivoter en serre chaude, coupés de la vie avant le temps, on imagine que quelques-uns, quelques-unes pourront être inscrits dans les records de longévité du Guinness.

À quoi sert le prolongement de la vie si l'on ne se soucie pas de satisfaire les besoins socioaffectifs de base, garants tout autant que la médication ou la technologie, d'une certaine qualité de vie ? Et dotés encore plus que ces dernières, d'un caractère préventif. Le souci de prévention était pourtant au cœur de l'ensemble de la réforme du système de santé, surtout depuis le virage ambulatoire.

Heureusement une amie de la famille vient chaque matin aider le vieil homme à s'habiller, faire sa toilette, prendre son café. Mais surtout parler avec lui, s'informer de sa nuit, lui rapporter les nouvelles des alentours. Sans cette personne qui passe ainsi quotidiennement quelque temps en sa compagnie, il serait seul de longues heures durant.

Pourtant tout un personnel s'affaire en un perpétuel va-et-vient autour de lui et dans sa chambre. Personnel pressé, stressé, minuté, changeant, de plus en plus réduit : poser un plateau sur sa table, le reprendre un quart d'heure plus tard, vider la poubelle, balayer le plancher, laver lavabo et miroir, etc. Tout ça sans le temps d'échanger une ou deux phrases, les faits et gestes de ces divers corps de métier étant rigoureusement chronométrés. Seul son médecin, Italienne d'origine transplantée en ce coin de pays, vient chaque jour s'asseoir et causer avec lui, ses gestes à elle n'étant pas soumis aux mêmes calculs étroits que les autres catégories de personnel.

Même les infirmières, dont la nature même du travail consiste en un rapport direct au patient, ont peu de temps à lui consacrer malgré la générosité et la bonne volonté de plusieurs. Comme il n'a aucune maladie, n'est atteint que du très grand âge, il requiert peu d'heures/soins... lesquelles d'ailleurs diminuent paradoxalement au même rythme que le degré d'autonomie des personnes hébergées en ce lieu.

Ce type de rapports pressés, anonymes et impersonnels n'avait-il pas toujours été pour ce vieil homme le signe d'une absence totale de civilité et de politesse, dont il avait cru son village épargné ? S'il visitait ses enfants vivant dans des centres urbains, ne les plaignait-il pas de ne jamais connaître ni saluer les passants dans la rue ou au supermarché ? « Je ne pourrais jamais vivre comme ça », répétait-il. Mais la logique technocratique, qui impose la division stricte du travail à un personnel qui se

raréfie et finit par se désintéresser, déborde les limites de la géographie ! Des personnes sensibles à la souffrance des êtres dont elles s'occupent se voient comprimées au sein d'organisations qui, elles, n'ont pas de cœur.

Le cas de la jeune mère et du vieil homme mettent en évidence, comme des centaines d'autres cas, des lacunes criantes dans le fonctionnement de notre système de soins, ce qui ne pourra qu'aller en empirant vu les départs massifs annoncés d'un personnel qui ne sera pas remplacé. Ces jours/soins ou heures/soins qui régissent l'allocation des ressources font fi depuis longtemps de facteurs tels la dignité humaine, l'autonomie des êtres, des rapports humains significatifs, la compassion. Et ils sont définis en pure ignorance des réalités vécues. Pour qui a besoin de soins pour lui-même ou pour ses proches, et c'est le cas pour chacun d'entre nous un jour ou l'autre, cette situation est génératrice de tensions et d'insécurité.

Sans doute présume-t-on, en haut lieu, que la famille, la communauté, les proches vont prendre la relève des services étatiques. Mais de quelle famille parle-t-on et de quelle communauté s'agit-il ? L'une est dispersée ou éclatée et l'autre, qui pourrait être à proximité des besoins, est en quelque sorte à construire. L'isolement et le cloisonnement des êtres, qui n'est pas qu'une caractéristique des milieux urbains, est pourtant mise en évidence et dénoncée avec ostentation chaque fois que se présente un cas de violence familiale ou conjugale.

Ces deux cas illustrent après tant d'autres qu'un système inhumain est, dans sa nature même, coûteux et inefficace. Combien de colloques fera-t-on encore, combien de recherches, pour tenter de s'attaquer à la complexité des problèmes sociaux suivants : la baisse « dramatique » de la natalité au Québec, les causes de la violence familiale ou conjugale, la dépression des personnes âgées ?

Certes l'État ne peut ni ne doit tout faire. La responsabilité collective qui prend la forme de soutien, de protection des êtres dans le besoin ou plus vulnérables doit émaner d'autres lieux que des instances étatiques. La famille quand elle est là, les proches peuvent rendre de grands services d'entraide et d'assistance, ce qu'ils font d'ailleurs généreusement et avec plaisir, comme plusieurs recherches l'ont démontré. Comme c'est aussi le cas pour la jeune mère ou pour le vieil homme.

Mais l'État doit au moins mettre en place les conditions minimales pour que cette solidarité de base puisse se développer : rendre accessibles à tous des services publics de qualité. La santé, le bien-être, l'éducation ne sont-ils pas des lieux charnière de prévention et d'action pour maintenir l'équilibre social ?

L'État interventionniste a d'abord assuré la solidarité intergénérationelle en prélevant taxes et impôts sur les salaires de la génération qui travaillait, pour assumer en grande partie les besoins de la jeune génération et ceux des aîné(es). Ce n'est plus le cas maintenant, l'État néolibéral se délestant de ses responsabilités... tout en retenant sans cesse davantage de taxes et d'impôts des gains de ceux et celles qui ont encore un emploi. Sans leur garantir qu'eux-mêmes, leurs enfants, petits-enfants, vieux parents pourront être adéquatement protégés. Le contexte actuel nous éloigne de l'État solidaire un jour envisagé.[1]

Et s'il pouvait en être autrement...

Est-ce s'illusionner que d'entrevoir, par exemple, dans le fait que des milliers de personnes quittent présentement les lieux de travail de la santé ou de l'éducation, des possibilités de renforcement de la

1/ Voir *Possibles*, vol, 18, n° 3, été 1994.

solidarité à la fois dans la vie de tous les jours et pour l'ensemble de la société ? Et par conséquent, un renforcement du lien social ? Les nouveaux retraités sont en nombre important, relativement jeunes, ils ont acquis au cours de toutes ces années d'engagement professionnel et social un savoir-faire et une expérience inestimables, transposables dans d'autres secteurs de la vie sociale. À la condition qu'ils facilitent, par leur implication dans la vie privée, l'ancrage de l'univers des besoins dans la sphère plus globale de la politique. D'aucuns doivent même faire le calcul cynique que ces jeunes retraités, des femmes surtout, transporteront de l'hôpital à la maison leurs compétences... pour le plus grand bien des finances publiques.

Entre-temps, une génération s'en va, une autre arrive

Les milieux de travail pour leur part, souffriront longtemps de la perte brutale de leur personnel expérimenté. Cependant, plusieurs aspects très positifs marquent l'entrée massive de jeunes dans des lieux marqués par l'amertume et le défaitisme. Comme il faut relever les défis posés par les multiples virages amorcés, le vent de rajeunissement et d'imagination apporté par une génération nouvellement formée, à qui l'on fait enfin de la place, est un atout considérable. En plus de ses compétences, cette génération aura le feu sacré des débutants, elle à qui l'on a tant répété que l'horizon était irrémédiablement bloqué par des aînés qui avaient tout accaparé... On imagine l'enthousiasme de plusieurs devant des portes qui s'ouvrent soudain.

Comme elles s'étaient ouvertes toutes grandes jadis, il y a 25-30 années, quand il s'était agi de mettre sur pied nos complexes systèmes d'éducation et de santé. Ce fut alors l'effervescence qui accompagne toujours la création de toutes pièces d'un édifice nouveau. Plusieurs diront plus tard qu'à

l'époque, il eût été précieux de pouvoir compter sur l'expérience et le savoir-faire d'aînés, tant les risques d'erreurs étaient importants. C'est l'évidence même qu'aujourd'hui comme hier, la synergie créée entre la nouveauté et l'expérience permet de résoudre au mieux les multiples problèmes qui se posent. Elles nous permettrait surtout de mettre le cap sur l'avenir.

Serait-ce l'une des caractéristiques de la technocratie ou encore une marque de notre génie « distinct » de faire ainsi, à chaque génération, table rase du passé ? « Avant moi le déluge ! » « On repart à zéro ! » Comme plusieurs l'ont déjà souligné, il eût été plus sage et plus sain, pour rajeunir les milieux de travail, d'étaler sur quelques années les sorties et les entrées dans la fonction publique. Mais la date butoir mythique de l'an 2000 a pesé d'un poids déterminant...

Malgré tout, ce capital d'énergie d'il y a vingt-cinq ans permit sans doute de surmonter par la suite les nombreuses difficultés de parcours dues, en grande partie, aux assauts constants d'une bureaucratie qui, elle aussi, se construisait : adaptation aux multiples projets de réforme ou de restructuration, réductions de postes, de salaires, promotions gelées, accroissement de la tâche, perfectionnement sans congé, non-respect des ententes et conventions signées, etc. Et qui plus est, dénigrement incessant pour faire accepter tout cela à l'opinion publique. Rarement une génération aura-t-elle vu ses conditions matérielles, physiques et psychologiques de travail se détériorer ainsi au fil des ans. Cela ne sera pas le cas de la génération qui arrive, faut-il le souhaiter, pour elle-même et pour ceux et celles qui auront à recevoir ses services. Commençant dans la précarité et dans un climat général d'insécurité, son sort ne devrait qu'aller en s'améliorant.

Les aînés qui quittent avaient bénéficié autrefois de l'emploi ouvert, ils ont maintenant devant eux la retraite ouverte. Sans doute est-ce une première et

une dernière dans l'histoire que ces prises de retraite massives à un âge où l'on a devant soi une tranche de vie de 25-30 années. Que feront ces 31 000 personnes soudainement « libres » et retournant à la vie civile ?

On disait, en planifiant ce remue-ménage, vouloir diminuer les « coûts de main-d'œuvre », profiter de l'occasion pour alléger l'appareil bureaucratique et faire de la place aux jeunes. Or à peine 10 % des nouveaux retraités sont des fonctionnaires ou des hauts fonctionnaires, ce qui fait que l'appareil étatique va maintenir toute sa force de contrôle. Par ailleurs, un grand nombre de postes resteront vacants : des infirmières, aides-infirmières, psychologues, orienteurs, orthophonistes, orthopédagogues, aides pédagogiques, bibliothécaires, archivistes, etc., dont les services sont pourtant déterminants à l'école ou dans les différentes institutions sociosanitaires, ne seront pas remplacés. C'est donc dire que sur le terrain, là où se vivent les problèmes des personnes dans le besoin, la situation précaire existant déjà depuis quelque temps risque de se dégrader encore davantage. La somme de travail requise reposant désormais sur moins d'épaules, il s'en suivra stress et frustrations. Qui en souffrira alors ? Peut-on impunément démolir aussi brutalement un lourd édifice pour tenter par la suite, tout aussi rapidement, d'en reconstruire des pans, sans risque de failles majeures dont vont souffrir avant tout les enfants, les jeunes, les malades, les personnes âgées ?

Si les milieux de travail auront à vivre avec les conséquences des ruptures en train de se faire, mémoire, savoir-faire, expérience ne seront pas mis au rancart pour autant. Active a été cette génération qui quitte le travail, active elle le demeurera.

Libérés désormais des contraintes administratives et des soucis pécuniaires, ces femmes et ces hommes nous apprendront peut-être qu'il n'y a pas que le

travail salarié et organisé qui puisse donner du sens à la vie. Comme elles s'étaient fortement attachées à leur travail en le professionnalisant, ces personnes pourraient, en recadrant leur existence, valoriser d'autres activités tout aussi structurantes. Des rencontres informelles ici et là avec des collègues, d'ex-collègues, des ami(es), permettent de faire avec optimisme un certain nombre de suppositions... à défaut de certitudes. Sans prendre ses rêves pour des réalités, on peut tenter, avec curiosité, d'anticiper les effets sur la vie sociale du brassage actuel.

Il est déjà connu que nombreuses sont les personnes qui ont déjà été sollicitées par les agences privées de services sociosanitaires, souvent américaines, lesquelles n'ont pas mis de temps à voir, dans la conjoncture actuelle, une demande à satisfaire de façon fort lucrative. Déjà réquisitionnées parce que dotées d'une longue expérience, ces nouvelles retraitées pourront y travailler sur appel et... à bas salaire. Ce faisant, elles contribueront à installer la précarité dans un secteur qui en avait été jusqu'alors en partie protégé. Et, ce qui est plus déplorable encore, elles prendront la place de jeunes diplômés qui, eux, se retrouveront pauvres et sans travail au début d'une vie professionnelle et sociale.

On peut supposer en outre qu'un petit nombre de ces 30 000 retraités occupera son temps désormais libre à gérer son portefeuille d'actions, voyagera à longueur de journées sur Internet pour trouver les meilleurs placements possibles ou... continuer de s'instruire.

Pour les autres, et c'est la plupart, ce sont de projets d'activités à caractère social et culturel qu'elles parlent, en dehors de toute carrière ou prolongement de carrière. En agissant ainsi, ces femmes et ces hommes démontreraient peut-être alors autour d'eux qu'il y a d'autres modes d'insertion sociale que le travail salarié, que le temps et l'esprit peuvent se structurer tout autant en dehors qu'à l'intérieur

de la vie professionnelle, laquelle n'est toujours qu'une facette de l'identité personnelle.

En plus de permettre de relativiser la place du travail salarié, ces personnes seraient bien placées pour démystifier la place du politique et de la politique auprès de leur entourage. Durant toutes ces années où l'État interventionniste a été le principal créateur de lien social, elles n'ont souvent été que des exécutantes. Mais elles ont néanmoins appris des choses aussi importantes que les liens à établir entre des besoins et des ressources, elles ont appris à parler, discuter, s'organiser, imaginer des stratégies, des alliances, conjuguer des forces. Ce faisant, plusieurs se sont familiarisées avec les diverses ressources locales existantes (CLSC, nombreux groupes de soutien en alphabétisation, pour femmes battues, pour ex-psychiatrisés, etc.). Et beaucoup ont eu à développer des rapports politiques avec l'État, qu'elles ont su à l'occasion interpeller, ce qui n'est pas rien. On peut supposer qu'étant actives d'abord au sein des communautés naturelles que sont la famille, la parenté, le voisinage, la proximité, elles les aideront à se tourner vers le communautaire organisé et la sphère politique plus globale, ce qui veut dire se serrer les coudes dans la vie quotidienne tout un exigeant des gouvernements un meilleur partage de la richesse. La réappropriation de savoirs qui avaient été oubliés et confiés à d'autres, la connaissance des ressources disponibles dans un milieu et les voies pour travailler à leur amélioration peuvent contenir les germes de liens sociaux nouveaux, à la condition que disponibilité et capacité de prise en charge ne viennent pas renforcer et cautionner un État qui tend trop facilement à se déresponsabiliser.

Les limites de la solidarité assumée principalement par l'État interventionniste ont été maintes fois désignées : déresponsabilisation des individus, lourdeurs bureaucratiques, absence de liens personnalisés avec des êtres significatifs. La solidarité assumée à

l'intérieur des familles et des groupes d'amis connaît aussi ses limites : l'enfermement dans l'action palliative, qui ignore les causes des problèmes. Pour ce qui est de la charité, de l'assistance d'avant l'État-providence, n'en parlons pas...

La véritable solidarité, celle qui peut naître d'une synergie entre les milieux de vie et les sphères plus lointaines du communautaire et du politique, ne serait-elle pas la base d'un modèle nouveau de vie sociale ?

Il y a beaucoup de « si », d'interrogations et de conditionnels dans la seconde partie de ce texte qu'il serait intéressant de conjuguer un jour au présent, dans quelques années, ou au passé dans quinze-vingt ans, « le temps historique d'une génération » pour reprendre une belle expression de Jorge Semprun. Si le retard qui nous guette à l'horizon était bien davantage un retard social qu'un retard technologique ou économique ? Car il est un paradoxe de notre époque : à mesure que se réalise l'intégration des liens économiques partout sur la planète, nous assistons à une fragilisation et une dislocation du social. La logique économique actuelle a besoin, pour s'installer avec force, des déracinements reliés aux déplacements de populations qui suivent capitaux et travail ainsi que de la faiblesse des institutions sociales locales. Des êtres atomisés, des lieux d'appartenance éclatés, cela ne permet-il pas, à court terme du moins, une domination économique et politique plus efficace sur les individus et leurs lieux d'appartenance ?

Refaire le tissu social à partir d'en bas, permettre aux bases identitaires et culturelles de se consolider, n'est-ce pas un bien lourd fardeau pour celles et ceux qui souhaiteraient certainement prendre maintenant un peu de recul et de repos bien justifiés ? C'est tout un programme, pourrait-on dire !

Parce qu'il peut s'opérer une brèche vers de nouveaux rapports sociaux, pourquoi ne pas miser, avant tout, sur le pouvoir qu'a une société de se mettre en mouvement à partir de ce qu'elle est et de ce qu'elle fait ? Et, en dépit du discours néolibéral qui tend à nous convaincre que compétition et lutte pour la vie sont incontournables parce que partie intégrante de notre nature humaine profonde, voir plutôt la coopération, l'entraide, la solidarité comme des forces déterminantes de survie et d'épanouissement pour l'être social que nous sommes. Tout en sachant, de façon bien réaliste, que tout ceci ne pourra être mis en place le mois prochain ou dans six mois. Qu'il s'agit plutôt d'une longue et patiente construction à commencer maintenant...

PIERRE MILOT

Baisers volés

Dans la chambre claire d'un des hospices de notre modernité, une infirmière se préparait à administrer le protocole du « toucher affectif » à une petite vieille, grabataire, édentée et plissée. Une composition de nuages venait de laisser s'échapper son cristal sonore contre la vitre de la fenêtre, sans que la lumière de l'averse, tamisée par le store vénitien, ne pénètre l'espace cubique.

L'infirmière s'approcha donc de la petite vieille, la nomma, puis se nomma, avant de s'asseoir près du lit : ensuite, elle lui prit la main et commença la séance d'affectivité, selon un protocole comportant dix phases à respecter pour chaque séance de dix minutes, et dont le registre de l'institution enregistrait les occurrences deux fois par jour. L'objectif de l'intervention étant d'amener une infirmière (effectivement affectée au « toucher affectif ») à porter une caresse au visage de chaque petite vieille grabataire en hébergement dans le réseau des institutions publiques. Selon le principe universel et systémique de la science moderne en acte. Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, de l'autre côté de la structure de verre encastrée dans le mur de la chambre.

Une information télévisée devait apprendre à l'opinion publique qu'un de ces hospices modernes

était disparu dans un brasier. L'énergie propulsive des engins de pluie chimiques n'ayant pas déversé sa matière avec assez d'efficacité et d'efficience, le bâtiment avait été traversé par des flammes ténébreuses, laissant derrière elles les cendres d'une petite vieille. Son dossier médical indiquait que, jusqu'au jour de sa mort dans sa chambre crématoire, l'affectivité de la petite vieille était demeurée *opérationnelle* (selon le concept opératoire en usage dans le langage de l'administration publique).

De cette désolation, la seule consolation qui me vint alors à l'esprit, c'est qu'il ne s'agissait pas de ma mère, qui dormait encore doucement dans les draps roses et noirs du lit de sa chambre, près de la mienne. Depuis qu'elle est morte, un soir de bruine, il arrive que les ruines de ses yeux se réaniment dans ma *mémoire*, comme de la *poussière d'étoiles*.

MADELEINE GAGNON

Utopies pour le XXI^e siècle

C'est en ma qualité d'écrivaine qu'on m'a demandé de venir parler à ce colloque.[1] Pour un écrivain, parler bien de quelque chose veut dire d'abord écrire. Parler bien, c'est-à-dire, être au plus près d'une vérité singulière, quel que soit le sujet. Être au plus près d'une vérité, c'est tenter d'en débroussailler les chemins et contours avec les mots. Depuis des mois que je pense à ce colloque, un texte s'est lentement écrit dans ma tête. Un texte que j'adressais spontanément aux jeunes de cette fin de siècle. Aux jeunes en mouvement et en questionnements qui ont la capacité de penser le temps historique dans lequel ils se trouvent. Jeunes conscients de la conjoncture sociale qui est leur — et qui est nôtre — à ce moment précis où ils s'engagent dans leur vie d'hommes et de femmes. Jeunes qui auront atteint leur maturité dans le premier quart du XXI^e siècle. Jeunes d'ici et d'ailleurs que je connais en grand nombre.

* * *

J'en connais plusieurs, jeunes, parce que d'abord je suis mère. De fils qui ont autour de la trentaine.

1/ Le 3^e colloque Marcel-Rioux, organisé par la revue *Possibles* et l'Université de Montréal, a eu lieu le 14 mars 1997.

Ceux-ci ont des amis, des amies, des copains, des copines. Avec eux tous et toutes, il m'a toujours semblé primordial de maintenir un dialogue éclairé sur les enjeux sociaux qui façonnent le monde. Il me semble aussi que ce dialogue éclairé devient une priorité éthique en ces temps de bouleversements proprement angoissants qui touchent l'organisation mondiale du travail — et, par voie de conséquence, leurs perspectives à eux et à elles quant à l'organisation de leur propre travail, aux métiers qu'ils voudraient ou pourraient exercer. Je connais aussi des dizaines de jeunes, d'ici et d'ailleurs, fils et filles d'amis et qui éprouvent les mêmes tumultes, les mêmes craintes en ce qui a trait à ce qu'on nommait légèrement naguère : leur avenir. Quant aux étudiants, des universités surtout, à qui j'enseigne depuis quelque trente ans, c'est par centaines que j'en connais, depuis les derniers-nés des « babyboomers », en passant par ceux de la « génération lyrique », puis de la génération dite « X », puis de cette dernière, actuelle, qu'un de mes jeunes amis appelle « baby busters » (pour faillite, échec, crevaison, etc.), j'y reviendrai.

* * *

C'est à tous ces jeunes-là que je m'adresse. Les derniers rejetons de la « génération X ». Et les actuels, si je puis dire, ceux d'une génération qu'on pourrait appeler « sous-X » et que mon jeune ami Sébastien appelle les « baby busters ». À ceux et celles qui arrivent dans leur âge d'adultes au moment où les horizons sociaux semblent bouchés. Au moment où l'organisation mondiale du travail ressemble à un agglomérat d'autant de désorganisations locales. Désorganisations plurielles. Multiples. Complexes. Sur lesquelles les jeunes, dans leur ensemble, ont l'impression de n'avoir aucune prise. Au moment où la mondialisation du capital soumet le capital industriel, plus connu et mieux cernable, à cet autre, financier qui, lui, est sans lieu repérable, sans domicile fixe, sans visages et sans noms. Ethéré,

anonyme, virtuel, impalpable, intouchable, il a néanmoins le don de tout gérer — y compris le capital industriel et les désorganisations locales du travail. Devant ce monstre qui organise — ou désorganise — nos vies productives (de plus en plus improductives), je vois des jeunes soumis en masse à l'épreuve du sphinx. Certains sont sur le point de désespérer. De renoncer à se colleter à l'énigme. C'est à eux que je parle.

* * *

Depuis ces derniers temps, j'ai lu des textes de jeunes, dans les revues de combat ou dans les journaux. J'ai collectionné des articles écrits par des jeunes et publiés, pour la plupart, dans le journal *Le Devoir*. Ils sont lucides, ces jeunes qui passent à l'acte de la pensée écrite. Lucides et quelque peu désespérés. En constat général, ce désespoir est double : premièrement, ils réalisent que la précarité de leur main-d'œuvre à bon marché tend à devenir un phénomène permanent. Et une précarité permanente, ce n'est pas très heureux.

Deuxièmement, ils déplorent l'absence générale d'éthique sociale chez les porte-parole des générations bien nanties aux postes-chefs de la gestion du travail, tous domaines confondus. Quand on voit des vieux (ou plus ou moins vieux) tel Yvon Charbonneau qui s'écrasent et pilent sur leurs anciens principes, on les comprend. Yvon Charbonneau, député libéral et ex-président de gauche de la CEQ, ex-enseignant de surcroît qui, devant les jeunes loups arrivistes de son parti, n'a pour seule réponse quand ceux-ci s'en prennent à la sécurité d'emploi de la fonction publique que des raisons parlementaires ou électoralistes. À ces jeunes-là, réactionnaires, Yvon Charbonneau n'a cure d'expliquer les raisons politiques qui les ont fait négocier, lui et d'autres, au cours de la décennie 1970, ce qui constituait la seule et unique part d'un capital puissant, sous la forme d'une sécurité d'emploi pour des

travailleurs œuvrant au sein des appareils d'État. Il ne leur explique pas non plus, ce qu'il sait pourtant trop bien, que l'État, quel que soit le parti au pouvoir, c'est quand même ce qui, en nos contrées, cautionne le capital financier débridé. Cautionne et devient même, sous la fiction démocratique, le levier central des désorganisations locales du travail. Levier central d'une non-redistribution des incommensurables richesses. J'ai lu récemment, comme tant d'autres, *L'Horreur économique* de Viviane Forester. Constats d'horreur, en effet, à ce chapitre.

J'ai voulu le faire lire à quelques jeunes amis. L'un d'eux, bardé de diplômes — ils sont savants, nos jeunes quasi-désespérés —, l'un d'eux a feuilleté le livre et m'a dit : « Non, je veux pas lire ça. J'en ai assez d'horreurs. Je m'en vais au Mexique. » Ce qu'il fit, pour cette saison. Celui-ci, c'est Christophe. Pour tout dire, c'est mon fils.

* * *

Je sais que ces jeunes qui m'entourent de loin ou de près et qui constituent cette mosaïque humaine qui est mienne ces années-ci, je sais qu'ils ne sont pas déprimés au sens clinique du terme. La plupart sont même heureux. Ils fourmillent de projets et de rêves. Certains vivent l'amitié et l'amour, avec une solidarité intersexuelle et intrasexuelle formidable que nous connaissions peu à leur âge. Quelques-uns se risquent même à faire des enfants et à fonder une famille, comme on disait de mon temps. Mais cette famille n'est pas mononucléaire de toute éternité — et grand bien leur en fasse. Non, ils ne sont pas déprimés. Ils sont socialement désespérés et je les comprends. Nous devons les comprendre. Accueillir leur désespoir politique. Savoir que sur ce désespoir-là, ils et elles sont en train de construire des édifices dont, pour l'heure, l'architecture nous échappe et les dépasse aussi en quelque sorte, le désespoir, par définition, n'offre jamais de lendemains qui chantent. Plusieurs de ces jeunes appartiennent,

comme nous, à cette « communauté inavouable » dont parle Maurice Blanchot. Communauté inavouable et irrepérable de sujets en mouvement et en lutte dans une vaste machine à profits qui, ces années-ci, semble avoir raison de toute œuvre créatrice, tous domaines réunis.

* * *

Une amie, peintre et psychologue québécoise vivant à Paris et dont les quatre enfants dans la vingtaine avancée et la jeune trentaine vivent au Québec, m'écrivait récemment — suite à sa lecture de mon texte *Désœuvrement* (paru dans le récent numéro du printemps 1997 de la revue POSSIBLES) —, elle m'écrivait ces mots que je vous cite : « Comment comprendre cette impossible transmission de la vie chez certains fils — et ce si difficile ancrage de l'amour dans le monde actuel ? Comment comprendre que notre monde refuse l'œuvre — quelle noirceur habite notre fin de siècle — quel aveuglement ? » Oui, Lisette, comment comprendre. Me reviennent à l'esprit ces mots de l'écrivain Robert Lalonde, entendus l'autre jour à la télévision. Il faut malgré tout, disait-il, « se maintenir en état d'espérance ». C'est aussi ce que déclarait Jean-Pierre Ronfard, dans une interview publique récente ; lui qui disait en avoir ras-le-bol des prophètes de malheur sur l'actuel désespoir des jeunes ; lui qui, de sa pratique théâtrale avec les jeunes, témoignait de leur immense vitalité, vigueur à l'œuvre et créativité. Mais pour les quelques-uns qui œuvrent avec entrain et rémunérations adéquates sur les scènes du spectacle, d'autres, nombreux, attendent des issues compensatoires et régénératrices de sens. De sens à leur métier rêvé. De sens à leur vie. À tous ceux-là, je réitère ce « maintien en état d'espérance », à travers le désespoir ambiant et le leur. Quel que soit le champ où ils œuvrent — ou désirent œuvrer —, je me permets d'extrapoler à partir de mon terreau de travail à moi, citant le grand philosophe contemporain du désespoir, Cioran ; citant cette phrase semée

ici et là dans mes écrits et qui peut s'appliquer à toutes les disciplines humaines de travail : « J'écris parce que les montagnes ne savent pas rire, ni les vers de terre chanter. » À tous ces jeunes qui connaissent précarité d'emploi et désœuvrement, je dis qu'il est sans doute temps d'une deuxième Révolution tranquille. Oui, une révolution tranquille, sans violence, avec calme et intelligence — celle que le Québec a inventée et que les jeunes pourront nommer autrement. Mais cette fois, elle sera globale : mondiale, internationale. Aucune révolution du monde du travail et de l'œuvre ne peut désormais se concevoir sans qu'elle ne soit une réponse adéquate à la mondialisation du capital. Toute proposition d'organisation du travail collectif — et de l'œuvre individuelle — ne peut s'exprimer sans une stratégie concertée de questions adressées à la mondialisation du capital et à la désorganisation locale endémique du travail. Je cite Hélène Orfy (que je ne connais pas) et qui écrivait dans un article « À la jonction des X et des Y » (publié dans *Le Devoir*, le 19 février dernier) : « Pendant qu'une génération propose de nouveaux rêves, l'autre dispose du (libre-arbitre) de les accueillir ou de les ignorer. Ceux qui choisissent de les accueillir font le pari de rester jeunes de cœur. Tel est le mien. Et heureusement, je ne suis pas seule à bord de la navette. » Navette qu'elle nomme AVANTI. Ça m'a rappelé l'« Avanti populo », internationale italienne de la fin du XIX^{e} siècle.

* * *

Outrepasser le cap du désespoir ambiant, maintenir l'état d'espérance, inventer : tel me semble être le ferment de cette seconde révolution tranquille mondiale des jeunes. Il y a des indices tout autour. Je prends comme exemple ce Carrefour-Jeunesse du Plateau Mont-Royal où, avec bien peu de moyens financiers, les jeunes en mouvement s'adonnent à penser le social, à s'organiser, à œuvrer. Je cite aussi ce jeune et talentueux metteur en scène de

33 ans, Dominic Champagne, (*Cabaret Neiges noires* et *Lolita*) que j'entendais hier à la télévision tenir de merveilleux propos. Les « neiges noires » sont pour lui la métaphore de toutes les morosités, dominations, exploitations et des assujettissements de l'heure. Les jeunes doivent les inventorier, les analyser, les explorer, disait-il. Mais « au-delà du cynisme et de la désillusion », ce sont ses mots, avec ce qu'il appelle la « fureur joyeuse ». Fureur joyeuse. Sans bombes et sans fusils. Avec la saine rage lucide de l'analyse du marasme économique et politique. Et la joie de la mise à l'œuvre et de l'œuvre de vie. La mise à l'œuvre n'est pas le seul fait des artistes. Tous les domaines de la connaissance doivent maintenant s'ouvrir à la « fureur joyeuse ».

* * *

Nous connaissons l'actuelle croisade d'Yves Michaud contre le capital des banques. L'automne dernier, lors d'une conférence de presse, celui-ci déplorait qu'on le laissât tout seul devant ces gigantesques moulins tel un Don Quichotte des temps modernes. Où sont les jeunes MBA qui viendraient m'appuyer ? disait-il. Comme dirait le chanteur Renaud : « Ousqu'y sont », dans cette affaire, les jeunes diplômés qui ont les outils pour comprendre et la vigueur pour dénoncer ? Commentant les propositions d'Yves Michaud à l'encontre des nouveaux maîtres et seigneurs du monde, le journaliste Robert Dutrisac du *Devoir* concluait ainsi son article : « Yves Michaud se demande aujourd'hui pourquoi il lui revient à lui de mener cette bataille, lui qui n'est pas un financier. "Pourquoi moi ? Pourquoi un journaliste ? Pourquoi pas les grands MBA ?" Ceux qui savent se taisent, ajoutait Dutrisac. Et s'appesantit le silence des requins. » Pour percer le mur du silence des requins de la finance, je ne vois que les sons bien orchestrés des jeunes MBA qui, eux aussi, savent et se doivent de joindre la nouvelle symphonie de la « fureur joyeuse ».

* * *

Devant l'un de ces jeunes, Sébastien dont je vous ai parlé et à qui je faisais part de mes songeries en la matière, retrouvant mon esprit combatif syndical des bonnes années (il venait d'ailleurs de me fournir de vive voix une analyse très intelligente et bien documentée de l'ensemble du présent tableau économique et politique), écoutant ses propos enflammés je me sentis autorisée à dire : « Pourquoi ne vous regroupez-vous pas ? Pourquoi ne pas mettre sur pied des cercles de réflexion et d'action, vous, les jeunes administrateurs virtuels, comptables et actuaires, vous qui savez ? » C'est là qu'il me répondit sur un ton de désenchantement trop bien connu : « Nous, on n'a pas la même force démographique que vous aviez dans ta génération. On n'est pas les "baby boomers", nous. On est les "baby busters" ». Les jeunes en faillite, donc. Les jeunes aplatis. Les jeunes écrasés. Je n'ai rien eu à rétorquer. Je suis restée bouche bée. Je me suis mise à rêver que la « fureur joyeuse » allait s'emparer du cœur de Sébastien et de tous les siens.

* * *

Je sais que la conjoncture actuelle est passablement décourageante pour les jeunes qui veulent exercer un métier pour lequel ils se sont formés. Le contrat social en voie de s'imposer partout sur la planète tend à amenuiser systématiquement les dépenses sociales et la protection de l'emploi. Les gouvernants de tous nos pays réduisent leur apport dans tout ce qui touche l'organisation du travail, la santé, l'éducation et la culture. Pendant que les capitaux prolifèrent à des vitesses prodigieuses et des profondeurs (ou des hauteurs) vertigineuses. Si j'avais trente ans en 1997, je me demanderais bien par quoi commencer. En plus des problèmes liés au non-travail (ou aux « jobines » aléatoires) pour une part effarante de la génération « sous-X » qui serait mienne, j'aurais à me préoccuper (et à désirer agir),

j'aurais à me soucier des problèmes suivants : la destruction organique de la planète, les réseaux, non moins planétaires, d'exploitation matérielle et sexuelle des enfants et des jeunes, la sujétion de millions de femmes de la terre. Et un *lumpenprolétariat* qui dépasse maintenant en nombre les salariés syndiqués du monde — ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'en prendre à ces derniers, comme cela a lieu présentement. Si j'étais jeune aujourd'hui, je saurais toutes ces choses. Et bien d'autres que le temps ne me permet pas d'énumérer.

* * *

Je sais tout ça, ces conditions réunies de désastre, pour utiliser un mot cher à Cioran ou au Blanchot des « communautés inavouables ». Je sais et je dis : rêvez, rêvons ! Nous avons au moins « le droit de rêver » (beau titre et beau livre de Gaston Bachelard). Rêvons ! Formons des communautés inavouables qui outrepasseront les frontières de nos ethnies, tout en protégeant les territoires menacés de nos pays souverains, petits et grands. Imaginons que ces communautés inavouables n'emprunteront pas toutes les voies, stratégies et tactiques des organisations politiques connues. Et qui, plus et mieux que les jeunes, peuvent innover en ces matières et nous les enseigner, à nous qui leur avons tant appris ? Les grands rêveurs socialistes de la fin du XIXe siècle, économistes, sociologues, historiens, philosophes et écrivains, n'avaient certes pu prévoir les issues déconcertantes sur lesquelles aboutirait le capitalisme industriel. Ces grands utopistes ont tout de même ouvert des voies et permis, même en ce jour, de nous glisser dans certaines brèches, par eux et elles, creusées.

* * *

Ces utopistes de la fin du XIXe siècle avaient tous pensé — et énoncé dans des formes variables — ce qu'ils appelaient une Internationale

des travailleurs. Pour répondre à l'Internationale des affaires gérant le monde. Rêvons, face à la mondialisation actuelle des affaires, une autre mondialisation : celle des jeunes en mouvement d'abord. Et avec eux et elles, celle des non-travailleurs. Mais cette dernière est impossible sans de solides appuis de ceux qui travaillent et sont organisés. Rêvons que des millions de jeunes à travers le monde tisseront des communautés encore indéfinies et sauront allumer, à leur façon, l'étincelle créatrice de la fureur joyeuse. Je terminerai en citant longuement, si vous me permettez, des extraits d'un article de Philip Resnick, paru dans le journal *Le Devoir* du 7 février dernier (heureusement qu'on l'a, ce quotidien intelligent !). Lui-même, Resnick, s'inspire abondamment d'un article du *Monde diplomatique* (janvier 1997) signé Ignacio Ramonet.

> Maintenant que les régimes marxistes-léninistes sont en train de disparaître, une nouvelle menace a pris place « reposant sur les dogmes de la globalisation et de la pensée unique (des régimes globalitaires), n'admettant aucune autre politique économique, subordonnant les droits sociaux du citoyen à la raison concurrentielle et abandonnant aux marchés financiers la direction totale des activités de la société dominée. Ces phénomènes de mondialisation de l'économie et de la concentration du capital, au Sud comme au Nord, brisent la cohésion sociale. N'est-il pas temps de réclamer la mise sur pied, à l'échelle planétaire, d'un nouveau contrat social ? »

Et Resnick poursuit, citant le Montesquieu de *L'Esprit des lois* (livre III) : « Les politiques grecs, qui vivaient dans le gouvernement populaire, ne reconnaissaient d'autre force qui pût les soutenir que celle de la vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de manufactures, de commerce, de finances, de richesses et de luxe même. » C'est Montesquieu qui parle. Et au XVIII[e] siècle. On dirait qu'il avait rêvé la fin du nôtre. Ainsi advient-il souvent des utopies

des intellectuels et des artistes. En rêvant, ils se trouvent souvent à dire vrai — et pour longtemps.

* * *

Jeunes du monde — et moins jeunes qui le sont de cœur —, rêvons. Où que nous œuvrions, malgré les désœuvrements singuliers. En sciences ou en arts, commençons l'œuvre par le rêve qui saura bien trouver les sillons pour couvrir la planète. Mais sachons, comme Montesquieu nous le rappelle, que ce que l'on nommait autrefois vertu doit revenir sur la scène de l'œuvre. Vertu, c'est-à-dire cette morale sociale et cette éthique singulière, individuelle et subjective qui sont ce qui manque le plus dans les raisons diverses gouvernant en ce moment le monde. Dans leur fureur joyeuse, si les jeunes commençaient à s'attaquer à la bêtise généralisée — payée à gros millions — qui court sur toutes nos chaînes télévisuelles privées et publiques, rêvons qu'ils imagineraient des façons locales qui, d'un pays à l'autre, auraient le don de se ressembler. Rêvons, qu'après la télévision, ils iraient partout ailleurs, semant rageusement et joyeusement et intelligemment la pagaille. Sans armes. Sans violence. Toute violence est un viol. Rêvons que la jeunesse de l'an 2000 saura nous étonner.





CLAIRE BEAULIEU
« L'UNE ET L'AUTRE »
1997, robes, organza et pastilles de nacre

POÉSIE ET FICTION

GEORGES AMSELLEM

De Babel à Varsovie

À la mémoire des insurgés du ghetto de Varsovie et des victimes de la barbarie du monde entier

Ils étaient tenaces et rebelles
Pires qu'au temps de Babel
Ils hurlaient une litanie
De Wagner sous la tyrannie

Les peuples heureux n'ont pas d'Histoire
Les damnés inventent l'avenir
Qu'ils s'acharnent à bâtir
En attendant le grand soir

Livrés avec mépris et malice
Par leurs voisins à la police
Au nom du père et du fils
Il n'y a pas d'amour sans justice

L'étude de la Thora et de la Loi
Au point de perdre la foi
Chassés par le maréchal du logis
Ni Kaddish ni ici-gît

Ils étaient en état de siège
Comme des rats dans un piège
À Varsovie, dans le ghetto
Tel du métal dans un étau

Pour les antisémites
Ils étaient un mythe
Pour détruire la mémoire
Aux camps et au crématoire

Leur haine était profonde
Puait des milles à la ronde
Dévorés par la bête immonde
Effacés de la surface du monde

Leur injustice était la légalité
Selon leur idée de l'humanité
Tout ce qui brille n'est pas or
Le blanc n'est pas toujours propre

En exil, dans la diaspora
Traités comme des parias
Tel Itzhak béhar Hamoriah
L'Holocauste, Ave Maria

Ils rêvaient dans leur tête
en deuil, comme aux jours de fête
Jérusalem était leur quête
L'année prochaine, peut-être.

Le départ des nomades

Pour les déracinés de plus en plus nombreux et qui ne sont pas toujours les bienvenus.

Nous partirons à l'aube,
Avant les grandes chaleurs,
Ce sera notre dernière nuit ici.

Nous fuirons les arpenteurs du territoire,
Les géomètres du temps,
Aux étranges regards.

Nous saluerons dans le silence de nos cœurs,
Nos hôtes de passage,
Qui nous ont accueillis,
Sans rien nous demander,
À l'arrivée comme au départ.

Nous emprunterons les grandes
et les petites routes,
Sans nommer personne,
Sans mot dire,
Sans crier gare,
Nous chanterons l'hymne à la Terre.
C'est encore loin le désert ?...

Dans cette quadrature du cercle,
Nous avons tourné en rond,
Vicieux à se mordre la queue,
Sans perdre la tête,
Entre la morale et le lucre,
S'est glissé le sacrifice.

Nomades et vagabonds de l'espérance,
Nous partirons alors vers le large,
Ailleurs, nulle part.
Nulle part, c'est encore quelque part.
C'est encore loin le désert ?...

Quand nous serons loin,
Que notre âme sera apaisée,
Nous entendrons l'écho de nos souvenirs,
Ramassés sur les chemins du hasard,
Ceux-là que nous avons toujours fréquentés.

L'avenir est dans nos pas,
Attendant les secrets de la prochaine nuit
Aux aguets du destin.

Le rêve claque au vent du sable à l'horizon,
Le désert n'est plus très loin !

Jardin de nuit

Vous et moi avons côtoyé les esprits,
Dans ce jardin, la nuit.

Je l'ai traversé, seul sans vous
J'ai rêvé.

J'ai marché sur le tapis des étoiles,
Ruisselait l'eau du ciel
Sur les bancs humides,
Occupés par des âmes liquides.

Me suis frotté aux fantômes,
Tapis, cachés dans les feuillages,
Venus prendre des nouvelles,
Par une nuit d'été,
Des humains qu'ils ont quittés.

J'ai vu l'âme, comme un cœur,
De ma mère, dans une fleur
De mon frère, fauché à la fleur de l'âge.

Mûrs à jamais, comme des fruits,
Dans un jardin d'Éden
Purs aussi la nuit.

LOUISE COUTURE

Mémoire

— « Ceci n'est pas à vendre », dit l'homme, « je l'ai reçu disons de manière fortuite... enfin il n'est pas question d'y mettre un prix », reprit-il, la voix sévère. Le débat est clos.

Vous êtes chez l'antiquaire. Vous cherchez l'objet rare. De petites choses insignifiantes ici et là vous semble-t-il. Au premier abord vous les regardez avec un sentiment d'indifférence. Elles ont été léguées dans le bric-à-brac d'un héritage. Vous les mettez de côté. Faces-à-main au verre dépoli. Bague d'enfant avec lettre gravée, montre de gilet et sa chaîne, lettres jaunies. Ces menus objets ont trempé dans l'histoire de votre vie, de votre pays. Avec les années ils sont devenus des objets d'art. Mais vous n'en savez rien. Vous n'avez pas la mire. Vous ne savez pas poser le regard avec perspective. Dévoré par l'ambition votre esprit est ailleurs prisonnier d'une civilisation de prêt-à-porter. Un univers plastifié. Mais il est des matériaux qui ont la vie dure, qui ne veulent pas mourir.

Sans vergogne vous balayez du revers de la main toutes choses qui n'ont pas d'utilités immédiates, l'éclat du jour ou la brillance on ne peut plus éphémère.

— « Ceci n'est pas à vendre, répéta l'antiquaire, il s'agit d'un souvenir... pieux ».

L'autre complètement hébété le regarda sans comprendre... Vraiment d'un autre âge, pensa-t-il...

Écrire

Écrire Non pas pour meubler le temps
Ni meubler le cœur
Écrire comme
l'on aurait l'oreille absolue
En urgence d'accueillir le regard d'autrui
comme
l'on capterait un son égaré
Dans un univers parallèle
À la limite de l'entendement
Écrire une vision d'avenir
comme un pont qui relierait
les rives asséchées
d'un genre
à peu près humain
d'un sang
auquel on accorderait du prix
d'une peau si douce
enfin
que l'on y voudrait
poser la main
sans aucune distinction
que celle de son propre cœur

Écrire
jusqu'à son dernier souffle
Parce que l'on aime
De toute éternité.

L'ailleurs

S'accrocher à une étoile.
Sur la terre comme aux cieux.
Je n'entendais ni ses frissons d'aurore
Ni sa moindre mélopée.

Là-haut
Dans ses atours
Elle scintillait vêtue de peu.
J'étais perdue dans quelque stratosphère
Constellée par mon chagrin
Je marchais en diagonale
Ignorée
Happée par l'insignifiance
Torturée de l'obscurantisme et de ma condition.

Le regard de l'étoile me guidait
À ses feux
Insensible
J'étais
Ailleurs
Dans un envers
Dans un endroit
Saurais-je le dire

S'accrocher. S'accrocher.
À la bouche, je n'avais que ce mot.

Le bonheur n'a pas de maître

Il faut l'empoigner quand il passe
en hurlant
sa foi — sa douleur —
ou n'importe comment

À bras-le-corps
À la force du poignet
Au vol de l'instant.

Un signe
quelquefois surgit

De la voix
Du regard
De l'intérieur
Ou simplement
De l'abîme.

MICHEL BÉLAND

Il faut des mots

Il faut des mots il faut des mots
Au dire de la traversée
Du langage de l'inaudible
Il faut des mots il faut des mots
À désamorcer les secondes
De l'intrigue de l'essence
Il faut des mots il faut des mots
À saisir intact
Son propre silence

Le jeu muet de ton regard
En dit plus long que ta parole
Et t'observer c'est t'entendre car
Ton corps s'exprime en paraboles

Au métier des sens se tisse
Le fin vêtement de l'apparence
De l'illusion à l'évidence
Les complices sont en coulisse

Elle

Visuelle odorante
Vibrante
Sensuelle étonnante
Vivante

Composante étoilée
« Explosante fixe »

Crèvecœur

C'est une lune toute pleine
Dans le feuillage de la nuit
C'est le vent pleurant dans mes veines
La sève triste de l'ennui

C'est une vague sans rivage
Où aller mourir en écume
C'est le vent sentant le naufrage
D'un cœur brûlant qui se consume
C'est de ne comprendre que la moitié des choses

À la semaine

soir et matin
savoir et refrain

Le lendemain du même jour
Fric et fric et fricassée
L'évolution d'un même parcours

Ce n'est certes pas la destinée
De la liberté

Belle bouée belle bouée

Extra Extra

les dernières nouvelles

Il n'y a pas de vérités qui tiennent
Bien longtemps sur un amas de carcasses
Pourtant aux noms des dieux des lois des races
Que de tueries de malheurs et de peines

Nous

Nous élaborons sur le tableau noir de la
page blanche
L'essentiel des équations et lois de la parole
franche

D'où viens-tu désir
Où vas-tu mourir
Et entre les deux
Quel est donc ce feu
Qui en moi se fixe
En attente du phénix

À la soumission aux désastres
Aux partis pris des conceptions
S'oppose
Le délire expansif
De l'instant dimension

La réalité n'est qu'une fragilité
Le néant élégant de l'illusion imaginée

STÉPHAN KOVACS

Un matin l'autre

La nuit dernière, fort mauvaise. C'est toujours comme ça à la veille d'un départ alors qu'il faut se lever tôt. Pour faire exprès on arrive difficilement à s'endormir et lorsque finalement on réussit, des songes étranges viennent perturber le reste de la nuit. Je me réveille à l'heure, tout de même. Dimitri, le patron de l'hôtel, est bien venu frapper à ma porte ce matin vers cinq heures tel que promis, mais peut-être le fait que j'en doutais un peu n'a pas aidé non plus.

Il faisait encore noir à cette heure et la lampe que j'allumai, à l'aide de sa chaînette pendue au-dessus de mon lit, cracha avec violence sa lumière artificielle sur les murs jaunâtres de ma chambre, faisant ressortir le petit côté sordide de l'endroit. J'avais peine à croire, dans toute l'évidence que la cruauté de l'éclairage mettait ostensiblement au jour, que ce réduit mansardé où j'avais passé la nuit pût être qualifié de chambre. Bah ! j'y avais bien survécu, l'important étant de ne pas trop s'y attarder.

Encore à moitié endormi, je rassemblai tout mon courage pour m'extraire des bras affectueux de mon lit : la journée allait être chargée, d'autres horizons m'appelaient. Je m'activai donc pour donner suite, m'élançant d'un bond jusqu'au minuscule lavabo

qui était accroché comme un bénitier à une triste colonne obstruant la seule fenêtre donnant sur l'extérieur. Extérieur qui, précisons-le, ne se limitait qu'à un mètre environ avant d'aboutir sur un autre mur délimitant l'espace clos d'un puits de lumière, sombre à ce moment-là il va sans dire.

Je m'aspergeais généreusement le visage, commençant mon petit rituel quotidien à une nouvelle mise au monde, lorsque je remarquai, à travers le flou du dégoulinement de l'eau sur mes yeux, la lueur d'un nouvel éclairage surgissant des profondeurs obscures du puits de lumière qui s'accompagna aussitôt du bruit confus d'un autre réveil matinal comme le mien. Très vite, les sons devinrent plus présents, montant aisément jusqu'à moi par la résonance des parois étroites, et je pus entendre le murmure languissant de paroles échangées sans toutefois clairement les comprendre, assourdies par le secret de leur intimité. Un couple s'attardait amoureusement au lit, prolongeait le bonheur de l'alcôve en roucoulant d'aise avant un départ certain pour une aventure encore plus merveilleuse. Mon imagination était débordante dans la solitude matinale qui caractérisait mon état et j'avoue que pendant un bref instant, l'espace d'une image lointaine entraperçue, je les enviai un peu.

Je les laissai bientôt à leur histoire, qui de toute façon s'estompa d'elle-même avec des gloussements de plus en plus étouffés, et repris ardemment le cours de mes petites affaires en me brossant les dents avec une application presque maniaque, les astiquant chacune à son tour comme s'il s'agissait de pierres précieuses. J'en avais toute une rivière.

Le ton monta tout à coup, me détournant par sa véhémence de mes ébats aquatiques. Les roucoulements intimistes qui avaient accompagné leurs tendres câlins du début, brusquement faisaient place à des altercations impétueuses qui volaient en éclats pour venir se répandre avec fracas jusqu'à ma

chambre. L'idylle dégénérait en dispute. J'interrompis momentanément toute activité et tendis l'oreille à travers le chambranle de la fenêtre.

Je ne pus saisir les premières invectives lancées tout de go avec hargne, mais dans le débordement retentissant des paroles qui suivirent je crus reconnaître pour la première fois le vocabulaire — combien riche et familier —, moi qui depuis le début étais persuadé d'avoir eu affaire à des étrangers. Tiens ! des compatriotes ? Il faut avouer que, jusqu'ici, tous les sons qui s'étaient immiscés dans ma petite routine matinale avaient été compréhensibles au-delà des mots. Mais voilà justement qu'à cet instant même où le langage changeait de forme et qu'il aurait dû, selon toute probabilité, rétablir ses frontières, à ma grande surprise il devenait encore plus explicite, bien lisible, là comme sur un étendard au beau milieu de ma chambre.

Plus d'erreur possible, ni moyen d'y échapper ; c'était une vraie belle dispute, la dispute d'un couple de Français. Mais quelle en était donc la cause ? Impossible pour le moment de me prononcer. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'avaient pas la langue dans leur poche, et même l'heure indue — presque tout l'hôtel devait dormir encore — ne pouvait freiner leur ardeur à cette effusion d'injures. Quel peuple tout de même !

« Conasse ! »

C'est le mot qui revenait le plus souvent, retentissant comme le bruit sec et précis d'un coup de feu dans la mêlée. Sans doute avait-il d'abord été prononcé par lui, mais je n'avais pu cependant l'entendre dans la confusion initiale. N'empêche qu'il l'avait lâché ce vilain mot — bien mal lui en prit —, et elle n'avait pas tardé à le reprendre, l'infâme vocable ; elle le répétait et le répétait sans cesse — triste litanie —, le lui remettait inlassablement sous le nez, tellement offusquée d'en avoir été désignée. Et malgré tous les efforts qu'il pouvait

déployer afin de se faire pardonner, usant de toutes ses ressources de séduction, voulant désespérément retirer sa parole — elle lui avait échappé —, rien n'y faisait, plus rien ne semblait pouvoir apaiser les foudres de cette femme blessée dans son orgueil, méprisée.

Comme tout cela prenait une malencontreuse tournure ! J'arrivai, néanmoins, à démêler peu à peu la cause initiale de leur malentendu parmi les bribes de leurs nombreux échanges qui se jouaient sur toute la gamme des émotions et qui, à certains moments, s'embrouillaient même de quelques sanglots. Tout s'était déclenché, à en croire leur récapitulation déchirante et laborieuse des faits, à partir d'une question de bagages emportés pour leur séjour à l'étranger. Le sujet avait été mis sur le tapis, jeté comme ça innocemment à l'aveuglette, peut-être même entre deux baisers langoureux, mais avait pris subitement des proportions insoupçonnées. Évidemment, comme tout bon mâle qui se respecte, il lui avait reproché d'en avoir apporté beaucoup trop — vous connaissez les femmes ! — et, un peu bêtement, sans que personne ne put voir venir la suite, tout s'était rapidement envenimé, les réflexions plus ou moins vagues sur le sujet s'étaient affermies dans la foulée, mettant le feu aux poudres, et sa langue avait fourché.

Mais l'injure était trop forte, impardonnable. D'autant plus, comme elle le lui dit si expressément, qu'elle avait fait un tel effort pour ne pas trop se surcharger, emportant le strict minimum, avec comme seule fantaisie quelques petites robes mignonnes pour les occasions où... Elle lui répliqua même à un moment donné — et qui fut il me semble le point culminant de tout leur démêlé —, qu'elle avait eu honte en tant que femme d'avoir si peu de bagages à l'aéroport tant et si bien que c'était toutes les femmes qu'il avait ainsi bafouées. Et vlan !

L'argument était costaud, prenant tout l'auditoire par surprise. Comment ne pas compatir à une telle

humiliation, mais surtout que répondre à cette vérité pour le moins singulière sans encore une fois heurter les susceptibilités. J'avoue qu'en ce qui me concerne — mais après tout étais-je bien concerné ? —, je ne pus m'empêcher de rire dans ma barbe dont j'étais justement sur le point de raser les nouvelles pousses de la nuit précédente, et je me sentis bien léger tout à coup de ne pas avoir à affronter la suite. Mais lui, lui le pauvre...

Il y eut une petite accalmie à partir de ce moment-là, et plus un son ne monta jusqu'à ma chambre. Avaient-ils retrouvé la mesure appropriée à leur intimité ? Toujours est-il que j'en profitai pour réintégrer la mienne, les oubliant un peu, vaquai avec un redoublement d'énergie à tous mes préparatifs ; le temps filait. Lorsque j'eus terminé ma toilette, le visage bien bichonné, rassemblé toutes mes affaires et bouclé ma valise, fin prêt, je ne pus m'empêcher cependant de retourner à la fenêtre avant de prendre congé.

Avaient-ils rendu les armes comme pouvait le laisser présager la trêve qui avait cours ? L'incident semblait clos, à tout le moins stoppé sur sa lancée. Leurs roucoulades avaient repris, accompagnées du petit bruit sec et répété de baisers réconciliateurs qui montait faiblement jusqu'à moi. Il avait réussi, il avait bel et bien réussi à calmer la tempête, à désamorcer l'affrontement par quelque diversion. Chapeau !

Et voilà qu'un autre de ces accrocs de la vie conjugale, petite blessure d'amour-propre, se cicatrisait tant bien que mal par ce simple mais non moins célèbre petit geste de tendresse : le baiser. C'était à la fois touchant et un peu grotesque.

Je devais partir, prendre mon bateau pour les îles, abandonnant ce couple à leur histoire que nous avions partagée accidentellement, à travers les cloisons perméables d'un hôtel de transit, dans cet

espace limité d'un réveil. Et je quittai ma chambre convaincu que ce court épisode de ma vie allait bientôt se perdre et disparaître dans les limbes du passé, rejoindre le long chapelet des anecdotes vite oubliées. Pourtant, tout en descendant avec précaution l'escalier sombre et étroit qui devait me mener dehors, j'espérais intérieurement les croiser afin de pouvoir donner un visage à ceux qui, après tout, avaient accaparé mon réveil et ma curiosité.

Je m'arrêtai un court instant sur le palier du dessous mimant l'effort et la fatigue. Leur porte était juste en face de l'escalier, exactement sous la mienne, et laissait filtrer une faible lumière à travers la vitre dépolie. Tout était bien calme, sans le moindre bruit, et je continuai à descendre les autres étages jusqu'à la réception où je remis ma clef, un peu déçu de ne pas les avoir croisés, eux qui devaient avoir aussi un bateau ou un train à attraper. Tant pis !

Dehors, la lumière rosée de l'aube façonnait lentement la matière, construisant son œuvre. L'air était bon, les pavés résonnaient sous le pas dans les rues presque vides, et maintenant que j'étais mieux réveillé, je reprenais plaisir au mouvement des départs. Je repérai un petit café, à une centaine de mètres de l'hôtel, où un employé encore à moitié endormi achevait de lever son rideau de fer. Vraisemblablement c'était le seul établissement des environs ouvert à cette heure matinale, et la perspective de m'y voir attablé, savourant les délices d'un premier café accompagné peut-être d'une brioche bien chaude, ne rencontra aucune résistance.

Je déjeunais, tranquille, assis tout seul au comptoir du petit café vide, les pensées naviguant sans entrave au gré des expectatives agréables que j'entrevoyais pour ce voyage qui s'annonçait, quand un couple dans la trentaine entra en coup de vent. Mes pensées firent une embardée ; je changeai de cap brusquement.

Était-ce possible ? Non ! vraiment, la coïncidence était bien trop facile ! Je ne pouvais pourtant m'empêcher d'observer avec curiosité ces intrus qui, par leur irruption et malgré leur silence apparent, d'emblée occupèrent toute mon attention. En tout cas, à en juger par la taille tout à fait respectable de leurs bagages, il n'y avait pas de quoi fouetter un chat.

Ils restèrent un moment, impassibles et muets, à regarder le menu accroché au mur en face du comptoir. De plus en plus intrigué par leur présence, je prenais un malin plaisir à imaginer, à les imaginer. L'image que ce couple me renvoyait ici, à la lumière du jour dans ce nouveau décor, concordait-elle avec l'idée vague et imprécise que j'avais pu me faire d'eux ? J'avais peine à le dire, mais trouvais l'exercice intéressant et les observais avec toujours plus d'acuité, dans l'attente d'un signe révélateur. Il suffisait de pas grand-chose finalement, quelques mots à peine, entendre le son de leur voix, pour que je puisse les reconnaître et faire correspondre ou non l'image de ces deux êtres, toujours anonymes, à une familiarité secrète entre nous qui resterait, cependant, à jamais insoupçonnée par eux. La situation était des plus délicate et, littéralement suspendu à leurs lèvres, j'attendais avec impatience son dénouement.

C'est lui qui mit fin abruptement à toutes mes considérations spéculatives, s'adressant au serveur pour passer sa commande dans la langue du pays avec une aisance sans équivoque quant à ses origines. Il éloigna ainsi définitivement, de sa voix haute et assurée, ce qui aurait pu être un hasard des plus heureux, une occasion inespérée de satisfaire pour de bon ma curiosité. Sa compagne s'était maintenant assise juste à ma droite pendant qu'il attendait toujours debout près de la caisse, mais leur histoire, du même coup, perdit tout intérêt à mes yeux, et je repris la barre de ma rêverie tout en sirotant mon café bouillant, l'esprit voguant librement vers les flots bleus de la mer Égée.

« Comment ! Mais c'est pas un café au lait ça ! Tu sais très bien que je ne bois que du café au lait ! Ah ! vraiment, la journée commence mal ! »

Cette voix, ces intonations, je les avais déjà entendues, et combien de fois ce matin. Ils étaient là, c'était bien eux assis juste à côté de moi, à ma portée, et le temps se gâtait encore une fois. J'avais non seulement les paroles et la musique, mais l'image aussi, avec tout le détail des expressions, de ces amants qui à présent s'offraient tristement en spectacle. Lui, résigné, repassait tout penaud la commande au serveur pour tenter d'éteindre au plus vite cette étincelle qui risquait d'attiser à nouveau le feu de la discorde. Elle, dont les stigmates de la première insulte matinale ne s'étaient pas vraiment refermés, toujours à vif, fulminait de plus belle ; hostile pour le restant de la journée, peut-être même davantage... Et vogue la galère !

Heureusement nous ne formions pas équipage, et pour tout dire je commençais à ne plus les trouver drôles. Leur présence, ici dans le cadre restreint de la réalité, me mettait de plus en plus mal à l'aise, encombrant tout l'espace d'un climat de lourdeur. Comme on était loin de l'image idyllique du début. Ma curiosité me jouait un bien mauvais tour et de les voir, pour finir, n'ajoutait rien. N'aurait-il pas mieux valu, après tout, en rester aux conjectures libres et légères de mon imagination ?

J'en avais assez vu, assez entendu — je n'en avais d'ailleurs jamais tant espéré —, et m'éclipsai en douce, les laissant à leur petite histoire, retrouvant avec bonheur ma solitude. La lumière changeante du matin inondait à présent toute la ville d'une fine poussière d'or, et je marchais, je marchais dans cette belle lumière, seul, mais heureux. Ma journée en mer s'annonçait magnifique.

DOCUMENT

JEAN-GUY VAILLANCOURT

Le mouvement pour la paix au Québec*

Avec la fin de la guerre froide, l'émergence des problèmes environnementaux globaux et l'irruption de guerres meurtrières au Proche-Orient, en Afrique noire, dans l'ex-Yougoslavie et dans l'ex-URSS, voici que le mouvement pour le désarmement et la paix qui s'était développé durant les années 80 pour faire face à la course aux armements entre les États-Unis sous Reagan et l'URSS sous Brejnev semble en voie de disparition, du moins sous la forme qu'il avait durant cette décennie. Mais en fait, le mouvement pour la paix n'a pas vraiment disparu, il s'est plutôt transformé pour faire face à la nouvelle situation. Bien sûr, il y a moins de militants qui sont actifs actuellement dans le mouvement anti-guerre, mais il y en a encore plusieurs qui continuent à s'identifier à ce mouvement. Certains d'entre eux se sont recyclés dans d'autres mouvements sociaux semblables, comme le mouvement vert et le mouvement pour la défense de la démocratie et des droits humains, alors que d'autres ont réorienté leur action vers la lutte contre les nouvelles formes de guerre et de violence, et vers la promotion de la sécurité

* Ce texte a d'abord paru dans l'album-souvenir du 15e anniversaire de la revue *Option-Paix*, Hull, 1997, p. 13-16.

environnementale, le développement durable et la solidarité internationale. Mais avant d'examiner le nouveau — et somme toute assez modeste — mouvement pour la paix québécois des années 90, jetons un coup d'œil sur les trois incarnations antérieures de ce mouvement dans la période ayant suivi la Seconde Guerre mondiale.

Vers le milieu des années cinquante, on a vu se développer au Québec un mouvement contre l'utilisation des armes atomiques et contre les essais nucléaires dans l'atmosphère. Malheureusement, dès la signature du traité international d'interdiction des essais atomiques atmosphériques, en 1963, il y a eu une baisse importante des activités des groupes de paix un peu partout en Occident, y compris au Québec, où le mouvement avait quand même pris un certain essor, après avoir mis un peu de temps à démarrer après les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki.

La guerre du Viêt-nam a redonné au mouvement pour la paix un nouveau souffle à partir du milieu des années soixante. On peut dire que dès ce moment-là, le mouvement pour la paix québécois, assez diversifié idéologiquement grâce aux apports du mouvement étudiant et des « draft dodgers » américains, a repris un certain essor, mais avec la fin de cette guerre, le mouvement pour la paix se démobilisa de nouveau. Le plan de 1979 de l'OTAN en vue de moderniser les armes nucléaires déployées sur le sol européen, et l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan en 1980 ont fait renaître un mouvement pour la paix assez différent des précédents. Cette troisième vague post-1945 a duré elle aussi un peu moins de dix ans. Au Québec, elle a atteint son apogée entre 1982 et 1986, comme ce fut le cas dans plusieurs autres pays occidentaux. Durant la première moitié des années 80, une centaine de groupes sont nés ou se sont alors réanimés, formant des coalitions et des alliances et organisant des manifestations et des actions qui ont eu un impact

considérable sur l'opinion publique et même sur les dirigeants politiques. Plusieurs grandes campagnes, entre autres la Caravane de la pétition pour la paix, la campagne « Un F18 pour la paix », la campagne « La guerre n'est pas un jeu », la lutte contre les essais de missiles de croisière et celle contre les vols à basse altitude au Nitassinan, ont été menées par ces groupes durant les années quatre-vingt. Il y a eu aussi plusieurs grandes manifestations, entre autres celle de Montréal qui avaient lieu chaque année en octobre et qui permettaient d'évaluer la force du mouvement. Ce mouvement se distinguait du mouvement anti-bombe des années cinquante et soixante et du mouvement contre la guerre au Viêt-nam par des revendications plus nombreuses, plus variées et plus globalisantes. Sa préoccupation majeure était la course aux armements entre les deux superpuissances et le danger du conflit nucléaire et de l'hiver nucléaire qui auraient pu en découler. On peut dire de cette période des années 80 que ce fut l'âge d'or du mouvement québécois pour la paix.

Parmi les nombreux clivages que l'on pouvait déceler à l'intérieur de ce mouvement des années 80, celui entre non-alignés et alignés prosoviétiques a sans doute été le plus marquant, alors que les différences entre anglophones et francophones, entre hommes et femmes, entre non-violents et révolutionnaires, entre jeunes et vieux et entre les Montréalais et les militants des autres régions sont restées quand même latentes. Les alignés prosoviétiques étaient alors assez peu nombreux, mais ils étaient assez bien organisés. Liés au Conseil mondial de la paix d'Helsinki et à sa filiale le Conseil canadien de la paix, ils animaient une revue, *Zone libre*, et deux bulletins de liaison, *Québec-Monde* du Conseil québécois de la paix, et *Paix nouvelles* de l'Alliance pour la paix du Québec. Leur position était généralement celle du marxisme soviétique brejnévien, à savoir l'opposition à la guerre des étoiles, aux missiles de croisière, ainsi qu'à la militarisation de l'Arctique et à la collusion entre le

Canada et les États-Unis. Leur stratégie préférée était de racoler le mouvement syndical, la CEQ surtout, et d'essayer d'obtenir l'appui des instances de paix pancanadiennes en se donnant le plus d'importance possible au Québec. Ils ont rarement réussi ce tour de force, mais ils ne se décourageaient pas lorsque les non-alignés les reléguaient à une place plus modeste, correspondant davantage à leurs effectifs réels.

Quant aux non-alignés, ils s'inspiraient plutôt du Groupe européen pour le désarmement nucléaire END (European Nuclear Disarmament) et des Verts européens. Ils se dissociaient des deux superpuissances, et ils applaudissaient l'émergence de mouvements pacifistes indépendants en URSS et en Europe de l'Est. Ils mettaient de l'avant des revendications très larges concernant le Tiers-Monde, la protection de l'environnement et la défense des droits de la personne, en plus de lutter pour le désarmement et la reconversion industrielle, et contre le commerce des armes et les budgets militaires. Les non-alignés attiraient surtout les jeunes, les artistes, les étudiants, les écolos, les anarchistes ainsi que des progressistes libertaires, gandhiens et religieux, et des socialistes internationalistes.

La structure organisationnelle des groupes non-alignés était très souple et se basait sur la démocratie de participation plutôt que sur l'autorité bureaucratique et hiérarchique. Ils prônaient l'action directe et non-violente plutôt que les seules pressions sur les politiciens. De plus, les non-alignés faisaient spontanément le lien entre la lutte pour le désarmement et la paix d'une part, et les luttes féministes, écologistes et tiers-mondistes d'autre part. Le *Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence*, le groupe de paix québécois le plus dynamique (avec les Artistes pour la paix, qui est le groupe le plus nombreux), est la publication non-alignée la plus intéressante à l'heure actuelle, et son origine se rattache à cette tendance non-alignée des années 80. Son analyse est généralement axée sur les conséquences

écologiques, économiques, sociales et politiques néfastes de l'option militaire, sur la nécessité de développer des moyens de défense non-violents, sur l'appui aux revendications autochtones et sur la lutte au nucléaire civil et militaire. La revue *Option-Paix*, par ailleurs, a représenté durant plusieurs années un éventail assez large de points de vue pacifistes non-alignés, mais à partir du numéro d'automne 1990, elle a pris une nouvelle orientation plus large qu'on pourrait qualifier d'internationaliste de gauche. Durant les années 80, c'est dans ses pages que s'exprimaient les diverses orientations de la tendance pacifiste non-alignée. Elle demeure aujourd'hui, avec le *Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence*, la principale source d'information sur les questions de guerre et de paix pour la gauche québécoise.

Avec la fin de la guerre froide et surtout depuis l'irruption inattendue de la démocratie en Europe de l'Est, le mouvement de paix québécois, comme c'est le cas ailleurs, s'est retrouvé beaucoup moins souvent sur la brèche, mais il n'y a pas eu de démobilisation massive. Les groupes, ayant profité des années de lutte plus intense — spécialement des appuis reçus durant l'Année internationale de la paix en 1986 — pour s'institutionnaliser au moins minimalement, ont pu continuer leur travail, même si les appuis et les ressources ont beaucoup diminué. Le mouvement ayant remporté plusieurs victoires, il n'est pas surprenant qu'un certain nombre de ses militants aient décidé de passer à autre chose à partir de 1988. Plusieurs des militants des groupes pour la paix se sont recyclés, c'est le cas de le dire, dans le nouveau mouvement vert centré sur les problèmes environnementaux globaux qui a pris son essor au moment même où le mouvement pour la paix commençait à plafonner.

En effet, à partir de 1987 environ, les problèmes environnementaux globaux tels le réchauffement de l'atmosphère, les précipitations acides, la mort des

océans, les déchets toxiques, la déforestation, la désertification et l'amincissement de la couche d'ozone sont subitement apparus comme des menaces à la vie presque aussi dangereuses qu'une guerre nucléaire entre les superpuissances. En fait, de plus en plus de groupes perçoivent qu'il y a des liens étroits entre la crise de l'environnement, le mal-développement dans le Tiers-Monde et la course aux armements, trois problèmes qui n'ont pas vraiment cessé de s'étendre dans plusieurs pays du Sud. Des groupes comme Greenpeace, Développement et Paix et les Ami-e-s de la Terre, entre autres, qui relient les questions d'environnement, de développement et de désarmement, ont repris leur croissance à un rythme accéléré, après plusieurs années de relative accalmie. Toute une série de nouveaux groupes et de nouvelles coalitions font aussi leur apparition, et se situent d'emblée dans la ligne du développement viable (ou durable) préconisé par le rapport de la Commission Brundtland publié en 1987 sous le titre *Notre avenir à tous*.

La guerre dans le Golfe arabo-persique, celle qui a fait suite à l'invasion du Koweit par l'Irak de Saddam Hussein, a donné un regain de vie passager au mouvement anti-guerre québécois. Au début de 1991, il existait deux grandes coalitions contre la guerre, l'une appelée Échec à la guerre, formée des groupes de paix plus anciens, tels les Artistes pour la paix, des trois grandes centrales syndicales et de diverses personnalités, dont l'écologiste Pierre Dansereau, qui en a été le porte-parole à la conférence de presse du 23 janvier 1991, et l'autre appelée Coalition contre la guerre dans le Golfe arabo-persique, formée surtout de groupes d'étudiants des cégeps et des universités et de divers groupuscules de gauche, qui a pris des positions légèrement plus radicales et plus anti-américaines que le premier regroupement. Ces deux coalitions ont eu la vie brève, car aussitôt la guerre du Golfe terminée, elles n'ont plus donné signe de vie en tant que coalitions actives.

Après la guerre du Golfe, des groupes comme les Artistes pour la paix, la Coalition pour l'abolition de l'armée, le groupe Nos Impôts pour la paix, le Centre de ressources sur la non-violence, l'Alliance pour l'action non-violente, le Comité ZLAN (zone libre d'armes nucléaires) de Montréal, le collectif Pacijou, la Coalition contre l'OTAN au Nitassinan, une nouvelle Coalition des femmes pour la paix, et divers groupes anglophones de Montréal entre autres, continuent leur action, en centrant l'attention sur le gaspillage des dépenses militaires, sur le commerce et la prolifération des armes, sur la conversion des industries et des budgets militaires, sur l'objection de conscience et sur la militarisation de la culture. À l'automne de 1991, une large coalition de groupes de paix, de syndicalistes, d'écologistes, de féministes, de tiers-mondistes s'est formée, sous le nom de Coalition québécoise pour la justice sociale et la paix, pour exiger entre autres une réduction de moitié du budget militaire canadien et le transfert des sommes ainsi économisées vers la conversion industrielle, la santé, l'éducation, l'environnement, le développement durable sur le plan international, les arts, les groupes de citoyens, etc. De plus, une grande enquête populaire sur la paix et la sécurité a fait l'objet d'une tournée au Québec pour écouter le point de vue de citoyens sur les réformes à entreprendre dans les politiques de défense canadiennes, et la grande marche pour la paix du 27 octobre 1992 a porté sur le thème de l'art au service de la paix. Le mouvement pour la paix des années 90 est très orienté vers la culture et l'art, contrairement aux mouvements plus anciens qui étaient plus politiques.

En 1991 et 1992, plusieurs groupes de paix québécois se sont impliqués dans le processus qui a conduit au Sommet de la Terre de Rio. Bien que la Conférence officielle des Nations unies sur l'environnement et le développement ait complètement négligé de parler de paix et de désarmement, le sommet non officiel des ONG et des mouvements

sociaux a fait porter un de ses traités sur la question du militarisme, et ce sont des Québécois et des Canadiens qui ont été parmi les plus actifs dans la rédaction de ce traité.

Depuis 1992, des groupes comme le Centre de ressources sur la non-violence, Développement et Paix, les Artistes pour la paix (avec ses 600 membres), les éditions Écosociété, la Conférence mondiale des religions pour la paix, le Rassemblement pour un Québec sans armée, la revue *Option-Paix*, la Coalition canadienne pour la responsabilité nucléaire, la Coalition contre le champ de tir, Greenpeace, Impôts pour la Paix, les Clubs 2/3 (qui travaillent pour un monde écologique, pacifique et solidaire), la Coalition contre les essais nucléaires de la France, les Professionnels québécois de la santé pour la responsabilité nucléaire, les « Raging Grannies », la section québécoise de l'Alliance canadienne pour la Paix, la campagne contre l'expansion du nucléaire, Initiative Westmountoise pour la paix, Pacijou, Objectif : Paix, la Société-terrestre pour l'obtention de la paix de Chicoutimi, sont quelques-uns des groupes québécois qui continuent encore aujourd'hui de lutter pour une société non-violente et démilitarisée, pour une diminution des budgets militaires canadiens et contre l'importation de plutonium provenant du démantèlement des ogives nucléaires. Il est symptomatique que des femmes, des jeunes, des étudiants, des artistes, des syndiqués, des religieux et religieuses, des gens âgés, des Verts soient aux premiers rangs parmi les militants qui sont demeurés actifs et vigilants face aux nouvelles menaces de guerre et aux nouvelles formes insidieuses de commerce d'armement et de violence meurtrière. À l'ère de la globalisation et de la communication, des conflits locaux d'une férocité déconcertante continuent de surgir, à l'intérieur des États autant qu'entre de petits pays limitrophes qui avaient réussi à vivre dans une paix relative au temps de la guerre froide. Aussi longtemps que ces conflits persistent, qu'ils sont alimentés par un commerce

éhonté d'armes de toutes sortes produites dans des pays industrialisés et qu'ils risquent de dégénérer en conflits nucléaires et chimiques à cause de l'incapacité de faire cesser la prolifération de ces armes, le mouvement pour la paix québécois continuera de travailler à la reconversion des budgets militaires et de la production d'armes vers des fins pacifiques, et au démantèlement de l'establishment militaire canadien, qui a été fortement ébranlé ces dernières années par une série de scandales et de bavures. Le moment est propice au développement d'un nouveau mouvement de paix pour le début du 3e millénaire, mais hélas, trop peu de gens encore sont prêts à répondre à l'appel de ceux qui continuent de travailler pour la paix à travers les changements imprévisibles de la conjoncture.

Collaboration spéciale à ce numéro

Georges Amsellem, cinéaste et écrivain

Claire Beaulieu détient une maîtrise en arts plastiques, a obtenu plusieurs bourses du CAC et du CALQ, expose à Montréal et à l'étranger

Michel Béland, commis, bibliothèque de droit, Université de Montréal

Johanne Charbonneau, chercheure à l'INRS-Urbanisation (UQAM)

Louise Couture, détentrice d'une maîtrise en service social, poète

Renée B.-Dandurand, professeure-chercheure à l'INRS-Culture et société

Geneviève Guindon, sociologue et consultante

Madeleine Gagnon, écrivaine

Stéphan Kovacs a publié des poèmes dans *Estuaire* et *Trois* et des nouvelles dans *XYZ* et *Brèves littéraires*

Solange Lefebvre, théologienne et anthropologue, professeure adjointe à la Faculté de théologie, Université de Montréal

Pierre Milot, essayiste

Michel Parazelli, chercheur

Jean-Guy Vaillancourt, professeur au Département de sociologie, Université de Montréal

NUMÉROS DISPONIBLES

Volume 1 (1976-1977)
numéro 1 : 5 $
Tricofil ; sciences sociales et pouvoir
Poèmes de Roland Giguère et Gérald Godin
numéro 2 : 5 $
Santé ; question nationale
Poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante
numéros 3/4 : 5 $
Les Amérindiens : politique et dépossession
De l'artisanat comme instrument de conquête

Volume 2 (1977-1978)
numéro 1 : 5 $
Fer et titane : un mythe et des poussières
Nouvelles perspectives du roman québécois
Nouvelle de Jacques Brossard
numéros 2/3 : 5 $
Bas du fleuve/Gaspésie
Poème de Françoise Bujold
numéro 4 : 5 $
Mouvements sociaux, coopératisme et autogestion
Texte d'Alexis Lefrançois

Volume 3 (1978-1979)
numéro 1 : 5 $
A qui appartient Montréal
Poèmes de Pierre Nepveu
numéro 2 : 5 $
L'éclatement idéologique
La poésie, les poètes et les possibles
Paul Chamberland : la dégradation de la vie
numéros 3/4 : 5 $
Éducation
Sur les chemins de l'autogestion : le JAL
Poèmes de François Charron et Robert Laplante

Volume 4 (1979-1980)
numéro 1 : 5 $
Des femmes et des luttes
numéro 2 : 5 $
Projets du pays qui vient
numéro 3/4 :
Faire l'autogestion : réalités et défis
Poèmes de Gaston Miron

Volume 5 (1980-1981)
numéro 1 : 6 $
Qui a peur du peuple acadien ?
numéro 2 : 6 $
Élection 81 : questions au P.Q.
Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir
Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt
numéros 3/4 : 6 $
Les nouvelles stratégies culturelles
Manifeste pour les femmes

Volume 6 (1981-1982)
numéro 1 : 6 $
Cinq ans déjà...
L'autogestion quotidienne
Poèmes inédits de Marie Uguay
numéro 2 : 6 $
Abitibi : La Voie du Nord
Café Campus
Pierre Perrault : Éloge de l'échec
numéro 3/4 : 6 $
La crise... dit-on
Un écomusée en Haute-Beauce
Jacques Brault : leçons de solitude

Volume 7 (1982-1983)
numéro 1 : 6 $
Territoires de l'art
Régionalisme et internationalisme
Roussil en question(s)
numéro 2 : 6 $
Québec, Québec : à l'ombre du G
Jean-Pierre Guay, Marc Chabot : un beau mal
numéro 3 : 6 $
Et pourquoi pas l'amour ?

Volume 8 (1983-1984)
numéro 1 : 6 $
Repenser l'indépendance
Vadeboncoeur et le féminisme
numéro 2 : 6 $
Des acteurs sans scène
Les jeunes
L'éducation
numéro 3 : 6 $
1984 — Créer au Québec
En quête de la modernité
numéro 4 : 6 $
L'Amérique inavouable

Volume 9 (1984-1985)
numéro 1 : 6 $
Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien
numéro 2 : 6 $
...et les femmes
numéro 3 : 6 $
Québec vert... ou bleu ?
numéro 4 : 6 $
Mousser la culture

Volume 10 (1985-1986)
numéro 1 : 6 $
Le mal du siècle
numéro 2 : 6 $
Du côté des intellectuels
numéro 3/4 : 6 $
Autogestion, autonomie et démocratie

Volume 11 (1986-1987)
numéro 1 : 6 $
La paix à faire
numéro 2 : 6 $
Un emploi pour tous ?
numéro 3 : 6 $
Langue et culture
numéro 4 : 6 $
Quelle université ?

Volume 12 (1988)
numéro 1 : 6 $
Le quotidien : modes d'emploi
numéro 2 : 6 $
Saguenay/Lac Saint-Jean : les irréductibles
numéro 3 : 6 $
Le Québec des différences : culture d'ici
numéro 4 : 6 $
Artiste ou manager ?

Volume 13 (1989)
numéros 1/2 : 6 $
Il y a un futur
numéro 3 : 6 $
[Droits de] regards sur les médias
numéro 4 : 6 $
La mère ou l'enfant ?

Volume 14 (1990)
numéro 1 : 6 $
Art et politique
numéro 2 : 6 $
Québec an 2000
numéro 3 : 6 $
Culture et cultures
numéro 4 : 6 $
Vies de profs

Volume 15 (1991)
numéro 1 : 7 $
La souveraineté tranquille
numéro 2 : 7 $
Générations 91
numéro 3 : 7 $
Bulletins de santé
numéro 4 : 7 $
Les publics de la culture

Volume 16 (1992)
numéro 1 : 7 $
L'autre Montréal
numéro 2 : 7 $
What does Canada want ?
numéro 3 : 7 $
Les excentriques
numéro 4 : 7 $
Formations professionnelles

Volume 17 (1993)
numéro 1 : 7 $
À qui le droit ?
numéro 2 : 7 $
Parler d'ailleurs/d'ici (les communautés culturelles)
numéro 3/4 (vol. double) : 12 $
À gauche, autrement

Volume 18 (1994)
numéro 1 : 8 $
L'artiste (auto) portraits
numéro 2 : 8 $
Pensées pour un autre siècle
numéro 3 : 8 $
L'Etat solidaire
numéro 4 : 8 $
L'Estrie

Volume 19 (1995)
numéro 1/2 : 10$
Rendez-vous 1995 : mémoire et promesse
numéro 3 : 8 $
Créer à vif
numéro 4 : 8 $
possibles@techno

Volume 20 (1996)
numéro 1 : 8 $
Modernité : élan et dérives
numéro 2 : 8 $
Éduquer quand même
numéro 3 : 8 $
Québec... On continue ?
numéro 4 : 8$
L'art dehors

Volume 21 (1997)
numéro 1 : 8 $
Penser avec Giguère et Miron
numéro 2-3 : 10 $
Travailler autrement : Vivre mieux ?
numéro 4 : 8 $
Homo violens

BULLETIN D'ABONNEMENT

En vous abonnant, vous épargnez 7 $ sur le coût de quatre numéros en kiosque, vous contribuez à l'essor de la revue et vous recevez un numéro en prime.

Je souscris un abonnement à POSSIBLES.

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :
- o vol. 12, no 3 : Le Québec des différences
- o vol. 13, no 1/2 : Il y a un futur
- o vol. 14, no 1 : Art et politique
- o vol. 14, no 2 : Québec an 2000

Nom . . . . . .

Adresse . . . . . Code postal. . . . . .

. . . . . Téléphone. . . . . .

Occupation. . . . . .

Ci-joint :

chèque. . . . mandat-poste . . . . au montant de. . . . . .

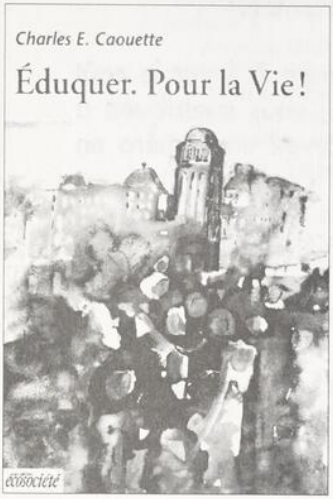
- o abonnement d'un an (quatre numéros) : 25 $
- o abonnement de deux ans (huit numéros) : 45 $
- o abonnement institutionnel : 40 $
- o abonnement de soutien : 40 $
- o abonnement étranger : 50 $

Revue Possibles, B.P. 114
Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal, Québec, H3S 2S4

prochain numéro : Art et engagement

les éditions écosociété
A CONTRE COURANT

Nouveautés 199



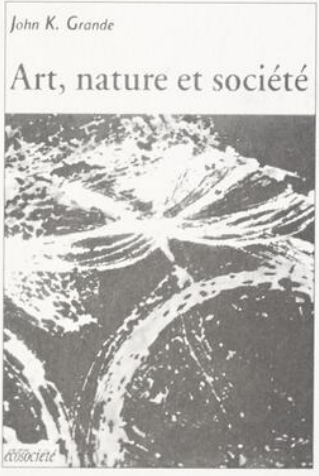
Charles E. Caouette
Éduquer. Pour la Vie!
Préface de Gaston Chalifoux

Pour tous ceux, parents, enseignants et professionnels de l'éducation qui, comme l'auteu pensent qu'«il est carrément inacceptable que ce soit à l'école que les jeunes perdent le goût d'apprendre et de se développe, qu'ils y perdent surtout la confiance en eux-mêmes, en leurs ressources et en l'avenir.»
Éduquer pour toute une vie de qualité...
ISBN 2-921561-36-0
174 pages. Prix:16,95$



André Larivière
Les carnets d'un militant
Préface de Michel Bernard

Une expérience du militantisme hors du commun, toujours fondée sur la non-violence. Des exemples concrets, des anecdotes savoureuses et drôles de marcheurs pour la paix, des tranches de vie qui tous témoignent de l'engagement de gens ordinaires qui ont décidé de réagir!
ISBN 2-921561-35-2
256 pages. Prix:21,95$



John K. Grande
Art, nature et société
Préface de Guy Sioui Durand

Une nouvelle génération d'artiste acceptent de remettre en cause la manière même dont ils abordent la création pour que leurs œuvres s'insèrent dans les véritables préoccupations de notre temps et rétablissent ainsi ce lien étroit unissant l'homme et la nature.
«Une importante contribution à la théorie de l'art.»
Claude Levi-Strauss
ISBN 2-921561-33-6
274 pages. Prix:24,95$

En vente dès maintenant dans toutes les bonnes librairies
Les Éditions Écosociété, C.P. 32052, succ. Les Atriums, Montréal (Québec), H2L 4Y5, Tél. (514) 985-4318

GÉNÉRATIONS : DES LIENS À RÉINVENTER

Ghettos générationnels ? L'accroissement de certains types de marginalité chez les jeunes, le manque de rôles publics pour les aînés pourraient le laisser croire. Mais ce tableau est loin d'être complet, et les liens familiaux, en particulier, non seulement résistent souvent aux facteurs de dislocation qui les assaillent, mais sont également le lieu de nouvelles formes d'entraide. Par ailleurs, le travail, l'action dans les mouvements sociaux et la vie communautaire ont de la difficulté à rassembler les groupes d'âge. On a le choix, sur ce terrain, entre la maîtrise consciente de nos rapports sociaux et la résignation aux effets aveugles des contraintes structurelles. Car beaucoup de liens sont à réinventer...

ESSAIS ET ANALYSES

La fiction généalogique des jeunes de la rue : le mythe de l'autonomie naturelle
MICHEL PARAZELLI

La maternité adolescente : l'expression dramatique d'un besoin d'affection et de reconnaissace
JOHANNE CHARBONNEAU

Quelques opinions personnelles sur le féminisme
GENEVIÈVE GUINDON

Les parentèles : un lieu privilégié des relations intergénérationnelles
RENÉE B.-DANDURAND

Une question de culture justement : le cas des communautés culturelles
AMINE TEHAMI

Nouvelles complicités, nouvelles responsabilités
SOLANGE LEFEBVRE

Le temps d'une génération
RAYMONDE SAVARD

Baisers volés
PIERRE MILOT

Utopies pour le XXI^e siècle
MADELEINE GAGNON

IMAGE

L'une et l'autre
CLAIRE BEAULIEU

POÉSIE ET FICTION

De Babel à Varsovie
GEORGES AMSELLEM

Mémoire
LOUISE COUTURE

Il faut des mots
MICHEL BÉLAND

Un matin l'autre
STÉPHAN KOVACS

DOCUMENT

Le mouvement pour la paix au Québec
JEAN-GUY VAILLANCOURT